

Ministère de la Justice

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018



Renseignements généraux

Justice
Québec 

Avril 2017
Document préparé par
Le Service de la gestion budgétaire et financière

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.1	<p>LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L' ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017 :</p> <p>A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;</p> <p>B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;</p> <p>C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;</p> <p>D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);</p> <p>E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;</p> <p>F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;</p> <p>G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <ul style="list-style-type: none"> • LES DÉTAILS DE CES ENTENTES; • LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR; <p>H. LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉS.</p> <p>I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS.</p>	1
G.2	<p>POUR CHAQUE VOYAGE FAIT EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2016-2017 :</p> <p>A. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;</p> <p>B. LES COÛTS VENTILÉS;</p> <p>C. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;</p> <p>D. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.</p>	7
G.3	<p>LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2016-2017, ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018;</p> <p>B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;</p> <p>C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;</p> <p>E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;</p> <p>G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.</p>	9
G.4	<p>LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :</p> <p><u>PAR LE MINISTÈRE, EN INCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL OU L'ORGANISME :</u></p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p><u>PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :</u></p> <p>D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>E. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;</p> <p>F. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT, LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;</p> <p>H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>I. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p>	13

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.5	<p>LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :</p> <p><u>ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</u></p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018 VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE;</p> <p><u>ORGANISÉE PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :</u></p> <p>D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018;</p> <p>E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;</p> <p>F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS OU/ET DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;</p> <p>H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>I. NOMBRE TOTAL DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.</p>	17
G.6	<p>LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :</p> <p><u>ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS :</u></p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018;</p> <p>B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. LA NATURE DE LA FORMATION;</p> <p>D. LES PERSONNES CONCERNÉES.</p>	20
G.7	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, EXCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL) EN 2016-2017, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);</p> <p>D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;</p> <p>F. L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p> <p>PAR LE OU LES CABINETS MINISTÉRIELS EN 2016-2017, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);</p> <p>D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;</p> <p>F. L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p>	21
G.8	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2016-2017 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :</p> <p>INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LE BIAIS DE SON SITE INTERNET OU AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.</p> <p>A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;</p> <p>B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;</p> <p>C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;</p> <p>D. LE MONTANT ACCORDÉ;</p> <p>E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;</p> <p>F. TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.</p>	72

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.9	<p>LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;</p> <p>B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;</p> <p>C. LA JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU;</p> <p>D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION</p>	74
G.10	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2016-2017, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :</p> <p>A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C. LE COÛT;</p> <p>D. L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>E. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, LES NOMS DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p>	77
G.11	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.) FOURNIR POUR 2016-2017:</p> <p>A. LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;</p> <p>B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);</p> <p>C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;</p> <p>D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;</p> <p>E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;</p> <p>F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;</p> <p>G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;</p> <p>H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.</p>	78
G.12	<p>POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004 AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :</p> <p>A. LE NOM DU PROJET;</p> <p>B. LA NATURE DU PROJET;</p> <p>C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);</p> <p>D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;</p> <p>E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;</p> <p>F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILLÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;</p> <p>G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;</p> <p>H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;</p> <p>I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;</p> <p>J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;</p> <p>K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS. <p>L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.</p> <p>M. NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI POUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES.</p>	79

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.13	<p>POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2016-2017 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :</p> <p>A. LA PHOTOCOPIE;</p> <p>B. LE MOBILIER DE BUREAU;</p> <p>C. L'AMEUBLEMENT;</p> <p>D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLEMENT;</p> <p>E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;</p> <p>F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;</p> <p>G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;</p> <p>H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;</p> <p>I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;</p> <p>J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :</p> <p style="padding-left: 20px;">I. A. AU QUÉBEC</p> <p style="padding-left: 20px;">II. B. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC</p>	83
G.14	<p>SÉPARÉMENT, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2016-2017 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :</p> <p>A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, (« BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRE TYPES DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS) UTILISÉS;</p> <p>B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES (IPAD OU AUTRES);</p> <p>C. LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS;</p> <p>D. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;</p> <p>E. LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;</p> <p>F. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;</p> <p>G. LES NOMS DES FOURNISSEURS;</p> <p>H. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;</p> <p>I. LES ORDINATEURS PORTABLES;</p> <p>J. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS;</p> <p>K. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE;</p> <p>L. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU.</p>	84

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	PAGES	
<p>G.15</p>	<p>CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :</p> <p>A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET PLUS.</p> <p>B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET MOINS.</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL.</p> <p>D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI.</p> <p>E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) – LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL.</p> <p>F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL.</p> <p>G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI.</p> <p>H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE.</p> <p>I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS.</p> <p>J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS).</p> <p>K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR.</p> <p>L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE.</p> <p>M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS).</p> <p>N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES.</p> <p>O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES.</p> <p>P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART.</p> <p>Q. POUR CHAQUE DIRECTION DU MINISTÈRE ET DIRECTION D'ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2016-2017 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES;</p> <p>R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTAURATION DE LA LOI.</p>	<p>86</p>
<p>G.16</p>	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE, PAR DIRECTION :</p> <p>A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2015-2016 ET EN 2016-2017, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES.</p> <p>B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.</p> <p>C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2017-2018 ET 2018-2019 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES.</p> <p>D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.</p>	<p>150</p>

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.17	<p>LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2016-2017 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :</p> <p>A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;</p> <p>B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;</p> <p>C. LA SUPERFICIE TOTAL RÉELLEMENT OCCUPÉE;</p> <p>D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;</p> <p>E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;</p> <p>F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;</p> <p>G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATION RÉALISÉ DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;</p> <p>H. LA DURÉE DU BAIL;</p> <p>I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;</p> <p>J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.</p>	153
G.18	<p>POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR <u>LE DÉTAIL</u> ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2016-2017, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATIONS, FOURNIR :</p> <p>A. LA OU LES DATES DES TRAVAUX;</p> <p>B. LES COÛTS;</p> <p>C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.</p>	167
G.19	<p>LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2016-2017, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :</p> <p>A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>B. LE TITRE DE LA FONCTION;</p> <p>C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;</p> <p>D. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;</p> <p>E. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>F. LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;</p> <p>G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELEVÉ;</p> <p>H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES;</p> <p>I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2016-2017;</p> <p>J. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;</p> <p>K. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2015-2016 ET 2016-2017;</p> <p>L. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;</p> <p>M. S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.</p>	168
G.20	<p>LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2016-2017 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;</p> <p>C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;</p> <p>D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.</p>	169
G.21	<p>LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :</p> <p>A. LE NOM DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LE POSTE OCCUPÉ;</p> <p>C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>D. L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE;</p> <p>E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;</p> <p>F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.</p>	172

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.22	<p>LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE POSTE INITIAL;</p> <p>B. LE SALAIRE;</p> <p>C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;</p> <p>D. LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ;</p> <p>E. LES PRÉVISIONS 2017-2018.</p>	173
G.23	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2016-2017, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :</p> <p>A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);</p> <p>B. PRÉVISIONS 2017-2018;</p> <p>C. PAR CATÉGORIE D'ÂGE.</p>	174
G.24	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS PAR BUREAU RÉGIONAL ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.</p>	175
G.25	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET DE L'EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018, PAR MISSION.</p>	176
G.26	<p>LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE NOM DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;</p> <p>C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>D. L'ASSIGNATION INITIALE;</p> <p>E. L'ASSIGNATION ACTUELLE;</p> <p>F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;</p> <p>LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.</p>	177
G.27	<p>LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2016-2017, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :</p> <p>A. LE COÛT DE CHACUN;</p> <p>B. LE FOURNISSEUR;</p> <p>C. LA NATURE DU SERVICE.</p> <p>VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.</p>	178
G.28	<p>LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.</p>	185
G.29	<p>POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :</p> <p>A. LE NOM DU SITE WEB;</p> <p>B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;</p> <p>C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;</p> <p>D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;</p> <p>E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);</p> <p>F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »);</p> <p>G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;</p> <p>LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.</p>	186
G.30	<p>NOMINATIONS, POUR 2015-2016, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :</p> <p>A. LA LISTE;</p> <p>B. LE NOM DE LA PERSONNE;</p> <p>C. LES MANDATS DE CHACUNE DE CES PERSONNES;</p> <p>D. LE DÉTAIL DES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT;</p> <p>E. LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;</p> <p>F. LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;</p> <p>G. LES SOMMES IMPLIQUÉES</p>	191

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.31	POUR 2016-2017, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS ET EN PRÉCISANT L'OBJET DE LA VISITE POUR CHACUNE D'ENTRE ELLES ET EN PRÉCISANT L'OBJET DES RENCONTRES ET LES PERSONNES OU ORGANISMES RENCONTRÉS.	192
G.32	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2015-2016 ET 2016-2017 : A. LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D'ACCÈS; B. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION; C. LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES; D. LE NOMBRE DE REFUS (EN PRÉCISANT, PAR CATÉGORIE, LES RAISONS ET/OU ARTICLES DE LA LOI INVOQUÉS POUR LE REFUS); E. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS; F. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS; G. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI.	193
G.33	LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIEES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2016-2017 : A. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.); B. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES; C. LE NOMBRE DE RENCONTRES; D. LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE; E. L'OBJET; F. LES DATES.	194
G.34	LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.	195
G.35	LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2016-2017 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.	196
G.36	LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	197
G.37	L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELEVANT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELEVANT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2017-2018.	198
G.38	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS 2017-2018.	199
G.39	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2016-2017, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018 ET 2018-2019, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	200
G.40	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.	204
G.41	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.	205
G.42	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.	206
G.43	POUR 2016-2017, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU' AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE ? POUR CHAQUE PERSONNE : A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS; B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	207

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.44	POUR 2016-2017, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANT DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DES REMANIEMENTS MINISTÉRIELS? POUR CHAQUE PERSONNE : A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS; B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS;	208
G.45	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉES À CES PERSONNES.	209
G.46	POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDIQUER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.	215
G.47	COÛTS DE RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS : LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2017-2018. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2016-2017, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2017-2018, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.	216
G.48	LISTE DES SITUATIONS EN 2016-2017 OÙ S'EST APPLIQUÉ LE PRINCIPE DU CRAN D'ARRÊT, TEL QU'IL EST DÉFINI DANS LE BUDGET DE DÉPENSES 2014-2015.	217
G.49	INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTE MAJORATION APPORTÉE À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.	218
G.50	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES OU ETC AFFECTÉS AU PLAN NORD POUR 2016-2017 ET PRÉVISION POUR 2017-2018	219
G.51	VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ AU PLAN NORD POUR 2016-2017 ET PRÉVISION POUR 2017-2018.	220
G.52	NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2016-2017 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	221
G.53	VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2016-2017 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018.	222
G.54	LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS VERT.	223
G.55	LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DES RESSOURCES NATURELLES.	224
G.56	LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉS EN VERTU DE PROGRAMME FINANCÉS PAR LE FONDS DU PLAN NORD.	225
G.57	POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LA SOMME ALLOUÉE À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICE JURIDIQUE.	226
G.58	<p>PORTRAIT GLOBAL ET MONTANT TOTAL DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2016-2017 QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS SANS ÊTRE AUTORISÉS DIRECTEMENT PAR LES SOUS-MINISTRES OU LES DIRIGEANTS D'ORGANISME PUBLIQUES, MAIS PLUTÔT À LA SUITE D'UNE DÉLÉGATION DU POUVOIR DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME D'AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS.</p> <p>INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME COMPILE CETTE INFORMATION EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME ET LES COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS À LA SUITE D'UNE DÉLÉGATION DE POUVOIR.</p> <p>FOURNIR LA LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;</p> <p>B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME TOUCHÉ(E);</p> <p>C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;</p> <p>D. LE MONTANT ACCORDÉ;</p> <p>E. LE NOM DE LA PERSONNE AYANT AUTORISÉ LA DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE;</p> <p>F. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;</p> <p>G. TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.</p> <p>INDIQUER SI OUI OU NON LES MINISTÈRES OU L'ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LES BIAIS DE SON SITE INTERNET OU AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.</p>	227

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.59	<p>CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) ET CE, POUR 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018 :</p> <p>A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);</p> <p>B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;</p> <p>C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;</p> <p>D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI;</p> <p>E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.</p>	228
G.60	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2016-2017, LE MONTANT TOTAL EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) :</p> <p>A. LA MASSE SALARIALE;</p> <p>B. DES INDEMNITÉS DE RETRAITE, S'IL Y A LIEU.</p>	229
G.61	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2016-2017, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME</p>	230
G.62	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, PORTRAIT COMPLET ET BILAN DÉTAILLÉ DES ACTIONS ENTREPRISES ET DES COMPRESSIONS RÉALISÉES À LA SUITE DE L'ANNONCE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR LE 25 NOVEMBRE 2014. PLUS PRÉCISÉMENT, FOURNIR L'INFORMATION RELATIVE AUX ACTIONS DANS LE CADRE :</p> <p>A. DU PLAN DE RÉDUCTION DES EFFECTIFS POUR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISANT UNE RÉDUCTION D'AU MINIMUM 2 % DE LEUR NIVEAU D'EFFECTIFS;</p> <p>B. DU CHANTIER SUR LA RÉVISION ET L'OPTIMISATION DES STRUCTURES ET DES ORGANISMES DE L'ÉTAT;</p> <p>C. D'AUTRES ACTIONS VISANT À LIMITER CERTAINS FACTEURS POUVANT CONTRIBUER À AUGMENTER LES DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION;</p> <p>D. DE LA SUSPENSION DES BONIS DU PERSONNEL DE DIRECTION ET D'ENCADREMENT DES MINISTÈRES, DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET DES CABINETS MINISTÉRIELS.</p> <p>FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.</p>	231
G.63	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LE DÉTAIL DES ACTIONS RÉALISÉES OU AMORCÉES 2016-2017 EN VUE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS DANS LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.</p>	232
G.64	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LA LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FORME EXTERNE EN 2015-2016 ET 2016-2017 EN INDIQUANT POUR CHACUN :</p> <p>A. LE SUJET;</p> <p>B. LA OU LES RAISONS POURQUOI IL A ÉTÉ PRODUIT OU COMMANDÉ;</p> <p>C. LES COÛTS RELIÉS À SA RÉALISATION;</p> <p>D. LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA FIRME EXTERNE, S'IL Y A LIEU.</p> <p>PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.</p>	233
G.65	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, POUR LES ANNÉES 2015-2016 ET 2016-2017, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNEL EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;</p> <p>B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;</p> <p>C. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.</p>	234

G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017 :

- A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;
- B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;
- C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;
- D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);
- E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
- F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
- G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;
 - a. LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;
 - b. LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;
- H. INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉS;
- I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS.

MINISTÈRE

VOYAGE		Coût
HÉLÈNE MATHIEU ET CHRISTIAN VEILLETTE (AVOCATS), PARTICIPER À LA RENCONTRE FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DU CCHF (JUSTICE PÉNALE) ET GROUPES DE TRAVAIL, DU 10 AU 15 AVRIL 2016, ALBERTA, BANFF (CANADA).		4 143,02 \$
SARAH JUNEAU (PROFESSIONNELLE), PARTICIPER À LA RENCONTRE DU COMITÉ DES AGENTS DE LIAISON DU CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE (CCSJ), LE 18 ET 19 MAI 2016, OTTAWA (CANADA).		1 105,16 \$
JEAN-FRANÇOIS ROUTHIER (SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ) ET BRIGITTE PARENT (JURISTE), PARTICIPER À UNE RENCONTRE AVEC LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE L'ONTARIO, LE 28 AVRIL 2016, TORONTO (CANADA).		1 711,04 \$
JEAN-FRANÇOIS ROUTHIER (SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ), PARTICIPER AU FORUM DE GESTION FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL DES SERVICES JURIDIQUES, DU 6 AU 8 JUIN 2016, HALIFAX (CANADA).		1 131,51 \$
JEAN-FRANÇOIS ROUTHIER (SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ) ET BRIGITTE PARENT (JURISTE), PARTICIPER À UNE RENCONTRE AVEC LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE L'ONTARIO, LE 12 JUILLET 2016, TORONTO (CANADA).		1 288,17 \$
JEAN-FRANÇOIS ROUTHIER (SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ) ET BRIGITTE PARENT (JURISTE), PARTICIPER À UNE RENCONTRE AVEC LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE L'ONTARIO, DU 19 AU 20 SEPTEMBRE 2016, TORONTO (CANADA).		2 702,72 \$
JEAN-FRANÇOIS ROUTHIER (SOUS-MINISTRE ASSOCIÉ) ET BRIGITTE PARENT (JURISTE), PARTICIPER À UNE RENCONTRE AVEC LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE L'ONTARIO, LE 13 MAI 2016, TORONTO (CANADA).		1 183,78 \$
ANNIE GAUTHIER (JURISTE), PARTICIPER EN TANT QUE REPRÉSENTANTE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC, À UNE RÉUNION CCHF-JUSTICE FAMILIALE, DU 9 AU 12 MAI 2016, OTTAWA (CANADA).		921,12 \$
NATHALIE G. DROUIN (SOUS-MINISTRE), PARTICIPER À LA RÉUNION PROVINCIALE TERRITORIALE DES SOUS-MINISTRES RESPONSABLES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET À LA RÉUNION FÉDÉRALE PROVINCIALE TERRITORIALE DES SOUS-MINISTRES RESPONSABLES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DU 31 MAI AU 3 JUIN 2016, VANCOUVER (CANADA).		2 088,45 \$
MARIE-HÉLÈNE FILTEAU (ANALYSTE), PARTICIPER À TITRE DE REPRÉSENTANTE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC À UNE RÉUNION DU SOUS-COMITÉ DE LA RECHERCHE DU CCHF-JUSTICE FAMILIALE, 14 ET 15 JUIN 2016, OTTAWA (CANADA).		628,59 \$
HÉLÈNE MATHIEU (AVOCATE), PARTICIPER À UNE RENCONTRE FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DU CCHF (JUSTICE PÉNALE) ET GROUPES DE TRAVAIL, DU 31 MAI AU 3 JUIN 2016, VANCOUVER (CANADA).		1 688,16 \$
FRÉDÉRIQUE SABOURIN (AVOCATE), PARTICIPER À LA RENCONTRE DE LA CONFÉRENCE SUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA (CHLC), DU 7 AU 11 AOÛT 2016, FRÉDÉRICTON (CANADA).		1 539,05 \$

VOYAGE		Coût
SYLVAIN LEBOEUF (JURISTE), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME, DU 24 AU 25 AVRIL 2016, OTTAWA (CANADA).		694,85 \$
LYSE POUDRIER (JURISTE), PARTICIPER À LA CONFÉRENCE SUR LA RÉDACTION LÉGISLATIVE, DU 11 AU 13 SEPTEMBRE 2016, OTTAWA (CANADA).		1 516,64 \$
JASMIN BÉDARD ET PATRICK GINGRAS (DIRECTEURS), PARTICIPER AU GARTNER CIO&TI EXECUTIVE SUMMIT 2016, DU 13 AU 16 JUIN 2016, TORONTO (CANADA).		1 382,69 \$
GILLES LAPORTE (JURISTE), PARTICIPER AU 14TH NATIONAL SYMPOSIUM ON SEARCH AND SEIZURE LAW IN CANADA (OSGOODE), DU 21 AU 25 SEPTEMBRE 2016, VANCOUVER (CANADA).		2 715,50 \$
SARAH JUNEAU (PROFESSIONNELLE), PARTICIPER À LA CONFÉRENCE ANNUELLE 2016 - JUSTICE CIVIL ET ÉCONOMIE : UNE QUESTION DE VALEUR, DU 5 AU 7 OCTOBRE 2016, OTTAWA (CANADA).		1 041,66 \$
HÉLÈNE MATHIEU (JURISTE), PARTICIPER À LA RENCONTRE FÉDÉRALE, PROVINCIALE ET TERRITORIALE DES MINISTRES RESPONSABLES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ, DU 11 AU 14 OCTOBRE 2016, HALIFAX (CANADA).		1 468,85 \$
FRANCE LYNCH (SOUS-MINISTRE PAR INTÉRIM), PARTICIPER À LA RENCONTRE FÉDÉRALE, PROVINCIALE ET TERRITORIALE DES MINISTRES RESPONSABLES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ, DU 11 AU 14 OCTOBRE 2016, HALIFAX (CANADA).		1 305,80 \$
GILLES LAPORTE ET ROBERT DESROCHES (JURISTES), PARTICIPER À LA 19TH ANNUAL CONSTITUTIONAL CASES CONFERENCE (OSGOODE), DU 7 AU 9 AVRIL 2016, TORONTO (CANADA).		2 018,66 \$
DOMINIQUE JOBIN ET JEAN-VINCENT LACROIX (JURISTES), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME, DU 10 AU 11 OCTOBRE 2016, OTTAWA (CANADA).		1 934,65 \$
ISABELLE BRUNET ET PATRICE CLAUDE (JURISTES), PARTICIPER À UNE AUDITION EN COUR SUPRÊME DU CANADA, DU 10 AU 11 JANVIER 2017, OTTAWA (CANADA).		745,47 \$
ANTHONY COTNOIR (AVOCAT), PARTICIPER À UN GROUPE DE TRAVAIL FPT DES HAUTS FONCTIONNAIRES SUR LE CANNABIS, 15 ET 16 JANVIER 2017, OTTAWA (CANADA).		631,22 \$
FRANCE LYNCH (SOUS-MINISTRE) ET HÉLÈNE MATHIEU (JURISTE), PARTICIPER À LA RÉUNION DES SOUS-MINISTRES FPT RESPONSABLES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DU 1ER AU 2 FÉVRIER 2017, TORONTO (CANADA).		2 056,52 \$

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

	Coût
<p>MONCTON, NOUVEAU-BRUNSWICK 3 AU 8 JUILLET 2016 PASCALE BERARDINO, DIRECTRICE, DIRECTION DE LA PROTECTION ET DE LA PROMOTION DES DROITS DE LA JEUNESSE COURS D'ÉTÉ INTERNATIONAL DE L'UNIVERSITÉ DE MONCTON RELATIF AUX DROITS DE L'ENFANT, ÉDITION 2016 : « ENFANTS PRIVÉS DE LIBERTÉ ET JUSTICE PÉNALE POUR ADOLESCENTS » PASCALE BERARDINO, À TITRE DE CONFÉRENCIÈRE, ÉTAIT ACCOMPAGNÉE DE MICHÈLE GOYETTE, SPÉCIALISTE.</p>	2 530,00 \$
<p>SASKATOON, SASKATCHEWAN 7 AU 9 JUIN 2016 CAMIL PICARD, VICE-PRÉSIDENT JEUNESSE ET PRÉSIDENT PAR INTÉRIM RÉUNION DU CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES ENFANTS ET DES JEUNES</p>	1 459,00 \$
<p>TORONTO, ONTARIO 25 AU 28 OCTOBRE 2016 CAMIL PICARD, VICE-PRÉSIDENT JEUNESSE ET PRÉSIDENT PAR INTÉRIM RENCONTRE DES INTERVENANTS PROVINCIAUX DU CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES ENFANTS ET DES JEUNES</p>	1 208,00 \$
<p>PARIS, FRANCE 22 AU 25 NOVEMBRE 2016 CAMIL PICARD, VICE-PRÉSIDENT JEUNESSE ET PRÉSIDENT PAR INTÉRIM RENCONTRE AVEC MONSIEUR JACQUES TOUBON, DÉFENSEUR DES DROITS ET MADAME GENEVIÈVE AVENARD, DÉFENSEUSE DES ENFANTS, POUR PARLER ENTRE AUTRES DE LA RADICALISATION DES JEUNES</p>	2 025,00 \$
<p>TORONTO, ONTARIO 24 AU 26 JANVIER 2017 CAMIL PICARD, VICE-PRÉSIDENT JEUNESSE ET PRÉSIDENT PAR INTÉRIM RÉUNION DU CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES ENFANTS ET DES JEUNES</p>	1 068,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

	Coût
<p>À WOODVIEW (ONTARIO), DU 6 AU 8 SEPTEMBRE 2016. PROGRAMME : RÉUNION DE L'ASSOCIATION DES RÉGIMES D'AIDE JURIDIQUE DU CANADA (ALAP). PERSONNES RENCONTRÉES : REPRÉSENTANTS DES 9 PROVINCES ET 3 TERRITOIRES DU CANADA. NOM DU PERSONNEL : ME RICHARD LA CHARITÉ, DIRECTEUR, COMITÉ DE RÉVISION.</p>	734,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

VOYAGE		Coût
M ^È CHLOÉ ROUSSELLE (PROCUREURE) : PARTICIPER, EN TANT QUE MEMBRE DE PLUSIEURS GROUPES DE TRAVAIL, AUX RÉUNIONS DU FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (FPT DU CCHF), BANFF (ALBERTA), DU 10 AU 15 AVRIL 2016.		1 860,00 \$
M ^È JACYNTHÉ FORTIN (DIRECTRICE DE L'INFORMATIQUE ET DES SYSTÈMES D'INFORMATION), M. ÉRIC GIGUÈRE (PROFESSIONNEL) ET M ^È MICHEL GREENE (PROCUREUR) : PARTICIPER À UNE MISSION POUR PERMETTRE AU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) D'ÉVALUER LES COÛTS D'IMPORTATION ET D'ADAPTATION DU SYSTÈME SCOPE AU DPCP, TORONTO (ONTARIO), DU 11 AU 13 AVRIL 2016.		3 214,00 \$
M ^È ROBERT BENOÎT (PROCUREUR) : PARTICIPER À LA RENCONTRE DU COMITÉ DES EXPERTS NATIONAUX EN MATIÈRE D'ÉCOUTE, OTTAWA (ONTARIO), DU 18 AU 21 AVRIL 2016.		663,00 \$
M ^È PATRICK MICHEL (PROCUREUR EN CHEF) ET M ^È JOANNE MARCEAU (PROCUREUR) : PLAIDOIRIE À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO), LES 24 ET 25 AVRIL 2016.		1 673,00 \$
M ^È ANNICK MURPHY (DIRECTRICE) ET M ^È SONIA PAQUET (PROCUREUR EN CHEF ADJOINTE) : PARTICIPER À LA 51 ^È RÉUNION DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (FPT) DES CHEFS DES POURSUITES PÉNALES, ST-JOHN'S (TERRE-NEUVE), DU 26 AU 29 AVRIL 2016.		3 006,00 \$
M ^È JUSTIN TREMBLAY (PROCUREUR) : PLAIDOIRIE À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO), LES 28 ET 29 AVRIL 2016.		340,00 \$
M ^È RÉGIS BOISVERT (PROCUREUR) : PLAIDOIRIE À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO), LES 28 ET 29 AVRIL 2016.		192,00 \$
M ^È SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF) ET M ^È SONIA PAQUET (PROCUREUR EN CHEF ADJOINTE) : PARTICIPER À UNE FORMATION SUR LE PROGRAMME QUÉBÉCOIS DE PROTECTION DES TÉMOINS AU COLLÈGE CANADIEN DE POLICE, OTTAWA (ONTARIO), LES 4 ET 5 MAI 2016. UNE PARTIE DES DÉPENSES ONT ÉTÉ PAYÉES PAR LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA.		94,00 \$
M ^È CATHERINE DUMAIS (PROCUREUR) : REPRÉSENTER LE DPCP LORS D'UNE RENCONTRE DU COMITÉ NATIONAL DES EXPERTS EN MATIÈRE D'INDICATEURS/MANDATAIRES POUR FAIRE L'ÉTAT DE L'EXPERTISE QUÉBÉCOISE EN LA MATIÈRE, OTTAWA (ONTARIO), DU 3 AU 5 MAI 2016.		840,00 \$
M ^È SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF) : PARTICIPER À LA 5 ^È ÉDITION DES JOURNÉES DES RÉSEAUX INSTITUTIONNELS DE LA FRANCOPHONIE ORGANISÉE PAR L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF), PARTICIPER AUX COMITÉS DE GESTION DE L'ASSOCIATION DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS FRANCOPHONES (AIPPF), PARIS (FRANCE), DU 29 MAI AU 5 JUIN 2016.		4 080,00 \$
M ^È JACQUES BLAIS (PROCUREUR EN CHEF ADJOINT) : PARTICIPER AU « DRUGS AND DRIVING SYMPOSIUM », TORONTO (ONTARIO), DU 31 MAI AU 3 JUIN 2016.		1 386,00 \$
M ^È PATRICE PELTIER-RIVEST (PROCUREUR) : PARTICIPER À UN DOSSIER D'ENTRAIDE INTERNATIONALE DANS LE CADRE D'UNE FRAUDE FISCALE, BÂLE (SUISSE), DU 25 JUIN AU 2 JUILLET 2016.		4 747,00 \$
M ^È SONIA PAQUET (PROCUREUR EN CHEF ADJOINTE) : PARTICIPER AU COMITÉ DIRECTEUR ET À LA CONFÉRENCE ANNUELLE DE LA « NATIONAL DISTRICT ATTORNEYS ASSOCIATION » (NDA), BOSTON (MASSACHUSETTS), DU 15 AU 20 JUILLET 2016.		3 478,00 \$
M ^È MAUDE PAYETTE (PROCUREUR) : PARTICIPER À UNE FORMATION SUR LA RÉDACTION DE MÉMOIRE OFFERTE PAR LE SERVICE DES POURSUITES PÉNALES DU CANADA (SPPC), OTTAWA (ONTARIO), DU 26 AU 28 JUILLET 2016.		682,00 \$
M ^È JOANNE MARCEAU (PROCUREUR) : PARTICIPER À LA CONFÉRENCE SUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA, FREDERICTON (NOUVEAU-BRUNSWICK), DU 6 AU 11 AOÛT 2016.		1 512,00 \$
M ^È SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF) : PARTICIPER À LA 21 ^È CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS (AIPP/IAIP) ET L'ASSEMBLÉE ANNUELLE DE L'ASSOCIATION DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS FRANCOPHONES (AIPPF), DUBLIN (IRLANDE), DU 9 AU 15 SEPTEMBRE 2016.		6 033,00 \$
M ^È SONIA PAQUET (PROCUREUR EN CHEF ADJOINTE) : PARTICIPER À LA 2 ^È RENCONTRE ANNUELLE « US - CANADA BORDER OPERATION LEADERSHIP TEAM (BOLT) » ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL DE L'ONTARIO ET DU SERVICE DES POURSUITES PÉNALES DU CANADA, TORONTO (ONTARIO), DU 13 AU 15 SEPTEMBRE 2016.		1 921,00 \$
M ^È SONIA PAQUET (PROCUREUR EN CHEF ADJOINTE) : PARTICIPER À LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA TRAITE DES PERSONNES ORGANISÉE PAR LA « NATIONAL DISTRICT ATTORNEYS ASSOCIATION » (NDA), HONOLULU (HAWAII), DU 27 SEPTEMBRE AU 1 ^È R OCTOBRE 2016.		4 037,00 \$
M ^È ANNICK MURPHY (DIRECTRICE), M ^È NATALIE BRISSETTE (PROCUREUR EN CHEF), M ^È SONIA PAQUET (PROCUREUR EN CHEF ADJOINTE) ET M ^È LOUIS BOUTHILLIER (PROCUREUR) : PARTICIPER À LA 52 ^È RÉUNION DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (FPT) DES CHEFS DES POURSUITES PÉNALES, HALIFAX (NOUVELLE-ÉCOSSE), DU 25 AU 27 OCTOBRE 2016. M ^È BOUTHILLIER ÉTAIT LE RÉCIPiendaIRE DU PRIX POUR LA LOYAUTÉ ENVERS L'IDÉAL DE JUSTICE 2016. M ^È BOUTHILLIER ET M ^È BRISSETTE N'ONT PAS PARTICIPÉ AUX DÉBATS.		4 362,00 \$

VOYAGE	Coût
M ^E NATHALIE LEGAULT (PROCUREUR) ET M ^E SÉBASTIEN BERGERON-GUYARD (PROCUREUR EN CHEF ADJOINT) : PARTICIPER AU « 11TH ANNUAL MULTIDISCIPLINARY TRAINING WORKSHOP » POUR L'EXPLOITATION SEXUELLE DES ENFANTS SUR INTERNET (ESEI), NIAGARA FALLS (ONTARIO), DU 30 OCTOBRE AU 4 NOVEMBRE 2016.	3 347,00 \$
M ^E SOPHIE LAVERGNE (PROCUREUR EN CHEF) : PARTICIPER AU LANCEMENT OFFICIEL DU PROJET PHILOJEUNES, AINSI QU'À PLUSIEURS RENCONTRES D'INFORMATIONS REGROUPANT LES DIGITAIRE FRANÇAIS, PARIS (FRANCE), DU 13 AU 22 NOVEMBRE 2016.	4 740,00 \$
M ^E BETTY LAURENT (PROCUREUR EN CHEF ADJOINTE) ET M ^E MARIE-CHRISTINE GOUBOUT (PROCUREUR) : RENCONTRE DE TRAVAIL AVEC LES ENQUÊTEURS DE LA GRC AINSI QUE LES PROCUREURS DU SPPC AU QUARTIER GÉNÉRAL DE LA GRC, OTTAWA (ONTARIO), DU 27 AU 29 NOVEMBRE 2016.	910,00 \$
M ^E CATHERINE DUMAIS (PROCUREUR) ET M ^E DANIEL ROYER (PROCUREUR) : PLAIDOIRIE À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO), LES 4 ET 5 DÉCEMBRE 2016.	711,00 \$
M ^E SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF) : PARTICIPER À LA RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS FRANCOPHONES (AIPPF) - RENCONTRE AVEC LES PROCUREURS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE À PARIS/DÉLÉGATION GÉNÉRALE DU QUÉBEC À PARIS, PARIS (FRANCE), DU 9 AU 18 DÉCEMBRE 2016. LA DPCP ASSUME LA PRÉSIDENTE DE L'AIPPF ET M ^E OUELLET EST LE DÉLÉGUÉ.	3 845,00 \$
M ^E SÉBASTIEN GUYARD-BERGERON (PROCUREUR EN CHEF ADJOINT), M ^E RÉGIS BOISVERT (PROCUREUR) ET M ^E JEAN-PHILIPPE ROBITAILE (PROCUREUR) : PLAIDOIRIE À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO), LES 18 ET 19 JANVIER 2017.	879,00 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

VOYAGE	Coût
ENDROIT DE LA MISSION : TORONTO, CANADA – DATE DE DÉPART : 2016-05-24 – DATE DE RETOUR : 2016-05-25 – MEMBRES PRÉSENTS AU VOYAGE : GINETTE GALARNEAU, PRÉSIDENTE – PERSONNES RENCONTRÉES : MEMBRES DU JURY DU PRIX DE L'INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU CANADA – BUT DU VOYAGE : À LA DEMANDE DU SECRÉTARIAT AUX EMPLOIS SUPÉRIEURS, REPRÉSENTER LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AU JURY DU PRIX DE L'INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU CANADA.	707,33 \$

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

VOYAGE	Coût
TORONTO DU 1ER AU 4 NOVEMBRE 2016 : M ^E ANDRÉ GARIÉPY, COMMISSAIRE AUX PLAINTES EN MATIÈRE DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES À TITRE DE CONFÉRENCIER AU CONGRÈS DU RÉSEAU CANADIEN DES ORGANISMES DE RÉGLEMENTATION (RCOR) ET RENCONTRE DE TRAVAIL DU FORUM DE SURVEILLANCE DE L'ADMISSION.	1 263,00 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

VOYAGE	Coût
ME MARIE CHAREST, ME DOMINIQUE AUDET, ME YVAN LE MOYNE, ME VÉRONIQUE PELLETIER, ME SUZANNE LÉVESQUE (JUGES ADMINISTRATIFS), 32È COLLOQUE DU CONSEIL DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS CANADIENS(CTAC).	8 842,00 \$
ME MARIE CHAREST EST CO-PRÉSIDENTE DE CE COLLOQUE, OTTAWA (ONTARIO) DU 29 AU 31 MAI 2016.	
ME GISELE LACASSE, PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES TROUBLES MENTAUX, RÉUNION ANNUELLE DES PRÉSIDENTS EN CETM, CAMPBELLTON (NOUVEAU BRUNSWICK) DU 14 AU 17 SEPTEMBRE 2016.	580,00 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 18).

G-2 POUR CHAQUE VOYAGE FAIT EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2016-2017 :

- A. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
- B. LES COÛTS VENTILÉS;
- C. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
- D. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.

MINISTÈRE

VOYAGE	Coût
VOYAGE À TORONTO – ACTIVITÉ MINISTÉRIELLE – 20-21 OCTOBRE 2016 – STÉPHANIE VALLÉE	1 724,98 \$
VOYAGE À QUÉBEC – ACTIVITÉ MINISTÉRIELLE – 30 AOÛT 2016 – STÉPHANIE VALLÉE	462,62 \$
VOYAGE À QUÉBEC – ACTIVITÉ MINISTÉRIELLE – 9 AOÛT 2016 – STÉPHANIE VALLÉE	604,25 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

VOYAGE	Coût
MONTRÉAL – SASKATOON – MONTRÉAL : 7 AU 9 JUIN 2016 CAMIL PICARD, VICE-PRÉSIDENT JEUNESSE ET PRÉSIDENT PAR INTÉRIM	797,00 \$
MONTRÉAL – TORONTO – MONTRÉAL : 25 AU 28 OCTOBRE 2016 CAMIL PICARD, VICE-PRÉSIDENT JEUNESSE ET PRÉSIDENT PAR INTÉRIM	374,00 \$
MONTRÉAL – PARIS – MONTRÉAL : 22 AU 25 NOVEMBRE 2016 CAMIL PICARD, VICE-PRÉSIDENT JEUNESSE ET PRÉSIDENT PAR INTÉRIM	765,00 \$
MONTRÉAL – TORONTO – MONTRÉAL : 24 AU 26 JANVIER 2017 CAMIL PICARD, VICE-PRÉSIDENT JEUNESSE ET PRÉSIDENT PAR INTÉRIM	408,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

	VOYAGE	Coût
ME ANNICK MURPHY (DIRECTRICE) MONTRÉAL – SAINT-JOHN'S (TERRE-NEUVE) ET SAINT-JOHN'S (TERRE-NEUVE) – MONTRÉAL, DU 26 AU 29 AVRIL 2016		1 536,00 \$
ME ANNICK MURPHY (DIRECTRICE) MONTRÉAL – HALIFAX (NOUVELLE-ÉCOSSE) ET HALIFAX (NOUVELLE-ÉCOSSE) – MONTRÉAL, DU 25 AU 27 OCTOBRE 2016		1 288,00 \$
ME ALEXANDRE DALMAU (DIRECTEUR ADJOINT) MONTRÉAL – VAL-D'OR ET VAL-D'OR – MONTRÉAL, LE 17 ET 18 NOVEMBRE 2016		951,00 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

	VOYAGE	Coût
ME GISELE LACASSE, PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES TROUBLES MENTAUX, DU 9 AU 12 MAI 2016 : QUÉBEC – ÎLES-DE-LA-MADELEINE – GASPÉ – QUÉBEC, BUT : AUDIENCES		1 913,00 \$
ME GISELE LACASSE, PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES TROUBLES MENTAUX, DU 9 AU 11 JANVIER 2017 : QUÉBEC – GATINEAU – QUÉBEC, BUT : AUDIENCES		1 208,00 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 17).

G.3 LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :

- A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2016-2017, ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018;
- B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;
- C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;
- E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;
- G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.

MINISTÈRE

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
CNW TELBEC	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	ÉMISSION DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE	3 882,80 \$
CSPQ	N/A	VISIBILITÉ (LUTTE CONTRE L'HOMOPHOBIE)	3 515,22 \$
INSTITUT DE LA MÉDIATION ET D'ARBITRAGE DU QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	VISIBILITÉ	1 000,00 \$
REPROGRAFIC	GRÉ À GRÉ	VISIBILITÉ (DÉFI ENTREPRISE)	232,30 \$
ÉDUCALOI	GRÉ À GRÉ	VISIBILITÉ	3 000,00 \$

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
NUMÉRIQCA	GRÉ À GRÉ	CALENDRIER	1 588 ,00 \$
NUMÉRIQCA	GRÉ À GRÉ	DÉPLIANTS	1 792,00 \$
NUMÉRIQCA	GRÉ À GRÉ	DÉPLIANTS	689,00 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
CONSTRUCTO-SEAO	GRÉ À GRÉ	PUBLICATION APPEL D'OFFRES	280,00 \$
BELL CANADA	GRÉ À GRÉ	ANNUAIRES TÉLÉPHONIQUES (PAGES BLEUES)	7 661,00 \$

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
CNW TELBEC	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	DIFFUSION DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE	119,85 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
CNW TELBEC	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	SERVICES DE DIFFUSION	947,00 \$
CORPORATION DE SERVICES DU QUÉBEC, LA	GRÉ À GRÉ	2 AFFICHAGES	700,00 \$
DROIT-INC.COM LTÉE	GRÉ À GRÉ	4 AFFICHAGES	1 555,00 \$
ISARTA INC.	GRÉ À GRÉ	1 AFFICHAGE	170,00 \$
JOBBOOM INC.	GRÉ À GRÉ	ENTENTE DE DIFFUSION D'AFFICHAGE DE POSTES (18 DIFFUSIONS)	6 500,00 \$
ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES AGRÉÉS	GRÉ À GRÉ	3 AFFICHAGES	1 335,00 \$
MÉDIA QMI INC. (JOURNAL DE MONTRÉAL, LE)	GRÉ À GRÉ	PARUTION D'AVIS LÉGAL	579,00 \$
MONTRÉAL GAZETTE, THE	GRÉ À GRÉ	PARUTION D'UN AVIS PUBLIC	561,00 \$
DEVOIR, LE	GRÉ À GRÉ	PARUTION D'UN AVIS PUBLIC	567,00 \$
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	PUBLICATION DE MESSAGES EN LIEN AVEC LA REMISE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS	220,00 \$
TABLE RONDE DU MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS	GRÉ À GRÉ	PARTICIPATION CDPDJ « CONFRONTONS NOS PRÉJUGÉS »	4 738,00 \$
VUES D'AFRIQUE	GRÉ À GRÉ	PARTICIPATION CDPDJ AU FESTIVAL	5 000,00 \$
COOPÉRATIVE MOLOTOV COMMUNICATION	SUR INVITATION	GRAPHISME POUR PROMOTION DE SERVICES SUR FACEBOOK	865,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
ALLIANCE 9000	GRÉ À GRÉ	AFFICHES POUR NOUVEAUX BARÈMES D'AIDE JURIDIQUE	2 297,00 \$
ALLIANCE 9000	GRÉ À GRÉ	DÉPLIANTS INFORMATIFS SUR L'AIDE JURIDIQUE.	1 699,00 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	GRÉ À GRÉ	PRODUCTION D'ENCARTS INFORMATIFS POUR LE SERVICE "SARPA" OFFERT PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE.	3 272,00 \$
CNW TELBEC	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	DIFFUSION DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE.	562,00 \$
BELL CANADA	GRÉ À GRÉ	DIFFUSION DES COORDONNÉES DE LA CSJ DANS LES BOTTINS TÉLÉPHONIQUES DU QUÉBEC.	1 291,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	PLACEMENTS PUBLICITAIRES POUR SENSIBILISER LES CONSOMMATEURS AUX PROBLÉMATIQUES DES ÉCHANTILLONS GRATUITS	1 000,00 \$
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	PLACEMENTS PUBLICITAIRES SUR LES GARANTIES	1 199,57 \$
ÉDITIONS PROTÉGEZ-VOUS	GRÉ À GRÉ	DIFFUSION DE CONTENU	4 000,00 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	GRÉ À GRÉ	FAIRE CONNAÎTRE LA POLITIQUE D'EXACTITUDE DES PRIX	2 723,00 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	GRÉ À GRÉ	FAIRE CONNAÎTRE LA POLITIQUE D'EXACTITUDE DES PRIX	837,00 \$
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	GRÉ À GRÉ	INFORMER LES DÉTENTEURS DE PERMIS SUR LEURS OBLIGATIONS DANS LES ENVOIS POSTAUX	107,50 \$
CNW TELBEC	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	ÉMISSION DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE	4 563,50 \$
FONDATION POUR LES CONSOMMATEURS	GRÉ À GRÉ	ENTENTE DE VISIBILITÉ ET PARTICIPATION À L'ÉVÉNEMENT SOULIGNANT LE 50E ANNIVERSAIRE DES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS	4 999,00 \$
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)	GRÉ À GRÉ	ENTENTE DE VISIBILITÉ ET SOUTIEN À L'ORGANISATION DE L'ÉCOLE D'ÉTÉ EN DROIT DE LA CONSOMMATION	5 725,00 \$
ASSOCIATION COOPÉRATIVE D'ÉCONOMIE FAMILIALE DE L'OUTAOUAIS (ACEF)	GRÉ À GRÉ	ENTENTE DE VISIBILITÉ ET PARTICIPATION À L'ÉVÉNEMENT SOULIGNANT LE 50E ANNIVERSAIRE DE L'ACEF DE L'OUTAOUAIS	1 500,00 \$
ÉDUCALOI	GRÉ À GRÉ	PARTICIPATION À L'ÉVÉNEMENT-BÉNÉFICE D'ÉDUCALOI	1 200,00 \$
OPTION CONSOMMATEURS	GRÉ À GRÉ	PARTICIPATION À L'ÉVÉNEMENT-BÉNÉFICE D'OPTION CONSOMMATEURS	1 000,00 \$

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
ASSOCIATION DES MÉDECINS PSYCHIATRE DU QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	APPEL DE CANDIDATURES POUR LES MÉDECINS / PSYCHIATRES	100,00 \$
CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	N/A	APPEL DE CANDIDATURES POUR LES MÉDECINS / PSYCHIATRES	8 013,00 \$
CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	N/A	APPEL DE CANDIDATURES POUR LES ÉVALUATEURS AGRÉÉS	4 773,00 \$
CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	N/A	APPEL DE CANDIDATURES POUR LES MÉDECINS	8 893,00 \$
CENTRE DES SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	N/A	PUBLICATIONS DIVERSES : NOMINATIONS, DÉCRET DE FINANCEMENT, ET AVIS	2 117,00 \$

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
L'ÉCHO DE FRONTENAC	GRÉ À GRÉ	PUBLICATION POUR RECHERCHE DE REQUÉRANT / SUCCESSION	152,00 \$
LE MANIC	GRÉ À GRÉ	PUBLICATION POUR RECHERCHE DE REQUÉRANT / SUCCESSION	118,00 \$
L'OIE BLANCHE	GRÉ À GRÉ	PUBLICATION POUR RECHERCHE DE REQUÉRANT / SUCCESSION	95,00 \$
MÉDIA TRANSCONTINENTAL	GRÉ À GRÉ	PUBLICATION POUR RECHERCHE DE REQUÉRANT / SUCCESSION	1 769,00 \$
ORDRE DES ÉVALUATEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	APPEL DE CANDIDATURES POUR LES ÉVALUATEURS AGRÉÉS	1 008,00 \$
VIVAMÉDIA	GRÉ À GRÉ	PUBLICATION POUR RECHERCHE DE REQUÉRANT / SUCCESSION	145,00 \$

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000\$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 24).

G.4 LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.):

PAR LE MINISTÈRE, EN INCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL OU L'ORGANISME :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.

PAR UNE FIRME EXTERNE :

- D. LES SOMMES DÉPENSÉES 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- E. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;
- F. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT, LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ);
- G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES, DES VIDÉOS, ETC.;
- H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- I. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.

MINISTÈRE

	TYPE D'ÉVÉNEMENT	Coût
SALON ET CONGRÈS		125,00 \$
CONSULTATION PUBLIQUE SUR L'HOMOPHOBIE		115,00 \$
45E ANNIVERSAIRE DU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL		5 285,65 \$
CONFÉRENCE DE PRESSE - CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR LES CENTRES DE JUSTICE DE PROXIMITÉ		415,00 \$
CONFÉRENCE DE PRESSE - DÉLAIS EN JUSTICE CRIMINELLE ET PÉNALE		703,50 \$
CONFÉRENCE DE PRESSE - BILAN SUR LES DÉLAIS EN JUSTICE CRIMINELLE ET PÉNALE		322,45 \$
ANNONCE - PORTES OUVERTES AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTMAGNY		1 438,18 \$

FONDS D' AIDE AUX VICTIMES D' ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

TYPE D'ÉVÈNEMENT	Coût
SOUTIEN AUX ACTIVITÉS (RELATIONS MÉDIAS)	20 334,74 \$

ORGANISMES**CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TYPE D'ÉVÈNEMENT	Coût
COLLOQUE ANNUEL DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS ET CONSEIL DES DROITS DE LA PERSONNE (ACCCDP), TENU À MONTRÉAL, LES 16 ET 17 MAI 2016 L'ÉVÈNEMENT ÉTAIT ORGANISÉ PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE FOURNISSEUR : SHERATON DE MONTRÉAL LA CDPDJ A PU UTILISER LE COMPTE À FIN DÉTERMINÉE POUR LE DÉPÔT DES FRAIS D'INSCRIPTIONS DES PARTICIPANTS. (LES DÉPENSES ONT TOTALISÉ 53 991\$ ET LES CONTRIBUTIONS, 39 767\$.)	14 224,00 \$
CÉRÉMONIE DE REMISE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2016 TENUE À MONTRÉAL LE 8 DÉCEMBRE 2016 L'ÉVÈNEMENT ÉTAIT ORGANISÉ PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. FOURNISSEURS : MAISON DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET MARIUS TRAITEUR (SUR INVITATION)	6 840,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

TYPE D'ÉVÈNEMENT	Coût
SALON "VISEZ DROIT".	650,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

TYPE D'ÉVÈNEMENT	Coût
POINT DE PRESSE – LANCEMENT DU PROTOCOLE D'INTERVENTION LAVALLOIS EN SANTÉ MENTALE (12 SEPTEMBRE 2016 À LAVAL)	329,00 \$
POINT DE PRESSE – ALLÉGATIONS D'ABUS À L'ÉGARD DE PLAIGNANTES ET PLAIGNANTS AUTOCHTONES IMPLIQUANT PRINCIPALEMENT DES POLICIERS DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC (17-18 NOVEMBRE 2016 À VAL-D'OR)	4 494,00 \$
GESTION MÉDIAS – ENREGISTREMENT D'UNE CAPSULE EN COLLABORATION AVEC LE SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL (7 AVRIL 2016)	18,00 \$
GESTION MÉDIAS – PARTICIPATION DU DPCP AU SALON VISEZ DROIT (10 AU 14 AVRIL 2016)	29,00 \$
GESTION MÉDIAS – MÊLÉE DE PRESSE – DOSSIER JOUG-LIERRE (20 AVRIL 2016)	24,00 \$
GESTION MÉDIAS – ENTREVUE – DOSSIER SIMON ROYER-BONNEAU (CANDIDATS JURÉS QUI NE SE SONT PAS PRÉSENTÉS) (4 MAI 2016)	22,00 \$
GESTION MÉDIAS – MÊLÉE DE PRESSE – DOSSIER JOUG-LIERRE (29 AOÛT 2016)	24,00 \$
GESTION MÉDIAS – ENTREVUE - DOSSIER ALAIN PERREAULT (CHOIX DU JURY POUR 2 ^E PROCÈS) (6 SEPTEMBRE 2016)	24,00 \$
GESTION MÉDIAS – DOSSIER ALAIN PERREAULT (2 ^E PROCÈS) (14 SEPTEMBRE 2016)	24,00 \$
GESTION MÉDIAS – DOSSIER JACQUES DELISLE (23 SEPTEMBRE 2016)	20,00 \$
GESTION MÉDIAS – DOSSIER JOUG-LIERRE (28 SEPTEMBRE 2016)	24,00 \$
GESTION MÉDIAS – DOSSIER JOUG-LIERRE (14 OCTOBRE 2016)	21,00 \$
GESTION MÉDIAS – DOSSIER JACQUES DELISLE (18 OCTOBRE 2016)	22,00 \$

TYPE D'ÉVÈNEMENT	Coût
GESTION MÉDIAS – DOSSIER YVES MARTIN (24 OCTOBRE 2016)	109,00 \$
GESTION MÉDIAS – MÉLÉE DE PRESSE – DOSSIER THIerno OURY BARRY (26 OCTOBRE 2016)	18,00 \$
GESTION MÉDIAS – DOSSIER JACQUES DELISLE - JUGEMENT RENDU PAR LA COUR SUPÉRIEURE POUR REMISE EN LIBERTÉ (21 DÉCEMBRE 2016)	15,00 \$
REGROUPEMENT DES COMMUNICATEURS D'URGENCE (RCU) – PARTICIPATION AU 24 ^E COLLOQUE DE FORMATION (27 ET 28 AVRIL 2016)	459,00 \$

FONDS D' AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

TYPE D'ÉVÈNEMENT	Coût
ÉVÈNEMENT MÉDIATIQUE : PRIX ET MENTION DE L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR, ÉDITION 2016 BUT VISÉ DES DÉPENSES. SOULIGNER L'ENGAGEMENT ET L'APPORT D'UNE PERSONNE OU D'UNE ORGANISATION EN MATIÈRE DE PROTECTION DES CONSOMMATEURS, EN PLUS DE METTRE EN VALEUR LE TRAVAIL D'UN JOURNALISTE QUI AIDE SES LECTEURS, AUDITEURS OU TÉLÉSPECTATEURS À DEVENIR DES CONSOMMATEURS PLUS AVERTIS FOURNISSEURS : L'ENCADREMENT DES ARTISTES (ENCADREMENT DES CERTIFICATS DES LAURÉATS), DIVERS FOURNISSEURS POUR LE DÉPLACEMENT DES LAURÉATS – MODE D'OCTROI DES CONTRATS : TOUS LES CONTRATS ONT ÉTÉ CONCLUS DE GRÉ À GRÉ.	598,12 \$

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.5 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE;

ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE :

- D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018;
 - E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;
 - F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
 - G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS OU/ET DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;
 - H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
 - I. NOMBRE TOTAL DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.
-

MINISTÈRE

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ORGANISÉ PAR L'ORGANISME

BUT VISÉ		Coût
LES 4 ET 5 JUILLET 2016, LORS DE CES JOURNÉES DE FORMATION DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS, ME JEAN-PASCAL BOUCHER ET ME RENÉ VERRET ONT DONNÉ UNE FORMATION SUR LES MÉDIAS.		591,00 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

ORGANISÉ PAR UNE FIRME EXTERNE

FOURNISSEURS	NOMBRE ET LISTE DES FORMATIONS	Coût	BUT VISÉ
RTCOMM (R. THIBAULT COMMUNICATIONS INC.)	RELATIONS AVEC LES MÉDIAS	850 \$	FORMATION D'UNE JOURNÉE EN RELATION AVEC LES MÉDIAS POUR UNE PERSONNE

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 22 ET 23).

G.6 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018;
- B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LA NATURE DE LA FORMATION;
- D. LES PERSONNES CONCERNÉES.

MINISTÈRE

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 22 ET 23).

G.7 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, EXCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL) EN 2016-2017, EN INDIQUANT :

- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
 - B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
 - C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
 - D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;
 - E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
 - F. L'ÉCHÉANCIER;
 - G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.
- PAR LE OU LES CABINETS MINISTÉRIELS EN 2016-2017, EN INDIQUANT :
- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
 - B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
 - C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
 - D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;
 - E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
 - F. L'ÉCHÉANCIER;
 - G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

MINISTÈRE

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ABILITY ENGINEERING LTD	SOUTIEN DE LICENCES EADDOCX.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 253,98 \$
ACCEO SOLUTION INC.	MANDAT D'ANALYSE AFIN DE SIMPLIFIER LE TRAVAIL DES UTILISATEURS POUR LA SAISIE DES DONNÉES CONCERNANT LE TRAITEMENT DES CONTRIBUTIONS ISSUES DES COURS MUNICIPALES.	GRÉ À GRÉ	6 000,00 \$
AÉRONOLISEMENT	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 260,92 \$
AÉRONOLISEMENT	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 260,92 \$
AÉRONOLISEMENT	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 298,01 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
AÉRONOLISEMENT	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 423,30 \$
AÉRONOLISEMENT	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 028,10 \$
AÉRONOLISEMENT	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 037,28 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 128,13 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 131,17 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 456,24 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 606,70 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 685,26 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 963,87 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 384,41 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 698,40 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 891,06 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 908,54 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 532,36 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 744,08 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 851,17 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 986,37 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 037,28 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 105,47 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 135,54 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 267,48 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 355,62 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 392,54 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 451,48 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 563,70 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 959,69 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 985,44 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 219,86 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 646,11 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 842,71 \$
AIR CREEBEC INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 075,76 \$
AIR INUIT LTÉE	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 133,51 \$
AIR INUIT LTÉE	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 133,52 \$
AIR INUIT LTÉE	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 156,94 \$
AIR INUIT LTÉE	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 156,94 \$
AIR INUIT LTÉE	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 446,16 \$
AIR INUIT LTÉE	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 652,75 \$
AIR INUIT LTÉE	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	10 238,81 \$
ALBA M. PASCUAL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	2 574,00 \$
ALBERTSON, LANDRY, HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	13 751,19 \$
ALPHA TRADUCTION ET INTERPRÉTATION INC.	INTERPRÉTATION DES ÉCHANGES DANS LE CADRE DU DÉPÔT DU PROJET DE LOI MODIFIANT LE CODE CIVIL ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE D'ADOPTION ET DE COMMUNICATIONS DE RENSEIGNEMENTS.	GRÉ À GRÉ	800,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
AMINI, MAHMOUD	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE PRINCIPALEMENT DEVANT CELLE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	7 355,00 \$
ANDRÉ FILLION ET ASSOCIÉS INC.	COACHING ET DÉVELOPPEMENT DES TALENTS.	GRÉ À GRÉ	1 500,00 \$
ANDRÉE-ANNE SYNNOTT-SAVAGE, HUISSIER DE JUSTICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	408,05 \$
APERTA INC.	SOUTIEN AUX LOGICIELS AIDS, PARASCRIPT ET ABBYY.	GRÉ À GRÉ	10 548,00 \$
AQUILINI PROPERTIES L.P.	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	GRÉ À GRÉ	2 157,08 \$
AQUILINI PROPERTIES L.P.	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	GRÉ À GRÉ	1 256,05 \$
ARGJIRI, ADRIEN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE PRINCIPALEMENT DEVANT CELLE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	471,00 \$
AUTOBUS PASSION JONQUIÈRE	SERVICE DE TRANSPORT POUR LES JUGES.	GRÉ À GRÉ	2 450,00 \$
AUTOMIC CANADA LOGICIELS INC	RENOUVELLEMENT DU LOGICIEL « DOLLAR UNIVERSE » SERVANT À ORDONNANCER L'EXÉCUTION DE TÂCHE SELON UN CALENDRIER PRÉDÉFINI	GRÉ À GRÉ	15 000,00 \$
AV-TECH INC.	RENOUVELLEMENT CONTRAT D'ENTRETIEN DES 2 CLIMATISATIONS SALLE INFORMATIQUE DU 1200, ROUTE DE L'ÉGLISE.	GRÉ À GRÉ	600,00 \$
AWASHISH, JANINE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES.	GRÉ À GRÉ	1 834,00 \$
BÉDARD-SLATER, STÉPHANIE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	4 540,30 \$
BÉLANGER, PASCALE	DANS LE CADRE DES RENCONTRES DU FORUM SOCIO JUDICIAIRE AUTOCHTONE, ASSURER L'INTERPRÉTATION DES ÉCHANGES ENTRE LES MEMBRES DU GROUPE.	GRÉ À GRÉ	900,00 \$
BELL CANADA	COÛTS DES INSCRIPTIONS DE NOS LIGNES D'AFFAIRES DANS LES PAGES BLEUES.	GRÉ À GRÉ	7 661,37 \$
BELL CANADA	SOUTIEN POUR LA SOLUTION RADWARE DEFENCEPRO 506.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	12 091,84 \$
BELL CANADA	ENTRETIEN DE LA SOLUTION DE CHIFFREMENT DES DISQUES ET DONNÉES.	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	15 639,14 \$
BELL CANADA	RENOUVELLEMENT ANNUEL DU CONTRAT DE SUPPORT ET D'ENTRETIEN DU LOGICIEL DE CHIFFREMENT DES ORDINATEURS (MCAFFEE).	GRÉ À GRÉ	3 101,00 \$
BELL CONFÉRENCES INC.	ABONNEMENT POUR LE SERVICE DE CONFÉRENCE INTERNET.	GRÉ À GRÉ	769,45 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
BERNARD, MARYSE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	1 089,60 \$
BERTHAUME, JEAN-PIERRE	TÉMOIGNAGE DE SON RAPPORT D'EXPERTISE.	GRÉ À GRÉ	12 000,00 \$
BERTRAND & PILON, HUISSIER DE JUSTICE INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	7 981,52 \$
BEST WESTERN	LOCATION DE SALLES ET SERVICES AFFÉRENTS POUR LE COMITÉ DE SÉLECTION DES JUGES.	GRÉ À GRÉ	3 206,80 \$
BEST WESTERN	LOCATION DE SALLE ET DE SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES	GRÉ À GRÉ	4 936,70 \$
BICER, OZDEN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET /OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	1 021,00 \$
BIENVENUE PATENAUDE HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	11 079,94 \$
BLANCHETTE, RÉGIS	EFFECTUER LE RAMASSAGE DE LA POSTE-LETTRE AU PALAIS DE JUSTICE DE RIMOUSKI ET EFFECTUER LA LIVRAISON AUX BUREAUX DE POSTES CANADA.	GRÉ À GRÉ	2 260,00 \$
BOLDUC, MARC	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	2 951,30 \$
BOLDUC, OLIVIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	43,30 \$
BOMGAR	RENOUVELLEMENT ANNUEL DU CONTRAT DE SUPPORT ET D'ENTRETIEN DU LOGICIEL D'ACCÈS SÉCURISÉ BOMGAR.	GRÉ À GRÉ	2 410,98 \$
BONDESEN, SINDY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	401,10 \$
BOUCHARD, JACQUES	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE.	GRÉ À GRÉ	1 500,00 \$
BOUCHRA, AMAL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE PRINCIPALEMENT DEVANT CELLE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	16 576,00 \$
BOUSQUET, CHANTAL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE PRINCIPALEMENT DEVANT CELLE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	258,00 \$
BREEN, DONALD	FORMULER DES PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS AU TEXTE ANGLAIS DU NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE DANS LE BUT D'ASSURER UNE MEILLEURE CONCORDANCE DU TEXTE ANGLAIS AVEC LE TEXTE FRANÇAIS.	GRÉ À GRÉ	10 500,00 \$
BRISEBOIS HUISSIER INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	3 120,29 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
BRISEBOIS, ANNIE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	3 161,00 \$
BROUILLETTE & ASSOCIÉE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	5 181,31 \$
BRUCHÉSI BRASSARD INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	13 973,73 \$
CA TECHNOLOGIES	RENOUVELLEMENT ANNUEL ENTRETIEN LOGICIEL SDM (SERVICE DESK MANAGER)	GRÉ À GRÉ	21 000,00 \$
CABLAN.NET	ACQUISITION DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR LE LOGICIEL LIBRE TYPO-3	GRÉ À GRÉ	7 600,00 \$
CARON, MIREILLE	DANS LE CADRE DES RENCONTRES DU FORUM SOCIO JUDICIAIRE AUTOCHTONE, ASSURER DE L'INTERPRÉTATION DES ÉCHANGES ENTRE LES MEMBRES DU GROUPE.	GRÉ À GRÉ	450,00 \$
CARVALHO, MARILDA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET /OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	980,00 \$
CBCI TELECOM	CONTRAT DE SOUTIEN SMARTNET POUR LES ÉQUIPEMENTS CISCO DRC-2017-02.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	18 388,00 \$
CEDROM SNI	ACCÈS AU LOGICIEL EUREKA.	GRÉ À GRÉ	12 625,62 \$
CEDROM SNI	CONTRAT D'ABONNEMENT ET DE LICENCE EUREKA.	GRÉ À GRÉ	12 881,60 \$
CENTRE CLINIQUE SYNERGIE	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	1 550,00 \$
CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE MONTRÉAL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	9 295,00 \$
CHAINÉ, ANDRÉE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	886,10 \$
CHAMBERLAND, ANNIE	ÉVALUATION DU PROTOCOLE DE GESTION PSYCHO-JURIDIQUE AXÉ SUR LA PARENTALITÉ, LES CONFLITS ET LEUR RÉOLUTION (PCR).	GRÉ À GRÉ	1 900,00 \$
CHAREST, MARIE-EVELINE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET /OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	6 929,00 \$
CHIANG-SAM, MARCELA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	216,00 \$
CHOLAK-HILAL, LAMICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	6 183,00 \$
CIRA SERVICES MÉDICAUX INC.	EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ À GRÉ	1 395,00 \$
COMMUNICATION DÉMO	SERVICES DE VEILLE DES MÉDIAS ÉLECTRONIQUES	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	11 048,47 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
COMPUGEN INC.	ENTRETIEN DE SQL AVIGATOR FOR ORACLE (QUEST SOFTWARE - TOAD DATA MODELER)	GRÉ À GRÉ	1 962,25 \$
COMPUGEN LOGISTICS LIMITED	CONTRAT DE SOUTIEN POUR L'ANTIVIRUS TRENDMICRO	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 629,00 \$
CONKIC, AUREO	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	707,00 \$
CONSTANTINE, NATHALIE ROSE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	258,00 \$
CONVERGE NET INC.	SOUTIEN LICENCE MCAFEE GATEWAY ICAP.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 305,00 \$
CONVERGE NET INC.	MAINTENANCE - RÉGULATEUR DE RÉSEAU	GRÉ À GRÉ	24 925,00 \$
CORSAIRE	GRAPHISME DU RAPPORT ANNUEL.	GRÉ À GRÉ	5 025,00 \$
COSE INC.	FORMATION POUR 4 EMPLOYÉS « RÉUSSIR LE TEST DU PANIER DE GESTION ».	GRÉ À GRÉ	2 200,00 \$
COVEO	CONTRAT D'ENTRETIEN LICENCE OCR DE COVEO (MOTEUR DE RECHERCHE)	GRÉ À GRÉ	19 817,00 \$
CYBER 3D	ENTRETIEN LICENCE TOAD DATE MODELER	GRÉ À GRÉ	1 657,50 \$
DARVEAU & ASSOCIÉ HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	4 800,00 \$
DE SOLE, NINA	INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	GRÉ À GRÉ	6 264,00 \$
DELL	CONTRAT DE SOUTIEN DE 16 SERVEURS DELL.	GRÉ À GRÉ	10 482,59 \$
DELLE DONNE & ZUCCARO	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	1 768,24 \$
DESCHAMPS IMPRESSIONS INC.	IMPRESSION DE BROCHURES.	GRÉ À GRÉ	16 680,00 \$
DESCHAMPS IMPRESSIONS INC.	IMPRESSION DE DÉPLIANTS : TÉMOIN - VOTRE RÔLE EN COUR CHAMBRE CRIMINELLE ET CHAMBRE DE LA JEUNESSE.	GRÉ À GRÉ	2 456,00 \$
DESCHAMPS IMPRESSIONS INC.	IMPRESSION DE DÉPLIANTS : VOS DROITS, VOS RECOURS ET LES RESSOURCES À VOTRE DISPOSITION.	GRÉ À GRÉ	1 667,00 \$
DESCHAMPS IMPRESSIONS INC.	SERVICE D'IMPRESSION DE DÉPLIANTS	GRÉ À GRÉ	2 600,00 \$
DESCHAMPS IMPRESSIONS INC.	IMPRESSION DE DÉPLIANTS : LA RÉSILIATION DE BAIL EN RAISON DE VIOLENCE CONJUGALE OU SEXUELLE.	GRÉ À GRÉ	2 661,00 \$
DESCHAMPS IMPRESSIONS INC.	DÉPLIANTS : TÉMOIN - VOTRE RÔLE EN COUR CHAMBRE CRIMINELLE ET CHAMBRE DE LA JEUNESSE (52 000 EXEMPLAIRES).	GRÉ À GRÉ	2 456,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
DESCHAMPS IMPRESSIONS INC.	68000 DÉPLIANTS DIVISÉS EN 3 LOTS : 50 000 COPIES POUR VICTIMES D'ACTES CRIMINELS - ADOLESCENTS CONTREVENANTS, 15 000 COPIES POUR VICTIMS OF CRIME - YOUTH OFFENDERS ET 3 000 COPIES DE THE COURT SYSTEM.	GRÉ À GRÉ	2 660,00 \$
DESHARNAIS, LOUISE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	238,30 \$
DÉSORMEAUX & BROUILLARD HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	5 133,07 \$
DESTERRES, PHILOMÈNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	331,00 \$
DIMNAKU, TEFTA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET /OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	210,00 \$
DNOJAN, LAOURA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	15 980,00 \$
DOCUCOM DIGITAL INC.	CONTRAT D'ENTRETIEN DES NUMÉRISEURS MASSIFS (KODAK 1820).	GRÉ À GRÉ	24 244,00 \$
DOCUCOM DIGITAL INC.	ENTRETIEN DE LOGICIEL DE NUMÉRISATION	GRÉ À GRÉ	14 483,00 \$
DONALD J. BRAYLEY HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	996,72 \$
DONNINI, EVELYNE	FORMATION POUR LES INTERVENANTS DU RÉSEAU DES CAVAC.	GRÉ À GRÉ	6 600,00 \$
DR CLAUDE GODIN	EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ À GRÉ	2 500,00 \$
DR CLAUDE PAQUETTE	EXPERTISE EN NEUROPSYCHOLOGIE	GRÉ À GRÉ	3 950,00 \$
DR DENIS JOBIDON	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	1 420,00 \$
DR SYLVIE GOUBOUT	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	4 000,00 \$
DRE NATHALIE VACHON	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	1 500,00 \$
EETOOK, EVA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	11 237,00 \$
EJAZ, RANA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	2 707,00 \$
ENTRUST	CERTIFICAT DE SÉCURITÉ	GRÉ À GRÉ	15 645,96 \$
ENVELOPPE LAURENTIDES	IMPRESSION D'ENVELOPPES KRAFT DE DIFFÉRENTES GRANDEURS.	GRÉ À GRÉ	5 738,10 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OFFRE	MONTANT
ESI TECHNOLOGIES	CONTRAT DE SOUTIEN POUR LE COUPE-FEU APPLICATIF (WAP) BIG-IP.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	23 762,46 \$
ESI TECHNOLOGIES	CONTRAT DE SOUTIEN DES 2 SYSTÈMES CAS DE LA DRC	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	21 344,84 \$
ÉTUDE ANDRÉ FONTAINE, HUISSIERS DE JUSTICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	806,29 \$
ÉTUDE ANDRÉ LESSARD	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	4 575,28 \$
ÉTUDE BENOÎT PILON, HUISSIERS DE JUSTICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	7 703,53 \$
ÉTUDE BERNIER PELLETIER HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	4 681,33 \$
ÉTUDE DANIEL JEAN HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	3 431,37 \$
ÉTUDE DEREPIENTIGNY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	11 802,31 \$
ÉTUDE D'HUISSIER MB	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	364,79 \$
ÉTUDE D'HUISSIERS MARTIMBAULT	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	2 742,65 \$
ÉTUDE GAÉTAN BÉLANGER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	3 437,04 \$
ÉTUDE GAÉTAN ROY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	2 248,45 \$
ÉTUDE GASTON ROY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	2 532,12 \$
ÉTUDE GERMAIN BASTIEN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	3 017,52 \$
ÉTUDE GERMAIN DELISLE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	17,94 \$
ÉTUDE GUY TRUCHON, HUISSIERS DE JUSTICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	6 218,73 \$
ÉTUDE J.F. BOUCHARD	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	5 102,10 \$
ÉTUDE JACQUES VIEN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	1 710,84 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ÉTUDE JEAN-MARC CLAVEAU	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	7 537,86 \$
ÉTUDE JOSÉE FORTIN, HUISSIER DE JUSTICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	1 499,88 \$
ÉTUDE LISE PROULX	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	1 254,15 \$
ÉTUDE LOUIS GAGNON	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	4 503,31 \$
ÉTUDE MARIO BRUNET	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	3 205,69 \$
ÉTUDE PASCAL GAUMOND	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	6 079,87 \$
ÉTUDE PIERRE BLIER, HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	2 559,40 \$
ÉTUDE REYNALD FLAGEOL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	1 149,61 \$
ÉTUDE STÉPHANE CARPENTIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	9 693,07 \$
ÉTUDE TRÉPANIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	2 391,91 \$
EXPERTISE NEUROSCIENCES	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	2 875,00 \$
FAUZIA, ALI	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	129,00 \$
FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUÉBEC	COÛTS POUR ENVOI DES EXTRANTS AUX DIFFÉRENTES CAISSES POPULAIRES.	GRÉ À GRÉ	367,80 \$
FORTIER, TOURIGNY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	3 536,05 \$
FRANÇOIS LE BLANC	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	6 502,16 \$
FRANÇOISE FISET ET ASSOCIÉS (FFA)	FOURNIR LES SERVICES DE L'INTERVENANT AUPRÈS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES AFIN D'APPORTER SON EXPERTISE.	GRÉ À GRÉ	7 700,00 \$
FRANÇOISE FISET ET ASSOCIÉS (FFA)	FOURNIR LES SERVICES DE L'INTERVENANT AUPRÈS DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET LÉGISLATIVES AFIN D'APPORTER SON EXPERTISE.	GRÉ À GRÉ	10 300,00 \$
FU, ISABELLE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE PRINCIPALEMENT DEVANT CELLE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	13 343,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
FUJITSU CONSEIL CANADA INC.	RÉFÉRENTIEL MACROSCOPE	GRÉ À GRÉ	5 291,02 \$
G4S SECURE SOLUTIONS (CANADA) LTD	CONTRAT A EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE GARDIENNAGE ET DE SURVEILLANCE DES JURÉS DANS LE CADRE D'ASSISES CRIMINELLES POUR LES PALAIS DE ST-JOSEPH-DE-BEAUCE, DE MONTMAGNY ET DE THETFORD MINES.	GRÉ À GRÉ	9 250,00 \$
GAGNON & GAGNON	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	853,20 \$
GALARNEAU, SAUVÉ INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	16 468,13 \$
GAPES, WADE	EFFECTUER L'INTERPRÉTATION ET /OU TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	288,00 \$
GARAND, MANUEL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	1 147,90 \$
GAUMOND & ASSOCIÉS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	12 037,99 \$
GAUTHIER LÉVY & ASSOCIÉES	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	11 265,03 \$
GAUTHIER MONTPETIT S.E.N.C.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	8 652,23 \$
GAUTHIER, EWA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE PRINCIPALEMENT DEVANT CELLE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	2 150,00 \$
GCI INC.	SOUTIEN TECHNIQUE ET UTILISATION DU LOGICIEL GESTION VIRTUELLE AA WEB ET DES SOLUTIONS GESTION DOCUMENTAIRE, CORRESPONDANCE ET MANDATS DU PRODIGIEL GESTION VIRTUELLE.NET.	GRÉ À GRÉ	5 511,00 \$
GESTION DES COMMUNICATIONS DATA CORP.	IMPRESSION DE PAPIER FILIGRANÉ POUR LE BIA.	GRÉ À GRÉ	21 070,00 \$
GESTION MICHEL OLIVIER INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	1 352,00 \$
GILLES ANCTIL & LYNE PARISEAU, HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	3 267,65 \$
GIRARD, JOHANNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	2 564,60 \$
GLOBAL PAYMENTS CANADA INC.	FRAIS D'UTILISATION DU SERVEUR DE PAIEMENT (INTERNET, CARTES DE CRÉDIT, INTERAC).	GRÉ À GRÉ	1 938,00 \$
GORDON N., SUZIE	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET DE TRADUCTION ET FORMER DE NOUVEAUX INTERPRÈTES ET VÉRIFIER LEURS QUALIFICATIONS	GRÉ À GRÉ	504,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
GP-QUÉBEC	FORMATION PROFESSIONNELLE EN GESTION DE PROJETS PUBLICS	GRÉ À GRÉ	2 500,00 \$
GRAPHISCAN	GRAPHISME: RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2015-2016.	GRÉ À GRÉ	1 317,72 \$
GROUPE DE SÉCURITÉ GARDA INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE GARDIENNAGE POUR LES JURÉS.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	15 851,00 \$
GROUPE HERJAVEC	ENTRETIEN WAF F5 BALANCEUR DE CHARGE (LICENCE) - HERJAVEC	GRÉ À GRÉ	11 548,65 \$
GUERRIER, ROLAND	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE PRINCIPALEMENT DEVANT CELLE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	1 351,00 \$
HAYAT, AZIZA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	14 614,00 \$
HILTON QUÉBEC	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	GRÉ À GRÉ	1 189,00 \$
HILTON QUÉBEC	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DES JUGES	GRÉ À GRÉ	1 173,82 \$
HINKOVA, IVA	INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	GRÉ À GRÉ	6 604,00 \$
HÔTEL ALT DE BROSSARD	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	GRÉ À GRÉ	1 101,00 \$
HÔTEL ALT VILLE DE QUÉBEC	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DES JUGES.	GRÉ À GRÉ	1 162,86 \$
HÔTEL ALT VILLE DE QUÉBEC	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DES JUGES.	GRÉ À GRÉ	2 848,27 \$
HÔTEL CHÂTEAU LAURIER - QUÉBEC	LOCATION DE SALLE ET DE SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES	GRÉ À GRÉ	1 162,39 \$
HÔTEL CHÂTEAU LAURIER - QUÉBEC	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	GRÉ À GRÉ	2 163,57 \$
HÔTEL GOUVERNEUR - TROIS-RIVIÈRES	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HÉBERGEMENT ET DE RESTAURATION POUR LES JURÉS ET LES CONSTABLES LORS D'ASSISES CRIMINELLES POUR LE PALAIS DE JUSTICE DE TROIS-RIVIÈRES.	GRÉ À GRÉ	3 768,00 \$
HÔTEL QUARTIER	LOCATION DE SALLE DE CONFÉRENCE.	GRÉ À GRÉ	1 651,14 \$
HÔTEL WESTIN MONTRÉAL	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	GRÉ À GRÉ	14 329,54 \$
HÔTEL-MUSÉE PREMIÈRES NATIONS	LOCATION DE SALLE AVEC SERVICE (2 PAUSES-CAFÉ ET REPAS DU MIDI).	GRÉ À GRÉ	1 462,63 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
HOUSSINE ICHCHI, EL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE PRINCIPALEMENT DEVANT CELLE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	888,00 \$
ICF FRIMOR	INSTALLATION DE CÂBLAGE- PALAIS DE MONTRÉAL	GRÉ À GRÉ	5 888,00 \$
IMPRIMERIE INDUSTRIELLE	IMPRESSION	GRÉ À GRÉ	1 063,00 \$
IMPRIMERIE SOCIALE	IMPRESSION DE DÉPLIANTS: LA MÉDIATION CIVILE ET COMMERCIALE.	GRÉ À GRÉ	2 423,00 \$
IMPRIMERIE SOCIALE	SERVICES D'IMPRESSION DE DÉPLIANTS.	GRÉ À GRÉ	3 244,00 \$
IMPRIMERIE SOCIALE	DIVERS DÉPLIANTS EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS (145 000).	GRÉ À GRÉ	4 949,00 \$
INFRAS INC.	ADMINISTRER ET ANALYSER LES RÉSULTATS D'UN SONDAGE, SOUS FORME D'ENTREVUES TÉLÉPHONIQUES, AUPRÈS D'UN ÉCHANTILLON DE 1000 RÉPONDANTS TIRÉS DE LA POPULATION QUÉBÉCOISE.	GRÉ À GRÉ	16 200,00 \$
INSTITUT DE MÉDIATION ET D'ARBITRAGE DU QUÉBEC	VISIBILITÉ POUR LA MÉDIATION FAMILIALE.	GRÉ À GRÉ	1 000,00 \$
INTER ACTION SANTÉ	EFFECTUER UNE DÉMARCHE D'ÉVALUATION.	GRÉ À GRÉ	11 680,00 \$
JABBAR, ABDUL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	3 311,00 \$
JAKAB EDIT	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	302,00 \$
JASMIN PIRRO, HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	4 722,87 \$
JEAN CARBONNEAU, HUISSIER INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	2 202,52 \$
JEAN-ROBERT TURCOTTE INC.	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	1 000,00 \$
JOSEPH CLERMONT INC.	IMPRESSION DE CHEMISES POUR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES – LOT D'AVRIL 2016.	GRÉ À GRÉ	1 141,00 \$
JOSEPH CLERMONT INC.	IMPRESSION DE CHEMISES POUR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES – LOT DE FÉVRIER 2017.	GRÉ À GRÉ	1 141,00 \$
JULIEN ROCK	RÉDACTION DE RAPPORTS GLADUE	GRÉ À GRÉ	4 136,00 \$
KABAK, LIDIA (INTERPRÈTE)	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	6 510,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
KANIYOLU, MELEK	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE PRINCIPALEMENT DEVANT CELLE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	1 352,00 \$
KARLOZIAN, HAGOP	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	9 117,00 \$
KIM BÉLANGER, HUISSIER DE JUSTICE, INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	662,07 \$
KIM BÉLANGER, HUISSIER DE JUSTICE, INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	2 563,77 \$
KIRUPANITHY KARUNYA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET /OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	288,00 \$
KOMUTEL COMMUNICATION - SOLUTIONS	GÉNÉRATEUR DE RAPPORT DE TÉLÉPHONIE IP	GRÉ À GRÉ	1 419,34 \$
KOUDENKOVA, DARET	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	2 871,00 \$
LA BOÎTE À IMAGE	TOURNAGE VIDÉO AU PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	1 747,93 \$
LA CTTÉ MÉDICALE MONTRÉAL	PRÉPARER ET DONNER UNE FORMATION EN SANTÉ MENTALE	GRÉ À GRÉ	11 200,00 \$
LA PRESSE	AVIS DE SÉLECTION JUGE COUR DU QUÉBEC.	GRÉ À GRÉ	2 309,25 \$
LANCTÔT, NADINE	RÉDACTION D'UN RAPPORT	GRÉ À GRÉ	1 500,00 \$
LATRAVERSE HUISSIERS DE JUSTICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	7 492,02 \$
LAVAGE SAGUENAY 1982 INC.	NETTOYAGE DE CHAISES.	GRÉ À GRÉ	1 435,00 \$
LAVALLÉE, MARIE-HÉLÈNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	341,30 \$
LAVOIE, ANNE-JULIE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	904,00 \$
LAVOIE, MARIE-CLAUDE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	4 462,00 \$
LEE JUNIO MIRA JOAN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	1 008,00 \$
L'ÉTUDE PIERRE MICHAUD, HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	2 078,70 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OTROI	MONTANT
LIZOTTE MÉDICO	EFFECTUER UN COMPLÈMENT À SON EXPERTISE PSYCHIATRIQUE.	GRÉ À GRÉ	1 125,00 \$
LIZOTTE MÉDICO	EFFECTUER UNE EXPERTISE PSYCHIATRIQUE	GRÉ À GRÉ	2 200,00 \$
LIZOTTE MÉDICO	EXPERTISE MÉDICALE EN SPÉCIALITÉ.	GRÉ À GRÉ	1 350,00 \$
LIZOTTE MÉDICO	EXPERTISE MÉDICALE EN SPÉCIALITÉ.	GRÉ À GRÉ	1 470,00 \$
LOUISE LEBLANC HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	622,13 \$
M. BOUDREAU, HUISSIER DE JUSTICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	216,75 \$
MAÎTRE ET CHEF	CÉRÉMONIE DE REMISE DU PRIX DE LA JUSTICE 2015 LE 16 JUIN 2016.	GRÉ À GRÉ	2 985,00 \$
MAÎTRE ET CHEF	PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL EN SEPTEMBRE 2016.	GRÉ À GRÉ	2 609,00 \$
MARTINS, IRENICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET /OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	4 692,00 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 584,67 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 037,43 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 706,43 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 480,62 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 612,85 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 831,78 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 045,07 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 184,35 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 275,58 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 504,74 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 595,43 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 731,16 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OFFRE	MONTANT
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 793,34 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 825,59 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 982,24 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 236,81 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 530,15 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 687,65 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 766,25 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 304,90 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 399,45 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	9 715,49 \$
MAX AVIATION INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	11 573,50 \$
MC LAUHLIN MATTHEW	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE PRINCIPALEMENT DEVANT CELLE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	14 311,00 \$
MCKENZIE, DIANE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	141,00 \$
MEDISOLUTION 2009 INC.	MISE À NIVEAU DE L'APPLICATION VIRTUO GESTION DES RESSOURCES FINANCIÈRES ET MATÉRIELLES	GRÉ À GRÉ	2 375,00 \$
MESSARA, ANTOINE	INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	GRÉ À GRÉ	2 921,00 \$
MICHEL GAUCHER, HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	1 911,06 \$
MONTRÉAL GAZETTE	AVIS DE SÉLECTION JUGE COUR DU QUÉBEC.	GRÉ À GRÉ	4 125,55 \$
NATRIX TECHNOLOGIES INC.	SOUTIEN BARRACUDA WEB FILTER 810.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	21 743,66 \$
NAULT, SUZANNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE PRINCIPALEMENT DEVANT CELLE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	1 954,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OTROI	MONTANT
NET 2000 LTD.	ENTRETIEN ANNUUEL - MASQUAGE DE DONNÉES	GRÉ À GRÉ	1 050,00 \$
NIQUETTE, AUDREY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	2 008,70 \$
NUMERIOQA	IMPRESSION DE DÉPLIANTS CAVAC.	GRÉ À GRÉ	1 792,00 \$
NUMERIOQA	CALENDRIER CAVAC QUI COMPREND LA CONCEPTION, LA MISE EN PAGE ET LA LIVRAISON EXTÉRIEURE.	GRÉ À GRÉ	1 588,00 \$
OKPIK, ANNIE	TRADUCTION/INTERPRÉTATION	GRÉ À GRÉ	15 558,00 \$
OPEN TEXT CORPORATION	RENOUVELLEMENT DU SOUTIEN RIGHT FAX OPEN TEXT.	GRÉ À GRÉ	3 910,18 \$
OPEX CORPORATION	SERVICE D'ENTRETIEN LOGICIEL.	GRÉ À GRÉ	7 180,00 \$
ORACLE CANADA ULC	SERVICE DE SOUTIEN TECHNIQUE POUR LES PROGRAMMES	GRÉ À GRÉ	20 173,26 \$
ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QC	PASSEPORT MULTI-CPA 2016-2017.	GRÉ À GRÉ	375,00 \$
OZGUR, NURAN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE PRINCIPALEMENT DEVANT CELLE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	2 231,00 \$
PARADIS MONTPETIT BEAUCHAMP	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	16 726,13 \$
PHILIPPE & ASSOCIÉS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	15 820,72 \$
PONTBRIAND	MÉDAILLES COULÉES - PRIX DE LA JUSTICE DU QUÉBEC.	GRÉ À GRÉ	1 271,06 \$
POURATI, SORAYA (INTERPRÈTE)	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE PRINCIPALEMENT DEVANT CELLE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	12 790,00 \$
PRAHOV, VALENTIN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	1 151,00 \$
PROPAGANDA DESIGN	TRAVAUX DE PROGRAMMATION POUR LA MODIFICATION DU PORTAIL DU CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ.	GRÉ À GRÉ	1 950,00 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 351,42 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 066,73 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 388,32 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 658,00 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 686,86 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 278,44 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 421,01 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 489,58 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 535,58 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 083,72 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 570,77 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 243,04 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 925,06 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 168,42 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 721,97 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	10 731,56 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	13 823,37 \$
PROTEAU, GUYLAINE	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	2 200,00 \$
PROTEAU, GUYLAINE	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	3 400,00 \$
PUROLATOR	MESSAGERIE RAPIDE	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	848,30 \$
QTMG, HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	15 911,26 \$
QUDRATE, KHODA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE PRINCIPALEMENT DEVANT CELLE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	2 253,00 \$
QUINTIN & ASSOCIÉ, HUISSIERS DE JUSTICE SENC	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	6 124,58 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
RAINVILLE, DANIELLE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	1 026,00 \$
RAMADA PLAZA	SERVICES D'HÉBERGEMENT ET DE RESTAURATION POUR LES JURÉS ET LES CONSTABLES LORS D'ASSISES CRIMINELLES.	GRÉ À GRÉ	3 260,00 \$
RAMADA PLAZA	SERVICES D'HÉBERGEMENT ET DE RESTAURATION POUR LES JURÉS ET LES CONSTABLES LORS D'ASSISES CRIMINELLES.	GRÉ À GRÉ	1 139,88 \$
REIMER MARGIT	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE PRINCIPALEMENT DEVANT CELLE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	3 630,00 \$
RÉSEAU ACTIONTI	CONFÉRENCE JIQ - À LA VITESSE TI.	GRÉ À GRÉ	3 780,00 \$
RICCI TEASDALE INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	9 827,86 \$
RICHARD GAUTHIER, HUISSIER DE JUSTICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	5 891,25 \$
RICHARD VEILLEUX	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	2 768,63 \$
RJR INNOVATIONS INC.	CONTRAT DE SOUTIEN POUR LE LOGICIEL SDE	GRÉ À GRÉ	19 141,09 \$
ROBERGE, MARIE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	1 635,20 \$
ROCK, CLÉMENT	INTERPRÉTATION ET TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	749,00 \$
RODEUS GROUPE	ABONNEMENT AU LOGICIEL LANSWEEPER VERSION ENTERPRISE.	GRÉ À GRÉ	2 169,00 \$
ROSS, ALAIN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE PRINCIPALEMENT DEVANT CELLE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	216,00 \$
SALA, JEANNIE	FOURNIR DES SERVICES DE TRADUCTION/ D'INTERPRÉTATION, ENTRAINER DE NOUVEAUX INTERPRÈTES ET VÉRIFIER LEURS QUALIFICATIONS	GRÉ À GRÉ	1 504,00 \$
SANGIN-GAGNON, VÉRONIQUE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	505,30 \$
SAVISION	MISE À JOUR DU LOGICIEL LIVE MAPS UNITY SERVICES.	GRÉ À GRÉ	24 977,20 \$
SÉCULIN, SINISA-ANDREÏ	SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	9 727,00 \$
SEGMA RECHERCHE	SONDAGE DE SATISFACTION AUPRÈS DES CITOYENS AYANT FRÉQUENTÉ UN CJIP.	GRÉ À GRÉ	10 250,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OFFRE	MONTANT
SIA INNOVATIONS	SOUTIEN LICENCES IBM WEBSHERE & IBM TIVOLI	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	21 929,80 \$
SIRROI, RICKY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	1 544,00 \$
SMITH, JACQUELYN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	216,00 \$
SOFTCHOICE CORPORATION	SOUTIEN DES LICENCES ENTERPRISE ARCHITECT BUSINESS & SOFTWARE ENGINEERING	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 390,69 \$
SOFTCHOICE CORPORATION	CONTRAT SOUTIEN POUR LE BARRACUDA WEB FILTER 810, BAR-YF-592247	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 380,36 \$
SOFTCHOICE CORPORATION	RENOUVELLEMENT SOUTIEN DES MODULES DE DÉTECTION DE POURRIELS.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	21 572,76 \$
SOFTCHOICE CORPORATION	SOUTIEN DES PRODUITS QUEST-DELL	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	10 819,96 \$
SOFTCHOICE CORPORATION	CONTRAT DE SUPPORT DU LOGICIEL WHAT'S UP GOLD	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 468,08 \$
SOFTCHOICE LP	ABONNEMENT À GOOGLE MAPS APIS PREMIUM.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	13 310,74 \$
SOFTCHOICE LP	CONTRAT DE SOUTIEN PRODUIT DE COPIES DE SÉCURITÉ VERITAS BACKUP EXEC	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 041,40 \$
SOFTWARE ONE INC.	SOUTIEN LOGICIEL WS_TFP D'IPSWITCH.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 042,45 \$
SOLUTIONS XMEDIUS INC. INC.	CONTRAT D'ENTRETIEN DE LA SOLUTION DE PASSERELLE FAX.	GRÉ À GRÉ	7 776,40 \$
SOLUTIONS XMEDIUS INC.	XMEDIUS FAX - ENTRETIEN ET MISE À JOUR	GRÉ À GRÉ	17 467,00 \$
SOM INC.	SONDAGE TÉLÉPHONIQUE ET WEB AUPRÈS DES PARENTS AYANT EU RECOURS À LA MÉDIATION FAMILIALE EN 2015-2016.	GRÉ À GRÉ	21 350,00 \$
SOUMA, NADINE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	3 321,00 \$
SRIEQ	FORMATION SUR LES FONCTIONS AVANCÉES DE WINDOWS 8.	GRÉ À GRÉ	1 950,00 \$
STANEX	CONTRAT DE SERVICE POWERTRUST.	GRÉ À GRÉ	2 540,8 \$
STANEX	RENOUVELLEMENT SERVICE POWERTRUST PREFERRED 7 X 24 POUR 1 AN.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	19 924,00 \$
ST-ONGE, HUISSIER DE JUSTICE INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	4 740,98 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 311,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OFFRE	MONTANT
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 513,50 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES POUR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 035,00 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES POUR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	9 340,00 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES POUR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 736,00 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES POUR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES.	GRÉ À GRÉ	15 021,00 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES POUR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES.	GRÉ À GRÉ	1 448,50 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES POUR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	11 055,00 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES POUR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 116,00 \$
SUPREMEX INC.	IMPRESSION D'ENVELOPPES POUR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES.	GRÉ À GRÉ	4 727,00 \$
TALL, AISSATA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	819,00 \$
TECHNOLOGIA FORMATION	INTRODUCTION À L'ADMINISTRATION ET À LA CRÉATION D'OUTILS	GRÉ À GRÉ	1 125,00 \$
THANVUTHY, KIMPEAU	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	1 471,00 \$
TRADUC-TEXTE ENR.	PROCÉDER À LA TRADUCTION DE DIFFÉRENTS DOCUMENTS DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS.	GRÉ À GRÉ	5 389,91 \$
TRADUC-TEXTE ENR.	PROCÉDER À LA TRADUCTION DE DIFFÉRENTS DOCUMENTS DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS.	GRÉ À GRÉ	587,15 \$
TRADUCTION/INTERPRÉTATION CAROLE DUMOUCHEL	INTERPRÉTATION DES ÉCHANGES ENTRE LES MEMBRES LORS DES RENCONTRES DU FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE.	GRÉ À GRÉ	450,00 \$
TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS	GRÉ À GRÉ	3 498,31 \$
TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION ET RÉVISION DE DIVERS DOCUMENTS.	GRÉ À GRÉ	4 871,00 \$
TRANSCONTINENTAL QUÉBEC	SERVICE DE CONFIGURATION D'UNE CONNEXION HTTP POUR L'ENVOI DE MESSAGE TEXTE VIA UN CODE COURT.	GRÉ À GRÉ	1 500,00 \$
TREMBLAY RAIFFAUD SENCRL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	4 049,22 \$
TREMBLAY, FRANCINE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	4 371,55 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
TRUDEL, FAVREAU HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	16 277,99 \$
TURCOTTE, JEAN-ROBERT (DR)	EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ À GRÉ	1 850,00 \$
TURCOTTE, JEAN-ROBERT (DR)	EXPERTISE MÉDICALE.	GRÉ À GRÉ	2 000,00 \$
UNISYS CANADA	ENTRETIEN DU SYSTÈME DE TRAITEMENT MASSIF	GRÉ À GRÉ	23 351,16 \$
VALERIE ANNE DONNELLY	INTERPRÉTATION DES ÉCHANGES LORS DU FORUM SOCIOJUDICIAIRE AUTOCHTONE	GRÉ À GRÉ	450,00 \$
VERSALYS	FORMATION ADMINISTERING SYSTEM CENTER.	GRÉ À GRÉ	5 340,00 \$
VICTRIX CONSEIL INC.	SOUTIEN PRODUIT MCAFEE ENDPOINT PROTECTION SUITE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 048,80 \$
VIDÉOTRON LTÉE	ABONNEMENT CÂBLE ET INTERNET POUR LE BUREAU DU SPP	GRÉ À GRÉ	1 693,61 \$
VIDÉOTRON LTÉE	ABONNEMENT INTERNET FIBRE POUR LE PRV (PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE).	GRÉ À GRÉ	1 055,28 \$
VOYAGES OPTIMUM INC.	ACHAT DE 2 BILLETS D'AVION ALLER-RETOUR POUR PARIS.	GRÉ À GRÉ	1 763,38 \$
VOYAGES OPTIMUM INC.	BILLET D'AVION.	GRÉ À GRÉ	1 235,62 \$
W.N. POULIN & ASSOCIÉS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	10 962,98 \$
WITCHER, NANCY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	1 677,00 \$
XEROX CANADA INC.	LOCATION DE PHOTOCOPIEUR WORKCENTRE 5225	GRÉ À GRÉ	1 597,77 \$
XEROX CANADA INC.	LOCATION DE PHOTOCOPIEUR	GRÉ À GRÉ	3 718,79 \$
YANEZ, SILVIA VICTORIA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE PRINCIPALEMENT DEVANT CELLE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	2 844,00 \$
YANG, JIMIN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	1 965,00 \$
YUENE, KI-CHAN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET /OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE DU DISTRICT DE MONTRÉAL.	GRÉ À GRÉ	656,00 \$
ZUYUJU INC.	CONTRAT DE MAINTENANCE ET SUPPORT TECHNIQUE 2016-2017 DU LOGICIEL EXPEDITOR (SUPPORT APPLICATION EXPEDITOR).	GRÉ À GRÉ	3 950,00 \$

CABINET MINISTÉRIEL
AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ERNST & YOUNG LLP/S.E.N.C.R.L	ASSISTER L'ADMINISTRATEUR DU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE À TITRE DE JURICOMPTABLE DANS L'EXERCICE DE SES FONCTIONS ET ACCOMPAGNER L'ADMINISTRATEUR DANS LA VÉRIFICATION DES ENTENTES DE RÈGLEMENTS	GRÉ À GRÉ	1 1 825,00 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
AMÉRIQUE TRADUCTIONS (CONTRAT DE 2 000 \$)	À LA DEMANDE DU CONSEIL, EFFECTUER LA TRADUCTION DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS DE DIVERS DOCUMENTS.	GRÉ À GRÉ	1 123,28 \$
CSPQ	ENTREPOSAGE POUR LA CONSERVATION DE DOCUMENTS SEMI-ACTIFS.	GRÉ À GRÉ	74,10 \$
L'HEUREUX AMARO INC. (CONTRAT DE 450 \$)	EAU EMBOUTEILLÉE ET NETTOYAGE DE LA FONTAINE.	GRÉ À GRÉ	160,85 \$
AUBERT, LINDA, STÉNOGRAPHE (CONTRAT DE 9 500 \$)	EFFECTUER LA TRANSCRIPTION DES ENREGISTREMENTS SONORES D'AUDIENCES TENUES PAR LES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS SOUMIS À L'AUTORITÉ DU CONSEIL ET AUTRES RENSEIGNEMENTS AINSI QU'AGIR COMME STÉNOGRAPHE POUR LA PRISE DE NOTES ET LA TRANSCRIPTION D'AUDIENCES DE COMITÉS D'ENQUÊTE CONSTITUÉS PAR LE CONSEIL.	GRÉ À GRÉ	694,00 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	SÉCURITÉ DES LOCAUX.	GRÉ À GRÉ	401,40 \$

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ABDOULKARIM, SAADATOU	SONDEUSE, PROJET DE RECHERCHE SUR LES ACTES HAINIEUX	GRÉ À GRÉ	1 241,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ACCESSIBIL-IT INC.	BALISAGE DE DOCUMENTS PDF AFIN D'EN ASSURER L'ACCESSIBILITÉ	GRÉ À GRÉ	10 975,00 \$
ARBITRAMÉDIA INC.	ARBITRAGE DANS UN GRIEF EN RELATIONS DE TRAVAIL	NOMMÉ D'OFFICE: TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ QUÉBEC	6 626,00 \$
ARPIN, SUZANNE	PRÉPARATION ET SUIVI DU COMITÉ DES ENQUÊTES	GRÉ À GRÉ	7 944,00 \$
ASSELIN, FRANCE	STÉNOGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	2 214,00 \$
BILODEAU, COLLEEN	SERVICES DE TRADUCTION	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 465,00 \$
BOIES, CLAUDE	ASSURER LE SUIVI DES DÉBATS PL59 ET FAIRE RAPPORT À LA PRÉSIDENTE	GRÉ À GRÉ	2 730,00 \$
BOURASSA MARLÈNE (MARLENE-B.)	GRAPHISME DE LA CHARTE EN VERSION SIMPLIFIÉE	GRÉ À GRÉ	2 400,00 \$
CAISSEY TRANSLATIONS	SERVICES DE TRADUCTION ET RÉVISION DE TRADUCTION	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 422,00 \$
CDW CANADA CORP.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE VEM - VMWARE ET ENTRETIEN 1 AN (3)	GRÉ À GRÉ	1 455,00 \$
CDW CANADA CORP.	COMMUNICATEUR RÉSEAU	GRÉ À GRÉ	3 614,00 \$
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS	SERVICES DE TRADUCTION	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	2 692,00 \$
CITRIX SYSTEMS INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE CITRIX XENAPP ENTERPRISE 1 AN	GRÉ À GRÉ	4 845,00 \$
CLIMATISATION J. F. P. INC.	CLIMATISATION - SALLE DES SERVEURS	GRÉ À GRÉ	1 480,00 \$
CNW TELBEC	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATION: DIFFUSION DE COMMUNIQUÉS DE LA CDPDJ	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	747,00 \$
COMMUNICATIONS DEMO	VEILLE MÉDIA	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	5 920,00 \$
CONNECTIONS PUR-TEL	SERVICES TECHNIQUES SUR APPEL: FILAGE ET BRANCHEMENT D'ÉQUIPEMENT	GRÉ À GRÉ	1 902,00 \$
DENISE BABIN COMMUNICATION	SERVICES DE TRADUCTION	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 240,00 \$
DIÈSE	CONCEPTION, MONTAGE, PRODUCTION DES MAQUETTES: RAPPORT ANNUEL 2015-2016	GRÉ À GRÉ	4 125,00 \$
DIÈSE	CONCEPTION GRAPHIQUE ET MONTAGE: CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS	GRÉ À GRÉ	4 925,00 \$
ÉBÉNISTERIE ALFREDO	CAISSON MODÈLE M-3043-7 (5)	GRÉ À GRÉ	1 250,00 \$
ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (ENAP)	CONCEPTION D'OUTILS DE DOTATION EXEMPTS DE BIAIS CULTUREL	GRÉ À GRÉ	15 450,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
EDOLOGIC	RENOUVELLEMENT SUPPORT SAN (2) DE MAI 2016 À MAI 2017	GRÉ À GRÉ	4 925,00 \$
EDUCALOI	TRADUCTION DE LA CHARTE SIMPLIFIÉE VERS L'ANGLAIS	GRÉ À GRÉ	1 538,00 \$
ENVIRO-OPTION INC.	ANALYSE DE L'AIR (360 ST-JACQUES SUR 4 ÉTAGES) - SST	GRÉ À GRÉ	2 025,00 \$
EXEMPIO	LICENCES (10) JIRA ET MAINTENANCE 1 AN	GRÉ À GRÉ	2 895,00 \$
FIBRE NOIRE INTERNET INC.	FIBRE OPTIQUE- MONTRÉAL ET QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	17 545,00 \$
FLORENCE	APPAREIL IP RÉUSINÉ (10)	GRÉ À GRÉ	1 575,00 \$
FRANCE PELLETIER CONSEIL INC.	DIAGNOSTIC ORGANISATIONNEL	GRÉ À GRÉ	20 000,00 \$
GESTION GEORGES COULOMBE	TRAVAUX AU SIÈGE SOCIAL (SECTION ACCUEIL)	GRÉ À GRÉ	1 548,00 \$
GESTION GEORGES COULOMBE	TRAVAUX AU 2E ÉTAGE DU SIÈGE SOCIAL (CHANGER LE REVÊTEMENT DU PLANCHER)	GRÉ À GRÉ	15 052,00 \$
GESTION GEORGES COULOMBE	ENTRETIEN DES LOCAUX ET DEMANDES DE SERVICE	GRÉ À GRÉ	14 600,00 \$
GRAND & TOY LTÉE	DÉMONTAGE ET REMONTAGE MUR LINÉAIRE	GRÉ À GRÉ	2 088,00 \$
GROUPE MP PLUS	CONTRAT DE FORMATION: "OPTIMISER SON TEMPS" (DIRECTION DU CONTENTIEUX, 16 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	3 300,00 \$
GROUPE REPROCOM	IMPRESSION DE RAPPORTS	GRÉ À GRÉ	802,00 \$
HOUDE, PAULLETTE	STÉNOGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	1 177,00 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	PORTABLES DELL LATITUDE E7450 (15)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	17 392,00 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	PORTABLES DELL LATITUDE E7450 (15)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	17 392,00 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	ÉCRANS - MONITEUR 23" (20)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	2 508,00 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	PORTABLES NOTEBOOK (10)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	16 430,00 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	ÉCRANS - MONITEUR 22" (15)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	2 479,00 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	ÉCRANS DELL P2217H (10)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 653,00 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	PORTABLES - PROCESSEUR INTEL CORE (12)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	13 359,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
IBM CANADA LTÉE	LICENCE "IBM STATISTICS BASE" + "REGRESSION CONCURRENT" ET SUPPORT	GRÉ À GRÉ	10 479,00 \$
IMPRIMERIE G.G. INC.	INFOGRAPHIE ET IMPRESSION DU CODE DE DÉONTOLOGIE	GRÉ À GRÉ	605,00 \$
INSIGHT CANADA INC.	RENOUVELLEMENT LOGICIEL WATCHGUARD 1 AN (21 DÉC. 2016 AU 20 DÉC. 2017)	GRÉ À GRÉ	3 756,00 \$
J.L. ENTRETIEN ENR.	ENTRETIEN MÉNAGER	GRÉ À GRÉ	11 280,00 \$
JOBBOOM INC.	FORFAIT - PUBLICATION DES OFFRES D'EMPLOI	GRÉ À GRÉ	2 895,00 \$
JOBBOOM INC.	FORFAIT - PUBLICATION DES OFFRES D'EMPLOI	GRÉ À GRÉ	3 500,00 \$
JOBBOOM INC.	FORFAIT - PUBLICATION DES OFFRES D'EMPLOI	GRÉ À GRÉ	3 000,00 \$
MARQUIS IMPRIMEUR INC.	RÉIMPRESSION DE LA CHARTE (10 000 FRANÇAIS + 2000 ANGLAIS)	GRÉ À GRÉ	5 777,00 \$
ME FRANCIS MELOCHE	SERVICES-CONSEILS ET REPRÉSENTATION EN RELATIONS DE TRAVAIL	GRÉ À GRÉ	10 542,00 \$
MOLOTOV (COOPÉRATIVE MOLOTOV COMMUNICATION)	CONCEPTION D'UNE SIGNATURE VISUELLE: PROMOTION DES SERVICES DE LA COMMISSION	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	865,00 \$
MOUREAUX HAUSPY DESIGN INC.	SERVICES-CONSEILS EN AMÉNAGEMENTS	GRÉ À GRÉ	1 442,00 \$
PROVENCHER ROY	SERVICES-CONSEILS EN AMÉNAGEMENTS	GRÉ À GRÉ	2 679,00 \$
NADEAU, ÉLISE	SOUTIEN AUX CONSEILLERS JURIDIQUES DU CONTENTIEUX	GRÉ À GRÉ	22 934,00 \$
SERVICES DE GESTION QUANTUM	SERVICE DE REMPLACEMENT TEMPORAIRE (SECRÉTAIRE LÉGALE) AU CONTENTIEUX	GRÉ À GRÉ	11 040,00 \$
SHERPA DESIGN	PRODUCTION D'UN VISUEL : CAHIER DU PARTICIPANT - COLLOQUE CASHRA 2016	GRÉ À GRÉ	2 150,00 \$
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES CANADA INC.	IMPRESSION DU RAPPORT ANNUEL 2015-2016	GRÉ À GRÉ	483,00 \$
TANNOUCHE BENNANI, SELMA	SONDEUSE, PROJET DE RECHERCHE SUR LES ACTES HAINEUR	GRÉ À GRÉ	993,00 \$
THÉMIS MULTIFACTUM	CONFECTION DE CAHIERS (MÉMOIRE, ETC.) POUR LA COUR	GRÉ À GRÉ	2 544,00 \$
THIBAUT, JOËLLE (ME)	MÉDIATION DANS 3 DOSSIERS D'ENQUÊTE (ARTICLE 62 DE LA CHARTE)	GRÉ À GRÉ	600,00 \$
TORRES, ÈVE	SONDEUSE, PROJET DE RECHERCHE SUR LES ACTES HAINEUR	GRÉ À GRÉ	745,00 \$
TREMBLAY, RÉAL	ASSURER LE SUIVI DES PLAINTES RELATIVES À LA QUALITÉ DES SERVICES	GRÉ À GRÉ	15 896,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
TRUDEL, PIERRE	RECHERCHE SUR LES NOUVEAUX ENJEUX POUR LES DROITS FONDAMENTAUX ET LES STRATÉGIES DE PROTECTION	GRÉ À GRÉ	3 199,00 \$
XPRESSION PUB INC.	MISE EN PLACE D'UN MICROSITE ET GESTION DES INSCRIPTIONS EN LIGNE - COLLOQUE CASHRA 2016	GRÉ À GRÉ	1 695,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ALLIANCE 9000	INFOGRAPHIE DU CALENDRIER 2017.	GRÉ À GRÉ	1 750,00 \$
ALLIANCE 9000	IMPRESSION DE DOCUMENTS.	GRÉ À GRÉ	4 095,00 \$
BELL CANADA	INSCRIPTION ANNUAIRE.	GRÉ À GRÉ	1 291,00 \$
BETTINA KARPEL	TRADUCTION DE TEXTES JURIDIQUES.	GRÉ À GRÉ	2 965,00 \$
BUROPLUS	FOURNITURES DE BUREAU.	GRÉ À GRÉ	4 570,00 \$
CATHERINE LEHOUX DUBOIS	FORMATION.	GRÉ À GRÉ	1 400,00 \$
CENTRE MONT-ROYAL INC.	LOCATION DE SALLES.	GRÉ À GRÉ	6 735,00 \$
CHANTAL BLAIS, DT.P.	FORMATION.	GRÉ À GRÉ	1 400,00 \$
COFORCE	FOURNITURES DE BUREAU.	GRÉ À GRÉ	2 142,00 \$
COGNAT INC.	ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES.	GRÉ À GRÉ	9 542,00 \$
COGNAT INC.	SERVICE D'ENTRETIEN INFORMATIQUE.	GRÉ À GRÉ	6 800,00 \$
COGNAT INC.	SERVICE DE SAUVEGARDES INFORMATIQUES.	GRÉ À GRÉ	9 950,00 \$
COPYCO INC.	IMPRESSION DE DOCUMENTS POUR FORMATION DES AVOCATS.	GRÉ À GRÉ	4 719,00 \$
CRITES & RIDDELL BASICS	FOURNITURES DE BUREAU.	GRÉ À GRÉ	2 043,00 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	IMPRESSION DE DOCUMENTS.	GRÉ À GRÉ	3 272,00 \$
DESJARDINS GESTION IMMOBILIÈRE	ENTRETIEN GÉNÉRAL DES LOCAUX.	GRÉ À GRÉ	8 666,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
DICOM EXPRESS	MESSAGERIE.	GRÉ À GRÉ	2 046,00 \$
ELAM	ÉVALUATION DE COMPÉTENCE EN ANGLAIS.	GRÉ À GRÉ	1 000,00 \$
GENDRON CONSEIL	EXPERT EN CLASSIFICATION ET RÉMUNÉRATION.	GRÉ À GRÉ	5 252,00 \$
GESTAR INC.	SOUTIEN ANNUEL LOGICIEL E-DOCUMENTIK	GRÉ À GRÉ	1 889,00 \$
GILLES PASCAL-VALETTE	GRAPHISTE.	GRÉ À GRÉ	2 694,00 \$
GRAND & TOY LIMITED	FOURNITURES DE BUREAU.	GRÉ À GRÉ	3 480,00 \$
IMPRIMERIE LANCTÔT	IMPRESSION DE DOCUMENTS.	GRÉ À GRÉ	1 160,00 \$
LES ÉDITIONS YVON BLAIS INC.	DOCUMENTATION.	GRÉ À GRÉ	21 148,00 \$
LEXISNEXIS	DOCUMENTATION.	GRÉ À GRÉ	17 465,00 \$
LITHOGRAPHIE ANDRÉ LACHANCE INC.	IMPRESSION DE CHÈQUES LASER.	GRÉ À GRÉ	1 693,00 \$
LUSSIER DALE PARIZEAU	ASSURANCE COMMERCIALE.	GRÉ À GRÉ	16 643,00 \$
MONERIS	FRAIS DE SERVICES POUR SYSTÈME DE PAIEMENT MONERIS.	GRÉ À GRÉ	11 122,00 \$
NETHRIS	FRAIS DE SERVICES POUR SYSTÈME DE PAIE.	GRÉ À GRÉ	2 566,00 \$
NORMANDIN BEAUDRY	EXPERT EN CLASSIFICATION ET RÉMUNÉRATION.	GRÉ À GRÉ	19 321,00 \$
OPENFACE	TÉLÉCOMMUNICATIONS, INTERNET.	GRÉ À GRÉ	9 250,00 \$
PANADATA INC.	ENTRETIEN DE PHOTOCOPIEURS.	GRÉ À GRÉ	1 267,00 \$
PITNEY BOWES	TIMBRES, ENTRETIEN ET FOURNITURES POUR COMPTEUR POSTAL.	GRÉ À GRÉ	10 739,00 \$
PRICEWATERHOUSECOOPERS LLP/S.R.L./S.E.N.C.R.L.	EXPERTISES COMPTABLES.	GRÉ À GRÉ	19 578,00 \$
PRODUCTIONS QUÉBEC MULTIMÉDIA INC.	FORMATION WEBINAIRE.	GRÉ À GRÉ	6 750,00 \$
ROGERS	TÉLÉPHONIE MOBILE.	GRÉ À GRÉ	1 665,00 \$
SAGE SOFTWARE CANADA LTD.	DROITS D'UTILISATION DE LOGICIEL.	GRÉ À GRÉ	3 621,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
SERVICES GRAPHIQUES DEUX-MONTAGNES	IMPRESSION DE DOCUMENTS.	GRÉ À GRÉ	3 817,00 \$
SISCA SOLUTIONS D'AFFAIRES INC.	IMPRESSION DE DOCUMENTS.	GRÉ À GRÉ	4 512,00 \$
SOCIÉTÉ PLACE DES ARTS	STATIONNEMENTS (3 PERMIS À L'USAGE DES OFFICIERS DE LA CSJ).	GRÉ À GRÉ	7 032,00 \$
SOFTCHOICE LP	LICENCES POUR LOGICIELS	GRÉ À GRÉ	11 472,00 \$
SPENCOMP SOLUTIONS INC.	GARANTIE ENTRETIEN SERVEURS INFORMATIQUES	GRÉ À GRÉ	22 649,00 \$
SPENCOMP SOLUTIONS INC.	ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE ET SOUTIEN TECHNIQUE.	GRÉ À GRÉ	4 058,00 \$
THE COMPUTER MEDIA GROUP	CARTOUCHES D'ENCRE POUR IMPRIMANTES.	GRÉ À GRÉ	7 127,00 \$
THOMSON REUTERS CANADA	DOCUMENTATION.	GRÉ À GRÉ	17 346,00 \$
WILSON & LAFLEUR LTÉE	DOCUMENTATION.	GRÉ À GRÉ	3 959,00 \$
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	DOCUMENTATION.	GRÉ À GRÉ	6 667,00 \$
XÉROX CANADA LTÉE	ENTRETIEN DE PHOTOCOPIEURS.	GRÉ À GRÉ	1 691,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
1-800-GOT-JUNK ? ®	DÉMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	4 536,00 \$
A. D. I. ART DESIGN INTERNATIONAL INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	7 751,25 \$
ADT CANADA INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	1 918,00 \$
ADT CANADA INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	4 629,00 \$
ADT CANADA INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE CAMÉRAS ET ENREGISTREUR NUMÉRIQUE	GRÉ À GRÉ	2 770,95 \$
ADT CANADA INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	4 282,75 \$
ADT CANADA INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	4 379,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ADT CANADA INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	1 732,00 \$
ADT CANADA INC.	ÉQUIPEMENT DE VIDÉOSURVEILLANCE	GRÉ À GRÉ	13 960,95 \$
ADT CANADA INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	3 414,00 \$
AIR CANADA	BILLET D'AVION - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 316,70 \$
AIR CANADA	BILLET D'AVION - AUTRES (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 639,81 \$
AIR CANADA	BILLET D'AVION - AUTRES (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 893,66 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	3 511,65 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	2 339,84 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	2 180,59 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 128,13 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	3 973,13 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	2 493,19 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 099,68 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	3 021,56 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	2 264,32 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	1 975,92 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	4 561,81 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	4 146,57 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	3 234,11 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	2 814,09 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 131,16 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	3 423,69 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	2 518,62 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 692,21 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	3 130,02 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (3 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	5 355,61 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	1 849,20 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (3 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	5 985,43 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	2 696,27 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	2 636,29 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	4 430,75 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	3 602,67 \$
AIR INUIT LTÉE	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	5 119,41 \$
AIR INUIT LTÉE	AVION NOLISÉ - TÉMOIN (13 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	5 880,71 \$
AIR INUIT LTÉE	AVION NOLISÉ - TÉMOIN (5 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	4 586,36 \$
AIR INUIT LTÉE	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 642,05 \$
ALEXANDRE HURTUBISE	EXPERTISE EN FRAUDE PAR CARTE DE DÉBIT, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	15 000,00 \$
ATELIERS & SAVEURS	SERVICE DE RESTAURATION DANS LE CADRE D'UNE RÉUNION	GRÉ À GRÉ	1 380,30 \$
BERNIER, GILLES (011)	COMITÉ DE VÉRIFICATION INTERNE	GRÉ À GRÉ	6 400,00 \$
BEST BUY CANADA LTD	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	1 104,93 \$
BLACKBERRY LIMITED	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT DE TÉLÉCOMMUNICATION	GRÉ À GRÉ	4 576,00 \$
BOUTIQUE DU BUREAU GYVA INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	4 150,00 \$
BRAULT ET MARTINEAULT	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	2 597,00 \$
C.P.U. DESIGN INC.	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	GRÉ À GRÉ	1 312,00 \$
C.P.U. DESIGN INC.	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	GRÉ À GRÉ	1 107,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
CAMILLE THIBODEAU	FORMATION	GRÉ À GRÉ	2 726,80 \$
CARSWELL, UNE DIVISION DE THOMSON CANADA LIMITÉE	ACQUISITION DE VOLUMES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ	2 864,00 \$
CARSWELL, UNE DIVISION DE THOMSON CANADA LIMITÉE	ACQUISITION DE VOLUMES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ	1 391,87 \$
CHÂTEAU JOLIETTE INC.	SERVICE DE TRAITEUR ET LOCATION DE SALLE DANS LE CADRE D'UNE FORMATION	GRÉ À GRÉ	3 688,81 \$
CTRA SERVICES MÉDICAUX INC.	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	1 395,00 \$
CLUB VOYAGES BELLAVENTURE INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 262,46 \$
CLUB VOYAGES BELLAVENTURE INC.	BILLET D'AVION - FORMATION (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	1 579,92 \$
COMPAGNIE CANADIENNE DE TABLEAUX NOIRS [QUÉBEC] LTÉE	ACQUISITION DE MATÉRIEL DE BUREAU	GRÉ À GRÉ	1 031,60 \$
CONSULTANT JURIPRO INC.	FORMATION - ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2016 DU D.P.C.P.	GRÉ À GRÉ	8 400,00 \$
CORPORATE EXPRESS CANADA INC.	ACQUISITION DE FOURNITURES	GRÉ À GRÉ	1 202,08 \$
COREM	EXPERTISE EN MINÉRALOGIE	GRÉ À GRÉ	1 883,16 \$
DÉMÉNAGEMENT MARIO GAGNÉ	COURRIER ET MESSAGERIE	GRÉ À GRÉ	15 000,00 \$
DÉMÉNAGEMENT MONT-BRUNO/LAKESHORE INC.	DÉMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	2 187,83 \$
DÉMÉNAGEMENT MONT-BRUNO/LAKESHORE INC.	DÉMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	2 114,08 \$
DÉMÉNAGEMENT MONT-BRUNO/LAKESHORE INC.	DÉMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	1 080,00 \$
DÉMÉNAGEMENT MONT-BRUNO/LAKESHORE INC.	DÉMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	1 620,00 \$
DÉMÉNAGEMENT MONT-BRUNO/LAKESHORE INC.	DÉMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	1 612,04 \$
DÉMÉNAGEMENT UNIVERSEL INC.	DÉMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	1 341,00 \$
DEMERS, GUY (INTERPRÈTE)	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 440,04 \$
DEMERS, GUY (INTERPRÈTE)	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	2 785,16 \$
DEMERS, GUY (INTERPRÈTE)	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 089,48 \$
DEMERS, GUY (INTERPRÈTE)	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 169,28 \$
DEMERS, GUY (INTERPRÈTE)	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 021,72 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
DEMERS, GUY (INTERPRÈTE)	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	2 649,36 \$
DEMERS, GUY (INTERPRÈTE)	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 747,76 \$
DEMERS, GUY (INTERPRÈTE)	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 444,80 \$
DR PAUL-ANDRÉ LAFLEUR	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	2 200,00 \$
DR PIERRE GAGNÉ	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	9 800,00 \$
DR PIERRE GAGNÉ	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	5 000,00 \$
DR SYLVAIN FAUCHER INC.	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	2 100,00 \$
DR SYLVAIN FAUCHER INC.	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	4 000,00 \$
DR SYLVAIN FAUCHER INC.	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	6 400,00 \$
DR SYLVAIN FAUCHER INC.	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	2 000,00 \$
DRE FRANCE PROULX PSYCHIATRIE LÉGALE INC.	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	1 912,50 \$
DRE MARIE-HÉLÈNE ST-HILAIRE (CENTRE D'ÉDUCATION EN PSYCHOLOGIE [CEP] INC.)	EXPERTISE PSYCHOLOGIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	13 000,00 \$
ÉBÉNISTERIE ALFREDO LTÉE	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	2 387,72 \$
ÉBÉNISTERIE ALFREDO LTÉE	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	2 951,01 \$
ÉDITIONS SR [1995] INC., LES	ACQUISITIONS DE VOLUMES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ	3 232,00 \$
ÉDITIONS YVON BLAIS INC., LES	ACQUISITIONS DE VOLUMES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ	1 122,79 \$
ESTAMPES RAY	ACQUISITION DE FOURNITURES	GRÉ À GRÉ	1 336,00 \$
EXPERTISES MÉDICALES GILLES FORTIN INC.	EXPERTISE MÉDICALE, CONSEIL ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	1 394,61 \$
FCNQ (FÉDÉRATION DES COOPÉRATIVES DU NOUVEAU-QUÉBEC)	HÉBERGEMENT - TÉMOIN	GRÉ À GRÉ	1 035,00 \$
FIRST AIR	DÉMÉNAGEMENT (CARGO)	GRÉ À GRÉ	2 615,51 \$
FIRST AIR	DÉMÉNAGEMENT (CARGO)	GRÉ À GRÉ	1 185,81 \$
FIRST AIR	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 110,12 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
FOURNITURES DE BUREAU DENIS INC.	ACQUISITION DE FOURNITURES	GRÉ À GRÉ	1 184,43 \$
FOURNITURES DE BUREAU DENIS INC.	ACQUISITION DE MATÉRIEL DE BUREAU	GRÉ À GRÉ	1 299,98 \$
FRANCE LAMOUREUX	EXPERTISE EN OSTÉOPATHIE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	3 800,00 \$
GESTION B.L. (9300-4877 QUÉBEC INC.)	DÉMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	1 327,50 \$
GESTION/CONSEIL MANON DAIGNEAULT INC.	FORMATION	GRÉ À GRÉ	2 000,00 \$
GILLES CHABOT	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	2 100,00 \$
GOLD CASTLE HOLDING LTD	TRAVAUX POUR CARTE D'ACCÈS	GRÉ À GRÉ	1 550,25 \$
GOLD CASTLE HOLDING LTD	STATIONNEMENT	GRÉ À GRÉ	4 400,00 \$
GOULET, JOËL	FORMATION - ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2016 DU D.P.C.P.	GRÉ À GRÉ	1 500,00 \$
HÔTEL DES ESKERS INC.	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UNE RÉUNION	GRÉ À GRÉ	1 096,19 \$
HÔTEL FAUBOURG 88 (BEST WESTERN)	HÉBERGEMENT - FORMATION	GRÉ À GRÉ	1 490,14 \$
HÔTEL GABRIEL PARIS	HÉBERGEMENT - FORMATION	GRÉ À GRÉ	1 606,64 \$
HÔTEL MONTFORT NICOLET INC.	HÉBERGEMENT - FORMATION	GRÉ À GRÉ	11 839,25 \$
HÔTEL MONTFORT NICOLET INC.	HÉBERGEMENT - FORMATION	GRÉ À GRÉ	9 844,25 \$
HÔTEL MONTFORT NICOLET INC.	SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UNE FORMATION	GRÉ À GRÉ	7 212,50 \$
HÔTEL RIMOUSKI CENTRE DES CONGRÈS DE RIMOUSKI	HÉBERGEMENT - RÉUNION	GRÉ À GRÉ	1 547,00 \$
HÔTEL RIMOUSKI CENTRE DES CONGRÈS DE RIMOUSKI	HÉBERGEMENT - FORMATION	GRÉ À GRÉ	1 855,44 \$
IC FORMATION INC.	FORMATION - ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2016 DU D.P.C.P.	GRÉ À GRÉ	8 200,00 \$
IC FORMATION INC.	FORMATION - ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2016 DU D.P.C.P.	GRÉ À GRÉ	6 000,00 \$
IDÉART CONSULTANT INC.	STÉNOGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	2 835,50 \$
IMPRIMERIE BOURG-ROYAL INC.	SERVICE D'IMPRESSION ET DE REPROGRAPHIE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 581,00 \$
INFYNIA.COM	APPEL DE SERVICE - SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	1 998,24 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
INFYNIA.COM	APPEL DE SERVICE - SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	1 239,43 \$
IVANHOÉ CAMBRIDGE INC.	DÉMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	1 234,44 \$
IVANHOÉ CAMBRIDGE INC.	PROJETS IMMOBILIERS	GRÉ À GRÉ	2 250,00 \$
JACQUES BERGERON PH D	EXPERTISE PSYCHOLOGIQUE EN SIMULATION DE CONDUITE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	8 500,00 \$
JLR SOLUTIONS FONCIÈRES	ACQUISITION D'UN LOGICIEL	GRÉ À GRÉ	1 250,00 \$
JOSEPH CLERMONT INC.	IMPRESSION DE SÉPARATEURS	GRÉ À GRÉ	1 878,00 \$
JOSEPH CLERMONT INC.	SERVICE D'IMPRESSION ET DE REPROGRAPHIE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 836,00 \$
JOSEPH CLERMONT INC.	CONFECTION DES CHEMISES PRÉ NUMÉROTÉES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	12 650,00 \$
JOSEPH CLERMONT INC.	CONFECTION DES CHEMISES PRÉ NUMÉROTÉES	GRÉ À GRÉ	1 393,20 \$
JOSEPH CLERMONT INC.	CONFECTION DES CHEMISES PRÉ NUMÉROTÉES	GRÉ À GRÉ	1 635,00 \$
LÉGER	SONDAGE SUR LES BESOINS ET ATTENTES DES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	7 700,00 \$
LIZOTTE MÉDICO-EXPERTS	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	1 830,00 \$
MANURI FORMATION INC.	FORMATION	GRÉ À GRÉ	4 600,00 \$
MARCO GHIROTTO	EXPERTISE EN ANALYSE JUDICIAIRE DE DOCUMENTS, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	1 950,00 \$
MAX AVIATION INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 238,49 \$
MCLAUCHLIN, MATTHEW (INTERPRÈTE)	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	2 722,16 \$
MCLAUCHLIN, MATTHEW (INTERPRÈTE)	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	2 722,16 \$
MÉCHOUI NORD-SUD (9062-4917 QUÉBEC INC.)	SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2016	GRÉ À GRÉ	1 930,38 \$
MÉCHOUI NORD-SUD (9062-4917 QUÉBEC INC.)	SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2016	GRÉ À GRÉ	3 024,00 \$
MÉCHOUI NORD-SUD (9062-4917 QUÉBEC INC.)	SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS 2016	GRÉ À GRÉ	1 511,00 \$
MICHEL OLIGNY EXPERTISE-CONSEIL INC.	FORMATION	GRÉ À GRÉ	1 092,00 \$
MOBILIER DE BUREAU MBH INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	1 939,20 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
MONTREAL FURNISHED APARTMENTS AND SUITES	HÉBERGEMENT - PROCUREUR	GRÉ À GRÉ	1 775,00 \$
MUSÉE QUÉBÉCOIS DE CULTURE POPULAIRE	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITTEUR DANS LE CADRE D'UNE RÉUNION	GRÉ À GRÉ	1 745,31 \$
NADEAU, BERNARD (PSYCHOLOGUE)	EXPERTISE PSYCHOLOGIQUE ET RAPPORT	GRÉ À GRÉ	5 158,18 \$
NADEAU, BERNARD (PSYCHOLOGUE)	EXPERTISE PSYCHOLOGIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	2 750,00 \$
ORDRE DES COMPTABLES	FORMATION	GRÉ À GRÉ	1 499,00 \$
OSE DESIGN INC.	SERVICE D'IMPRESSION ET DE REPROGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	4 875,00 \$
PAQUETTE & ASSOCIÉS, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	HUISSIERS	GRÉ À GRÉ	1 152,70 \$
PAQUETTE & ASSOCIÉS, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	HUISSIERS	GRÉ À GRÉ	1 169,46 \$
PARAMED CLINIQUE SERVICES SANTÉ	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	1 200,00 \$
PARAMED CLINIQUE SERVICES SANTÉ	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	1 556,25 \$
PRÉSENCE INFORMATIQUE INC.	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	GRÉ À GRÉ	1 031,90 \$
PRICE WATERHOUSE COOPERS	SERVICES PROFESSIONNELS	GRÉ À GRÉ	1 495,50 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	5 333,37 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	4 878,68 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	3 043,06 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	5 415,78 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	4 410,98 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	3 439,15 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	4 430,24 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	4 430,52 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	3 425,27 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	1 822,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	4 134,21 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	2 507,90 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 083,37 \$
RAYSOURCE INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	15 412,35 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	FORMATION	GRÉ À GRÉ	8 125,00 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	FORMATION	GRÉ À GRÉ	2 200,00 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	ABONNEMENT AU REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	GRÉ À GRÉ	2 793,04 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	FORMATION	GRÉ À GRÉ	1 663,00 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	FORMATION	GRÉ À GRÉ	2 745,00 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	FORMATION	GRÉ À GRÉ	13 780,00 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	FORMATION	GRÉ À GRÉ	2 800,00 \$
RIÔTEL MATANE	REPAS, PAUSES ET LOCATION DE SALLE POUR LA TENUE D'UNE RÉUNION	GRÉ À GRÉ	2 073,69 \$
RMG*REGUS	VIDÉOTÉMOIGNAGE	GRÉ À GRÉ	2 544,35 \$
RMG*REGUS	VIDÉOTÉMOIGNAGE	GRÉ À GRÉ	1 005,84 \$
SCHWARTZ, ANNABEL	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	2 580,00 \$
SCRIBES A. T.	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 800,00 \$
SIEMENS CANADA LIMITÉE	APPEL DE SERVICE - SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	1 762,50 \$
SOLUTION TECHNIQUE AF INC.	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT DE TÉLÉCOMMUNICATION	GRÉ À GRÉ	2 619,00 \$
SOLUTION TECHNIQUE AF INC.	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT DE TÉLÉCOMMUNICATION	GRÉ À GRÉ	2 589,00 \$
SOLUTIONS DE COMMUNICATION SENSUS, LES	ACQUISITIONS D'ÉQUIPEMENT DE TÉLÉCOMMUNICATION	GRÉ À GRÉ	8 177,00 \$
SOLUTIONS DE RANGEMENT PRISMA INC., LES	ACQUISITIONS DE MOBILIER	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 080,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
SPENCE, JOHN R.	EXPERTISE EN TERMINAL DE POINT DE VENTE	GRÉ À GRÉ	1 963,10 \$
STOP OXYGEN	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	GRÉ À GRÉ	3 450,00 \$
TAQRAMUT TRANSPORT INC.	DÉMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	1 912,29 \$
TAQRAMUT TRANSPORT INC.	DÉMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	1 460,28 \$
THE SPENCER HOTEL	HÉBERGEMENT - FORMATION	GRÉ À GRÉ	1 585,64 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 028,44 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	2 045,96 \$
TRANSPORT ET MESSAGERIE GUÉPARD INC.	COURRIER ET MESSAGERIE	GRÉ À GRÉ	3 800,00 \$
TRANSPORT W. CYR [1984] INC.	DÉMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	1 092,50 \$
TRANSPORT W. CYR [1984] INC.	DÉMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	1 063,75 \$
TRANSPORT W. CYR [1984] INC.	DÉMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	1 178,75 \$
TRIUM MOBILIER DE BUREAU INC.	ACQUISITION DE FOURNITURES	GRÉ À GRÉ	1 948,97 \$
UNIVERSITÉ DE MONCTON	VIDÉOTÉMOIGNAGE	GRÉ À GRÉ	1 097,35 \$
UTC FIRE & SECURITY CANADA INC.	APPEL DE SERVICE - SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	1 005,50 \$
VERRET, LOUIS DR.	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	2 099,99 \$
VISJART	ORGANISATION D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE	GRÉ À GRÉ	1 570,00 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 300,49 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 137,14 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 137,13 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 235,77 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 187,38 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 125,07 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 017,46 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 873,07 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 667,73 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 323,24 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 135,37 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 111,19 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	AVION NOLLISÉ - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 076,02 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - AUTRES (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 276,47 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 137,15 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 137,14 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 745,03 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 745,03 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 873,07 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 804,75 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 692,76 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 381,34 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - FORMATION (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 683,88 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - CONDITIONS DE TRAVAIL (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 287,26 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 313,24 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - AUTRES (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 257,46 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - AUTRES (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 257,46 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - AUTRES (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 200,28 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 416,93 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 416,93 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 354,15 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 137,15 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 137,15 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 137,13 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 745,02 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 235,77 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 235,77 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 125,08 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 446,18 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 381,33 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 804,74 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 354,25 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 354,24 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 254,26 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 137,15 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 745,02 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 677,89 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 235,27 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 235,27 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 257,53 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 125,10 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 873,09 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - AUTRES (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 614,80 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 017,46 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 323,23 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 257,53 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 416,91 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 416,91 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 358,62 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 137,13 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 137,13 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 137,10 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 329,24 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 174,83 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 544,62 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 013,02 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 416,90 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 137,13 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 745,02 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 235,76 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 125,07 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 100,52 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 017,46 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 586,05 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 535,18 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 088,41 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 137,14 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 354,24 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 770,94 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 397,48 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 001,77 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 044,20 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 044,19 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 602,81 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 474,66 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 040,99 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 216,82 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 054,72 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 705,89 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 474,66 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 415,92 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 409,31 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 409,31 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 359,25 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 040,99 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 768,66 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN (3 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	2 069,67 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	1 459,36 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	1 227,60 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
VOYAGES INTER-NATIONS	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 258,27 \$
VOYAGES TERRE ET MONDE	BILLET D'AVION - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 492,06 \$
WATTS, JOEL	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	23 339,38 \$
WOLTERS KLUWER	ABONNEMENT	GRÉ À GRÉ	2 425,00 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
BELL CANADA (COMPAGNIE DE TÉLÉPHONE BELL DU CANADA)	PUBLIER LES COORDONNÉES DES BUREAUX DE L'OFFICE DANS LES PAGES BLEUES	GRÉ À GRÉ	4 435,55 \$
CAZA, MARCO-PIERRE (MÉDIATEUR)	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	236,00 \$
CEDROM-SNI INC.	FOURNIR LA REVUE DE PRESSE ÉCRITE ET ÉLECTRONIQUE POUR LA PÉRIODE DU 9 AOÛT 2016 AU 31 MARS 2017	GRÉ À GRÉ	11 965,77 \$
CENTRE DE MÉDIATION ST-HUBERT INC.	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	547,00 \$
CNW TELBEC	DIFFUSER DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	4 563,50 \$
COMMUNICATION DEMO	SERVICE DE VEILLE DES MÉDIAS ÉLECTRONIQUES	GRÉ À GRÉ	11 892,31 \$
CONSULTANTS LONGPRÉ & ASSOCIÉS INC., LES	FOURNIR DES SERVICES PROFESSIONNELS DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'AIDE À LA PERSONNE	GRÉ À GRÉ	3 960,00 \$
COPIES DE LA CAPITALE INC., LES	EFFECTUER L'IMPRESSON DE DIVERS DOCUMENTS DE L'OFFICE	GRÉ À GRÉ	1 699,13 \$
CÔTÉ, PAUL RAYMOND	EFFECTUER LA TRADUCTION DE DIVERS DOCUMENTS DE L'OFFICE	GRÉ À GRÉ	2 012,50 \$
DE CARDILLAC, FRANÇOISE (MÉDIATEUR)	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	143,00 \$
DEROME, ANDRÉ	HONORAIRES ET FRAIS DE DÉPLACEMENT POUR ASSIGNATION AU TRIBUNAL	GRÉ À GRÉ	1 023,51 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	FOURNIR DES SERVICES D'IMPRESSON	GRÉ À GRÉ	3 560,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ÉDIFICE LES FAÇADES INC.	EFFECTUER DE MENUS TRAVAUX DE DÉMÉNAGEMENT ET D'ENTRETIEN AU BUREAU DE QUÉBEC	GRÉ À GRÉ	1 919,86 \$
ÉDITIONS PROTÉGÉZ-VOUS	INTÉGRATION DE CONTENU WEB	GRÉ À GRÉ	4 000,00 \$
EPM MECANIC	FOURNIR DES SERVICES D'ENTRETIEN DE LA CLIMATISATION DU BUREAU DE MONTRÉAL	GRÉ À GRÉ	1 726,51 \$
FACEBOOK	PLACEMENTS PUBLICITAIRES SUR LES GARANTIES	GRÉ À GRÉ	1 199,57 \$
FACEBOOK	PLACEMENTS PUBLICITAIRES POUR METTRE EN GARDE LES CONSOMMATEURS SUR L'ESCROQUERIE RELIÉE AUX ÉCHANTILLONS GRATUITS	GRÉ À GRÉ	1 000,00 \$
GAGNON, MARIE, MÉDIATEUR	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	404,00 \$
GDI SERVICES [QUÉBEC] S.E.C.	EFFECTUER DE MENUS TRAVAUX DE DÉMÉNAGEMENT ET D'ENTRETIEN AU BUREAU DE MONTRÉAL	GRÉ À GRÉ	1 483,60 \$
GROUPE SECURPLUS	OFFRIR DES SERVICES D'INSTALLATION ET DE CONFIGURATION DE MÉCANISME D'ACCÈS PHYSIQUES SÉCURISÉS	GRÉ À GRÉ	1 161,40 \$
HALLÉ, ANNIE, AVOCATE	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	236,00 \$
IMPRESSIONS STAMPA INC., LES	RÉALISER DES TRAVAUX D'IMPRESSON DE DIFFÉRENTS DOCUMENTS, FORMULAIRES ET PERMIS	GRÉ À GRÉ	5 149,00 \$
INÉO INC.	PARTICIPATION AU SALON NATIONAL DE L'ÉDUCATION 2016 - MONTRÉAL	GRÉ À GRÉ	2 773,00 \$
KAP TACTIQUES NUMÉRIQUES	FOURNIR DES SERVICES-CONSEILS RELATIVEMENT À L'OUTIL DE CUEILLETTE ET D'ANALYSE DE STATISTIQUES « GOOGLE ANALYTICS »	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	840,00 \$
LANDRY, MANON	FORMER UNE NOUVELLE EMPLOYÉE RELATIVEMENT AU SERVICE À LA CLIENTÈLE	GRÉ À GRÉ	1 851,69 \$
LANEVILLE, YVES, MÉDIATEUR	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	261,00 \$
MARTIN, SUZANNE, MÉDIATRICE FAMILIALE	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	547,00 \$
MORIN, YANNICK	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	261,00 \$
NUMÉRIQCA INC.	FOURNIR DES SERVICES D'IMPRESSON	GRÉ À GRÉ	2 550,08 \$
PAQUETTE & ASSOCIÉS, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	FOURNIR DES SERVICES D'HUISSIERS	GRÉ À GRÉ	7 277,07 \$
PIGE COMMUNICATION INC.	EFFECTUER DES TRAVAUX D'ÉDITION	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 475,00 \$
POITRAS, RICHARD (ME RICHARD POITRAS AVOCAT)	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	143,00 \$
PURULATOR INC.	FOURNIR DES SERVICES DE MESSAGERIE	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	11 000,95 \$
RANDSTAD INTÉRIM INC.	FOURNIR DES SERVICES DE PLACEMENT TEMPORAIRE	GRÉ À GRÉ	9 690,97 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
RESSAC MÉDIA	FOURNIR DES SERVICES-CONSEILS RELATIVEMENT À L'OUTIL DE CUEILLETTE ET D'ANALYSE DE STATISTIQUES « GOOGLE ANALYTICS »	GRÉ À GRÉ	562,50 \$
RICOH CANADA INC.	SERVICES SUPPORT RIO LSAP LASERFICHE	GRÉ À GRÉ	24 267,00 \$
ROSS & SHEEHAN INC.	EFFECTUER DES TRAVAUX DE TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	585,10 \$
SAUVÉ, ALAIN (MÉDIATEUR)	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	143,00 \$
SOCIÉTÉ TELUS COMMUNICATIONS	FOURNIR DES SERVICES PROFESSIONNELS EN TÉLÉPHONIE	GRÉ À GRÉ	1 050,00 \$
SOFTCHOICE LP	DROIT D'UTILISATION DE SERVICE LOGICIEL (ADOBE VIP)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	2 156,16 \$
SONNENSCHN, SOLOMON (MÉDIATEUR)	FOURNIR DES SERVICES DE MÉDIATION EN LIGNE	GRÉ À GRÉ	404,00 \$
TALBOT, MICHEL	FAIRE DE LA FORMATION RELATIVE AU DÉVELOPPEMENT D'HABILITÉS DE COMMUNICATIONS TÉLÉPHONIQUES AUX AGENTS DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR	GRÉ À GRÉ	4 374,45 \$
TEXTES IMPECCABLES INC., LES	EFFECTUER DES TRAVAUX DE RÉVISION LINGUISTIQUE DE DOCUMENTS RÉALISÉS PAR L'OFFICE	GRÉ À GRÉ	812,50 \$

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ANALYSE ET CONSEIL ÉCONOMIQUE ANCOM INC.	RÉALISER UNE ANALYSE D'IMPACT RÉGLEMENTAIRE DANS LE CADRE DU PROJET DE MODERNISATION DES LOIS ENCADRANT LES PROFESSIONS D'INGÉNIEUR ET D'ARCHITECTE	GRÉ À GRÉ	10 710,00 \$
BORGEAT, LOUIS	CONSEIL STRATÉGIQUE DANS LE CADRE D'UN PLAN D'ACTION SUR LA DYNAMIQUE D'ÉQUIPE À L'OFFICE.	GRÉ À GRÉ	3 330,00 \$
BOURGAULT, GEORGES-ÉMILE	AGIR À TITRE DE MEMBRE DU COMITÉ CONSULTATIF SCIENTIFIQUE EN MATIÈRE DE CONDITIONS ET MODALITÉS DE VENTE DES MÉDICAMENTS	GRÉ À GRÉ	24 000,00 \$
DROUIN, BERNARD	CONSEILLER ET SOUTENIR L'OFFICE RELATIVEMENT À L'IDENTIFICATION DE BALISES ET NORMES ADÉQUATES RÉGISSANT LES ACTIVITÉS DU DOMAINE DES SCIENCES APPLIQUÉES ET PLUS PARTICULIÈREMENT LA LOI SUR LES INGÉNIEURS	GRÉ À GRÉ	16 170,00 \$
GESTION-CONSEIL MANON DAIGNEAULT INC.	CONSEIL STRATÉGIQUE EN MATIÈRE DE GESTION DE CONFLIT ET D'AMÉLIORATION DE DYNAMIQUE D'ÉQUIPE	GRÉ À GRÉ	16 635,00 \$
GROUPE TOUMORO	CONSULTANT INFORMATIQUE POUR LA MISE À JOUR DE CERTAINS LOGICIELS DU SITE INTERNET DE L'OFFICE (MISE À JOUR DE TYPO3)	GRÉ À GRÉ	9 350,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
LOEWS HOTEL VOGUE	FORMATION DES NOUVEAUX ADMINISTRATEURS NOMMÉS DES ORDRES PROFESSIONNELS : HÉBERGEMENT ET LOCATION DE SALLE	GRÉ À GRÉ	5 295,00 \$
MONTY SYLVESTRE CONSEILLERS JURIDIQUES INC.	FORMATION DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE : FORMATION SUR LA PREUVE DEVANT LES TRIBUNAUX DISCIPLINAIRES	GRÉ À GRÉ	3 000,00 \$
MORNEAU SHEPELL	PROGRAMME D'AIDE AUX EMPLOYÉS	GRÉ À GRÉ	2 280,00 \$
MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS	DANS LE CADRE D'UNE MESURE DU PLAN D'ACTION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE, LOCATION DE DEUX ŒUVRES D'ART QUÉBÉCOISE	GRÉ À GRÉ	1 540,00 \$
PCT COMPOSITION	PRODUCTION DU RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2015-2016	GRÉ À GRÉ	16 732,00 \$
PRICEWATERHOUSE COOPER	AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS 2015-2016 DE L'OFFICE (CONTRAT OCTROYÉ PAR LE VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL)	GRÉ À GRÉ	14 500,00 \$
PROVOST, LOUISE	FORMATION AUX PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE	GRÉ À GRÉ	3 000,00 \$
RETAMAL COVARRUBIAS, LEIRA	SOUTIEN DANS LA MISE EN ŒUVRE D'UN GROUPE DE TRAVAIL EN VUE D'ÉVALUER L'OPPORTUNITÉ D'ENCADRER LA PRATIQUE DES BIOLOGISTES ET DES MICROBIOLOGISTES.	GRÉ À GRÉ	12 705,00 \$
ROBERGE, JEAN-FRANÇOIS	SOUTIEN ET CONSEIL STRATÉGIQUE DANS LE CADRE DE LA PRÉPARATION DU PROJET DE LOI SUR LES SOINS BUCCODENTAIRES	GRÉ À GRÉ	9 750,00 \$
STANEX INC.	ENTRETIEN ET MAINTENANCE DE CERTAINES INFRASTRUCTURES DES SALLES DES SERVEURS	GRÉ À GRÉ	3 594,00 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
1-800-GOT-JUNK	SERVICE DE TRANSPORT	GRÉ À GRÉ	3 414,00 \$
ACCENT FORMATION	FORMATION	GRÉ À GRÉ	3 190,00 \$
ALFID SERVICE IMMOBILIERS LTÉE	SERVICE DE SÉCURITÉ	GRÉ À GRÉ	1 230,62 \$
ALFID SERVICE IMMOBILIERS LTÉE	SERVICE DE SÉCURITÉ	GRÉ À GRÉ	3 120,15 \$
ALFID SERVICE IMMOBILIERS LTÉE	SERVICE DE SÉCURITÉ	GRÉ À GRÉ	4 739,47 \$
ALFID SERVICE IMMOBILIERS LTÉE	SERVICE DE SÉCURITÉ	GRÉ À GRÉ	1 579,82 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ALFID SERVICE IMMOBILIERS LTÉE	ENTRETIEN ET MAINTENANCE	GRÉ À GRÉ	1 017,60 \$
ALFID SERVICE IMMOBILIERS LTÉE	ENTRETIEN ET MAINTENANCE	GRÉ À GRÉ	4 679,90 \$
ARCHIVES IRON MOUNTAIN	DÉCHIQUETAGE	GRÉ À GRÉ	1 857,40 \$
ARCHIVES IRON MOUNTAIN	ENTREPOSAGE SOUS VOÛTE	GRÉ À GRÉ	6 696,05 \$
ASSOCIATION DES PHARMACIENS DU CANADA	ABONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 436,00 \$
AUBERGE GOUVERNEUR SHAWINIGAN	LOCATION DE SALLE	GRÉ À GRÉ	1 201,25 \$
AUBERGE GOUVERNEUR SHAWINIGAN	LOCATION DE SALLE	GRÉ À GRÉ	1 204,00 \$
AUTOBUS LA QUÉBÉCOISE	SERVICE DE TRANSPORT	GRÉ À GRÉ	1 939,00 \$
BARREAU DU QUÉBEC	ACCREDITATION DE COURS	GRÉ À GRÉ	2 200,00 \$
BCL PURIFICATEURS D'EAU INC.	ENTRETIEN	GRÉ À GRÉ	1 240,00 \$
BEST WESTERN HOTEL SAINT-JEROME (L »)	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ À GRÉ	6 000,00 \$
BEST WESTERN UNIVERSEL	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITEUR	GRÉ À GRÉ	1 583,95 \$
CAPITAL TRAITEUR GATINEAU INC.	LOCATION DE SALLE	GRÉ À GRÉ	1 140,00 \$
CATHERINE CLAVEAU, AVOCATE INC.	SERVICE PROFESSIONNEL	GRÉ À GRÉ	20 000,00 \$
CBCI TELECOM	SERVICE DE MAINTENANCE	GRÉ À GRÉ	2 430,00 \$
CBCI TELECOM	SERVICE DE MAINTENANCE	GRÉ À GRÉ	6 268,00 \$
CHATEAU JOLIETTE	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ À GRÉ	1 000,00 \$
CIRA SERVICES MÉDICAUX UNE DIVISION DE SCM HEALTH SOLUTIONS LP	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	1 395,00 \$
COMFORT INN & SUITES SAINT-JÉRÔME	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ À GRÉ	1 260,00 \$
COMPAGNIE KELENY	SERVICE D'INTERPRÈTES	GRÉ À GRÉ	7 984,94 \$
COMPUGEN INC.	RENOUVELLEMENT DE MAINTENANCE INFORMATIQUE	GRÉ À GRÉ	1 442,00 \$
COMPUGEN INC.	RENOUVELLEMENT DE MAINTENANCE INFORMATIQUE	GRÉ À GRÉ	1 122,00 \$
COMPUGEN INC.	RENOUVELLEMENT DE MAINTENANCE INFORMATIQUE	GRÉ À GRÉ	7 020,74 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
CONSEIL DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS CANADIENS	FORMATION	GRÉ À GRÉ	5 975,00 \$
CONVERGE NET INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	GRÉ À GRÉ	2 250,00 \$
COPIBEC	RENOUVELLEMENT DE LICENCES DE REPRODUCTION	GRÉ À GRÉ	4 284,00 \$
COTÉ JOSÉE	SERVICE DE RÉVISION LINGUISTIQUE	GRÉ À GRÉ	1 200,00 \$
COURRIER PUROLATOR LTEE	SERVICE DE TRANSPORT	GRÉ À GRÉ	17 702,72 \$
CPU DESIGN INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 632,50 \$
CREALOGIQUE INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	GRÉ À GRÉ	23 931,00 \$
DELTA TROIS-RIVIERES	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ À GRÉ	1 415,00 \$
DÉMÉNAGEMENT MONT-BRUNO/LAKESHORE MOVING INC.	SERVICE DE TRANSPORT	GRÉ À GRÉ	1 150,00 \$
DRUIDE INFORMATIQUE INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	GRÉ À GRÉ	3 780,00 \$
ÉCOLE NATIONALE DE L'ADMINISTRATION	SERVICE PROFESSIONNEL	GRÉ À GRÉ	3 102,00 \$
ÉCOLE NATIONALE DE L'ADMINISTRATION	SERVICE PROFESSIONNEL	GRÉ À GRÉ	23 000,00 \$
EDITIONS YVON BLAIS (LES)	ABONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 389,25 \$
EDITIONS YVON BLAIS (LES)	ABONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 246,15 \$
EDITIONS YVON BLAIS (LES)	ABONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 178,00 \$
FORUM OUVERT HS	FORMATION	GRÉ À GRÉ	2 200,00 \$
FOUR POINTS HOTEL	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ À GRÉ	3 400,00 \$
FOUR POINTS HOTEL	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ À GRÉ	1 062,50 \$
FOUR POINTS HOTEL	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ À GRÉ	3 400,00 \$
FOUR POINTS HOTEL	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ À GRÉ	3 400,00 \$
FOUR POINTS HOTEL	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ À GRÉ	3 400,00 \$
FOUR POINTS HOTEL	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ À GRÉ	3 400,00 \$
FOUR POINTS HOTEL	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ À GRÉ	3 400,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
FOUR POINTS HOTEL	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ À GRÉ	1 700,00 \$
FOUR POINTS HOTEL	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ À GRÉ	4 500,00 \$
FRAIS CAFÉ NPH	TRAITEUR	GRÉ À GRÉ	4 495,00 \$
FRAIS CAFÉ NPH	TRAITEUR	GRÉ À GRÉ	1 461,75 \$
GARTNER CANADA	SERVICE PROFESSIONNEL TECHNOLOGIQUE	GRÉ À GRÉ	18 071,00 \$
HOLIDAY INN LONGUEUIL	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ À GRÉ	1 470,00 \$
HOTEL CASTEL DE GRANBY	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ À GRÉ	1 400,00 \$
HOTEL GOUVERNEUR TROIS-RIVIÈRES	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITEUR	GRÉ À GRÉ	1 719,22 \$
IMMOBILIERE MFQ INC.	ENTRETIEN ET MAINTENANCE	GRÉ À GRÉ	1 870,40 \$
IMMOBILIERE MFQ INC.	ENTRETIEN ET MAINTENANCE	GRÉ À GRÉ	1 760,72 \$
LE GEORGESVILLE	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ À GRÉ	2 000,00 \$
LE GEORGESVILLE	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ À GRÉ	2 250,00 \$
LEXISNEXIS CANADA (BUTTERWORTHS) INC.	ABONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 355,94 \$
LEXISNEXIS CANADA (BUTTERWORTHS) INC.	ABONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 355,94 \$
L'INFOGRAF	CONCEPTION, INFOGRAPHIE ET IMPRESSION	GRÉ À GRÉ	6 340,00 \$
L'INFOGRAF	CONCEPTION, INFOGRAPHIE ET IMPRESSION	GRÉ À GRÉ	10 782,50 \$
LIZOTTE MÉDICO-EXPERTS	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	1 950,00 \$
MONETTE EXPRESS QUEBEC	SERVICE DE TRANSPORT	GRÉ À GRÉ	2 500,00 \$
MONETTE EXPRESS QUEBEC	SERVICE DE TRANSPORT	GRÉ À GRÉ	2 501,75 \$
OPEN STORAGE SOLUTIONS INC.	RENOUVELLEMENT DE MAINTENANCE INFORMATIQUE	GRÉ À GRÉ	2 262,99 \$
ORACLE CANADA ULC	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	GRÉ À GRÉ	22 397,08 \$
ORDRE DES EVALUATEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC	PUBLICATIONS	GRÉ À GRÉ	1 008,00 \$
PQM.NET	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	GRÉ À GRÉ	1 900,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
PRECTCOM TECHNOLOGIES INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	GRÉ À GRÉ	2 140,00 \$
PREMIUM COLLABORATION	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	GRÉ À GRÉ	1 020,00 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 253,00 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 446,00 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 407,00 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 407,00 \$
SHRED-IT QUÉBEC	DÉCHIQUETAGE	GRÉ À GRÉ	1 561,25 \$
SOFTCHOICE CORPORATION	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 871,49 \$
SOFTCHOICE CORPORATION	ABONNEMENT	GRÉ À GRÉ	4 720,32 \$
SOFTCHOICE CORPORATION	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	GRÉ À GRÉ	1 919,20 \$
SOLUTIONS OXILIO INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	GRÉ À GRÉ	3 763,96 \$
TECHNIPC INFORMATIQUE INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	GRÉ À GRÉ	1 242,56 \$
THOMSON REUTERS	ABONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 392,53 \$
THOMSON REUTERS	ABONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 424,53 \$
THOMSON REUTERS	ABONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 432,53 \$
THOMSON REUTERS	ABONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 420,53 \$
UP TO DATE	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	GRÉ À GRÉ	6 574,15 \$
VOYAGES LAURIER DU VALLON	BILLET D'AVION	GRÉ À GRÉ	1 029,22 \$
VOYAGES LAURIER DU VALLON	BILLET D'AVION	GRÉ À GRÉ	1 071,27 \$
VOYAGES LAURIER DU VALLON	BILLET D'AVION	GRÉ À GRÉ	1 071,27 \$
VOYAGES LAURIER DU VALLON	BILLET D'AVION	GRÉ À GRÉ	1 192,85 \$
VOYAGES LAURIER DU VALLON	BILLET D'AVION	GRÉ À GRÉ	1 192,85 \$
VOYAGES LAURIER DU VALLON	BILLET D'AVION	GRÉ À GRÉ	2 094,03 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
VOYAGES LAURIER DU VALLON	BILLET D'AVION	GRÉ À GRÉ	1 858,54 \$
WILSON & LAFLEUR LTEE	ABONNEMENT	GRÉ À GRÉ	3 525,00 \$
WILSON & LAFLEUR LTEE	ABONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 500,00 \$

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET CES INFORMATIONS SONT AUSSI DISPONIBLE SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://SEAO.CA/](https://seao.ca/)

G.8 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2016-2017 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LE BIAIS DE SON SITE INTERNET OU AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.

- A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;
- B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;
- C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;
- D. LE MONTANT ACCORDÉ;
- E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;
- F. TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.

MINISTÈRE

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
AUCUN.

CES INFORMATIONS SONT TOUTEFOIS DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://SEAO.CA/](https://seao.ca/).

G.9 LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;
- B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;
- C. LA JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU;
- D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.

MINISTÈRE

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU	MONTANT
CGI	MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ-PRIX	7 476 063,75 \$
COFOMO		8 654 072,48 \$
LEVIO	MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ-PRIX	4 999 990,00 \$
CGI		5 971 987,35 \$
COFOMO		5 992 900,91 \$
ESI TECHNOLOGIES	UN SEUL PRESTATAIRE DE SERVICE A PRÉSENTÉ UNE SOUMISSION.	88 920,72 \$
LGS	MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ-PRIX	4 770 290,00 \$
LEVIO		4 597 450,00 \$
CGI		4 948 999,25 \$
NURUN		5 353 408,90 \$
SYSTEMATIX		5 698 800,05 \$
CIAO (NON ACCEPTABLE)		
L-IPSE	MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ-PRIX	2 453 105,80 \$
ALITHYA		2 497 948,00 \$

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU	MONTANT
CGI		2 578 193,36 \$
BMG (NON ACCEPTABLE)		
ABNA (NON ACCEPTABLE)		
LEVIO (NON ACCEPTABLE)		
M3P (NON ACCEPTABLE)		
AFI	MEILLEUR RAPPORT QUALITÉ-PRIX	72 765,00 \$
BMG (NON ACCEPTABLE)		

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU	MONTANT
RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON & CIE S.E.N.C.R.L.	RELANCE DE L'AVIS PUBLIC DE QUALIFICATION CONCERNANT L'ANALYSE DES PROPOSITIONS DE RÉGLEMENTS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE	N/A
PRICEWATERHOUSECOOPERS S.R.L./S.E.N.C.R.L.	RELANCE DE L'AVIS PUBLIC DE QUALIFICATION CONCERNANT L'ANALYSE DES PROPOSITIONS DE RÉGLEMENTS DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE	N/A

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D' AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

CES INFORMATIONS SONT TOUTEFOIS DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://SEAO.CA/](https://seao.ca/).

- G.10** LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2016-2017, EN INDICANT, POUR CHAQUE CONTRAT :
- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
 - B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
 - C. LE COÛT;
 - D. L'ÉCHÉANCIER;
 - E. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, LES NOMS DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.7.

G.11 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.) FOURNIR POUR 2016-2017 :

- A. LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES OEUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;
 - B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);
 - C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;
 - D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;
 - E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;
 - F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;
 - G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;
 - H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.
-

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://WWW.SEAO.CA/](https://www.seao.ca/) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

G.12 POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004 AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

- A. LE NOM DU PROJET;
- B. LA NATURE DU PROJET;
- C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);
- D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;
- E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;
- F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILLÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;
- G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;
- H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;
- I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;
- J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;
- K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU OEUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :
 - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.
- L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS;
- M. NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI POUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES.

MINISTÈRE

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	Coût INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALITÉS
REMPLACEMENT DU SYSTÈME D'ENREGISTREMENT NUMÉRIQUE (SEN) (STATUT : RÉALISATION EN COURS)	REMPLACEMENT DU SYSTÈME D'ENREGISTREMENT NUMÉRIQUE EN SALLES D'AUDIENCE DANS LES PALAIS DE JUSTICE ET POUR LA COUR ITINÉRANTE	5 487 700 \$	741 477 \$	OUI	30 %	AUCUNE

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALITÉS
REFONTE ET DÉPLOIEMENT DU SYSTÈME DES RÔLES CRIMINELS (REF_INFOTRAC) (STATUT : RÉALISATION EN COURS)	IMPLANTATION D'UN SYSTÈME UNIFORME DE GESTION DES RÔLES CRIMINELS DANS 49 PALAIS DE JUSTICE ET POINTS DE SERVICE TRAITANT DES DOSSIERS CRIMINELS. CETTE IMPLANTATION PERMETTRA DE PUBLIER EN LIGNE LES RÔLES DE TOUS LES PALAIS DE JUSTICE (PUR), DE DIMINUER LA SAISIE MANUELLE ET LA SAISIE MULTIPLE, D'ÉCHANGER DES INFORMATIONS AVEC D'AUTRES SYSTÈMES ET D'AUGMENTER LA FIABILITÉ DES DONNÉES.	1 415 300 \$	212 011 \$	OUI	18 %	AUCUNE
DÉPÔT DES PROCÉDURES ET PAIEMENT EN LIGNE AUX PETITES CRÉANCES (STATUT : VOLET « DEMANDE » TERMINÉ - VOLET « RÉPONSE » EN CONCEPTION)	DÉPÔT PAR UN MOYEN TECHNOLOGIQUE ET TRAITEMENT PAR LE GREFFE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES PRINCIPALES RELATIVES AU RECOURVEMENT DES PETITES CRÉANCES SOIT : LA DEMANDE ET LA RÉPONSE. CE MODULE INCLUT LES MÉCANISMES D'IDENTIFICATION À DISTANCE DU CITOYEN, LE PAIEMENT EN LIGNE DES FRAIS JUDICIAIRES, L'ALIMENTATION ET MISE À JOUR AUTOMATISÉE DU PLUMITIF CIVIL ET LE SERVICE DE SUPPORT À DISTANCE APPROPRIÉ À L'UTILISATEUR (CITOYEN).	600 000 \$	970 116 \$	MODERNISATION SYSTÈME EXISTANT	70 %	AUCUNE
REFONTE DU SITE WEB (STATUT : RÉALISATION EN COURS)	REFONTE COMPLÈTE DU SITE WEB ACTUEL (DATANT D'UNE DIZAINE D'ANNÉES), INCLUANT UNE MISE À JOUR DU VISUEL ET DES CONTENUS ET TRANSFERT VERS UNE TECHNOLOGIE MODERNE, ÉVOLUTIVE ET OUVERTE (TYPO3) HÉBERGÉE AU CSPQ.	940 600 \$	756 400 \$	OUI	97 %	AUCUNE
PMET PRINCIPAL – NORMALISATION DES POSTES DE TRAVAIL ET MIGRATION DU SYSTÈME D'EXPLOITATION (STATUT : RÉALISATION EN COURS)	LE PROJET « PRINCIPAL » CONCERNE DIRECTEMENT LES ACTIVITÉS DE MISE À NIVEAU DES LOGICIELS DES POSTES DE TRAVAIL, C'EST-À-DIRE LE PASSAGE DES POSTES VERS LE SYSTÈME D'EXPLOITATION WINDOWS 8.1, LA SUITE OFFICE 2013 ET LE NAVIGATEUR INTERNET EXPLORER 11.	9 288 600 \$	4 476 071 \$	OFFRE DU CSPQ	91 %	AUCUNE
PMET CONNEXE – TRAVAUX EN LIEN AVEC LA NORMALISATION DES POSTES DE TRAVAIL (STATUT : RÉALISATION EN COURS)	COMPLÉMENTAIRE AU PROJET PMET-PRINCIPAL, PMET-CONNEXE EST CONSTITUÉ DE TOUTES AUTRES ACTIVITÉS NÉCESSAIRES ET OBLIGATOIRES POUR LA MISE À NIVEAU DES LOGICIELS DES POSTES DE TRAVAIL; PAR EXEMPLE, LE REMPLACEMENT DE POSTES DE TRAVAIL DÉSUETS.	12 928 100 \$	8 555 317 \$	OFFRE DU CSPQ	95 %	AUCUNE

FONDS D' AIDE AUX VICTIMES D' ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALITÉS
REGISTRE DES VENTES	CRÉATION D'UN NOUVEAU REGISTRE. DÉCOULE DU NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE (NCPC)	3 701 120,00 \$	3 180 079,37 \$	OUI	100 %	

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES**CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALITÉS
INTRANET DPCP (REFONTE)	DÉVELOPPEMENT ET ADAPTATION DE LOGICIEL	676 300,00 \$	191 343,00 \$	OUI	100 %	AUCUNE

FONDS D' AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALITÉS
MISE À JOUR DES SALLES DES SERVEURS	REHAUSSEMENT D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES.	899 200,00 \$	761 300,00 \$	N.A.	100 %	AUCUNE
PVÉ – PROCÈS-VERBAL ÉLECTRONIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE.	625 700,00 \$	368 500,00\$	NON CAR DÉMARRÉ AVANT L'EXISTENCE DE L'EXIGENCE	57 %	AUCUNE
GDN – GESTION DU DOSSIER NUMÉRIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE.	1 207 500,00 \$	912 100,00 \$	NON CAR DÉMARRÉ AVANT L'EXISTENCE DE L'EXIGENCE	68 %	AUCUNE

G.13 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2016-2017 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- A. LA PHOTOCOPIE;
- B. LE MOBILIER DE BUREAU;
- C. L'AMEUBLEMENT;
- D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT;
- E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;
- F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
- G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
- H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
- I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
- J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :
 - I. A. AU QUÉBEC
 - II. B. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

	MJQ	CJA	CDPDJ	CSJ	DPCP	FAAC	OPC	OPQ	TAQ
PHOTOCOPIE	13 761,50 \$	133,50 \$	1 290,00 \$	0,00 \$	N/D	0,00 \$	0,00 \$	N/D	8 762,98 \$
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	581,00 \$	302,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	141,90 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	13,90 \$	160,85 \$	0,00 \$	0,00 \$	26,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS	133 804,85 \$	7 164,38 \$	31 419,00 \$	3 828,00 \$	66 491,00 \$	0,00 \$	13 751,11 \$	13 671,00 \$	12 282,61 \$
FRAIS DE FÊTES (AUCUN FRAIS D'ALCOOL)	0,00 \$	0,00 \$	1 025,00 \$	0,00 \$	865,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	3 157,05 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC	7 177,18 \$	270,20 \$	2 010,00 \$	787,00 \$	33 425,00 \$	0,00 \$	159,06 \$	6 480,00 \$	0,00 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	2 207,38 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	18 404,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
TOTAL	157 046,71 \$	7 728,93 \$	35 744,00 \$	5 196,00 \$	119 513,00 \$	0,00 \$	13 910,17 \$	20 151,00 \$	24 202,64 \$

LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGÉS PAR LE RÉGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

G.14 SÉPARÉMENT, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2016-2017 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, (« BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRE TYPE DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS) UTILISÉS;

B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉS (IPAD OU AUTRES);

C. LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS;

D. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;

E. LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;

F. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;

G. LES NOMS DES FOURNISSEURS;

H. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;

I. LES ORDINATEURS PORTABLES;

J. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS;

K. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE;

L. LES COÛTS DE RÉLIATION, S'IL Y A LIEU.

	MJQ	CJA	CDPDJ	CSJ	DPCP	FAAC	OPC	OPQ	TAQ
LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, « BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRE TYPE DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS	57	2	3	2	22	0	2	2	3
LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES, D'IPAD ET OU D'AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE	50	2	8	2	35	0	3	2	2
LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES	202 872,28	S/O, GROUPE DE PARTAGE (CSPQ)	FORFAIT CSPQ	7 787	81 353	0	8 467	7 390	N/D
LE NOM DES FOURNISSEURS	ROGERS, BELL, TELUS	TÉLÉPHONES : ROGERS VIA CSPQ PORTABLES : MJQ	ROGERS	ROGERS	ROGERS, BELL	-	ROGERS	ROGERS	ROGERS
LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS	9 158,88 \$	60,48 \$	0,00 \$	919,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	90,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS	9 083,34 \$	25,00 \$	904,26 \$	0,00 \$	INFORMATION INCLUSE AUX DONNÉES DU MJQ*	0,00 \$	21,91 \$	2,00 \$	1 525,00 \$

	MJQ	CJA	CDPDJ	CSJ	DPCP	FAAC	OPC	OPQ	TAQ
LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES	24 672,23 \$	756,80\$	0,00 \$	587,00 \$	INFORMATION INCLUSE AUX DONNÉES DU MJQ*	0,00 \$	687,33 \$	670,00 \$	INCLUS DANS LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS
LE COÛT DES FRAIS D'ITTINÉRANCE	251,81 \$	0,00 \$	67,71 \$	0,00 \$	INFORMATION INCLUSE AUX DONNÉES DU MJQ*	0,00 \$	7,96 \$	16,00 \$	0,00 \$
LES COÛTS DE RÉSILIATION	2 247,81 \$	0,00 \$	0,00 \$	50,00 \$	INFORMATION INCLUSE AUX DONNÉES DU MJQ*	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

*LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUE EST COMPRIS DANS CELUI DU MJQ. LE DPCP REMBOURSE UN MONTANT GLOBAL AU MJQ POUR L'OBTENTION DES SERVICES INFORMATIQUES ET DE COMMUNICATIONS.

LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 25).

G.15

CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :

- A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); **35 ANS ET PLUS**;
 - B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); **35 ANS ET MOINS**;
 - C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;
 - D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS, DE 100 JOURS ET PLUS ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
 - E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) – LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;
 - F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;
 - G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS, ET 100 JOURS ET PLUS ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
 - H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;
 - I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGÉPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;
 - J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);
 - K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;
 - L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;
 - M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);
 - N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAÎNS EXERCICES BUDGÉTAIRES;
 - O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;
 - P. LE NOMBRE DE DÉPART VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;
 - Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2016-2017 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES;
 - R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTAURATION DE LA LOI.
-

MINISTÈRE

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif		Femmes		Hommes		Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones		
	Régulier	Occa	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :															
Moins de 35 ans	3	0	3	3	0,1%	0	0,0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
35 ans et plus	128	0	128	72	2,8%	56	7,7%	5	1,2%	0	0%	0	0%	2	3,7%
Total	131	0	131	75	2,9%	56	7,7%	5	1,2%	0	0%	0	0%	2	3,7%
Personnel professionnel :															
Moins de 35 ans	96	139	235	159	6,3%	76	10,4%	21	4,9%	1	2,2%	3	12,0%	4	7,4%
35 ans et plus	519	22	541	326	12,8%	215	29,5%	43	10,0%	4	8,7%	3	12,0%	5	9,3%
Total	615	161	776	485	19,1%	291	40,0%	64	14,9%	5	10,9%	6	24,0%	9	16,7%
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :															
Moins de 35 ans	134	384	518	456	17,9%	62	8,5%	95	22,1%	5	10,9%	7	28,0%	19	33,3%
35 ans et plus	846	993	1839	1 524	60,0%	315	43,3%	265	61,8%	36	78,2%	12	48,0%	24	46,3%
Total	980	1377	2 357	1 980	77,9%	377	51,8%	360	83,9%	41	89,1%	19	76,0%	43	79,6%
Personnel ouvrier :															
Moins de 35 ans	0	1	1	0	0,0%	1	0,1%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
35 ans et plus	1	5	6	1	0,0%	5	0,7%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Total	1	6	7	1	0,0%	6	0,8%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Total par GROUPE D'ÂGE:															
Moins de 35 ans	233	524	757	618	24,3%	139	19,1%	116	27,0%	6	13,0%	10	40,0%	23	40,7%
35 ans et plus	1 495	1 020	2 515	1 924	75,7%	591	80,9%	313	73,0%	40	87,0%	15	60,0%	31	59,3%
Total	1 728	1 544	3 272	2 542	100%	730	100%	429	100%	46	100%	25	100%	54	100%

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

INCLUANT LES DONNÉES DU FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2016-2017
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	382,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	3 593,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	13 388,5
PERSONNEL OUVRIER	18,5
TOTAL	17 383

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 17 MARS 2017, CSPQ.

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	N.D.
PERSONNEL PROFESSIONNEL	6 082,4	3 348,5	9 430,9	N.D.
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	25 703,1	8 673,4	34 376,5	N.D.
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	N.D.
TOTAL	31 785,4	12 022,0	43 807,4	N.D.

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 2 MARS 2017, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	109,5	125	169	693	1004,5	235,5	155	115,5	170,5	203,5	105	119,5	3 205,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	489	560,5	1 209	2 829	4 786	848,5	449,5	330,5	628,5	516,5	260,5	418	13 325,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	1 169	1 251,5	2 198,5	6 081	9 920	1 959	1 131,5	853,5	2 234	1 720,5	1 276	1 342,5	31 137
PERSONNEL OUVRIER	0	10	21	1	3	1,5	6	0	4	3,5	0	0	50
TOTAL	1 767,5	1 947	3 597,5	9 604	15 713,5	3 044,5	1 742	1 299,5	3 037	2 444	1 641,5	1 880	47 718

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 17 MARS 2017, CSPQ.

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, TECHNICIENS, PROFESSIONNELS, PROFESSIONNELS, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	3	2	13	12	0	29
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3	3	10	14	0	30
CAPITALE-NATIONALE	61	451	132	156	0	800
MAURICIE	4	3	11	27	0	45
ESTRIE	2	3	13	21	0	39
MONTRÉAL	28	128	88	158	1	403
OUTAOUAIS	3	2	8	20	0	33
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	1	12	27	0	44
CÔTE-NORD	3	1	6	10	0	20
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	1	0	0	1
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	0	5	10	0	16
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	1	5	8	0	14
LAVAL	2	3	6	13	0	24
LANAUDIÈRE	3	4	8	22	0	37
LAURENTIDES	3	4	15	34	0	56
MONTÉRÉGIE	9	11	32	67	0	119
CENTRE-DU-QUÉBEC	2	0	5	11	0	18
TOTAL	131	615	370	610	1	1 728

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2016-2017
EXPERT	84
ÉMÉRITE	0

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2016-2017
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	20

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	3	2	14	48	0	67
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3	3	13	58	0	77
CAPITALE-NATIONALE	61	539	158	334	0	1 093
MAURICIE	4	4	12	59	1	80
ESTRIE	2	3	17	57	0	79
MONTRÉAL	28	187	122	599	2	938
OUTAOUAIS	3	2	9	80	0	94
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	2	16	68	1	91
CÔTE-NORD	3	1	6	29	0	39
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	1	6	0	7
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	1	2	7	33	0	43
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	1	5	31	0	37
LAVAL	2	3	7	59	1	72
LANAUDIÈRE	3	6	8	58	0	75
LAURENTIDES	3	6	17	104	0	130
MONTÉRÉGIE	9	13	42	239	2	305
CENTRE-DU-QUÉBEC	2	2	5	36	0	45
TOTAL	131	776	459	1 898	7	3 272

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2016-2017 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

CETTE DONNÉE N'EST PAS DISPONIBLE.

R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIF			FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	RÉGULIER	OCCA	TOTAL	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
35 ANS ET PLUS	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
TOTAL	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
PERSONNEL PROFESSIONNEL :															
MOINS DE 35 ANS	1	0	1	1	20%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
35 ANS ET PLUS	2	0	2	0	40%	2	100%	0	0%	1	100%	0	0%	0	0%
TOTAL	3	0	3	1	60%	2	100%	2	100%	1	100%	0	0%	0	0%
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
35 ANS ET PLUS	2	0	2	2	66,7%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
TOTAL	2	0	2	2	100%	2	100%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
PERSONNEL OUVRIER :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	%	0	%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
35 ANS ET PLUS	0	0	0	0	%	0	%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
TOTAL	0	0	0	0	%	0	%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
TOTAL PAR GROUPE D'ÂGE:															
MOINS DE 35 ANS	1	0	1	1	20%	0	33,3%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
35 ANS ET PLUS	4	0	4	2	80%	2	66,7%	2	100%	1	100%	0	0%	0	0%
TOTAL	5	0	5	3	100%	2	100%	2	100%	1	100%	0	0%	0	0%

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2016-2017
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	20
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	2,5
PERSONNEL OUVRIER	0
TOTAL	22,5

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 17 MARS 2017, CSPQ.

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENSEIGNEMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	N.D.
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0	0	0	N.D.
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0	0	0	N.D.
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	N.D.
TOTAL	0	0	0	N.D.

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 2 MARS 2017, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	3	1,5	3	22	23	0,5	6	2	3	0	1	0	65
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0	0	3	4	17	0	0	1	1	4	0	0	30
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	3	1,5	6	26	40	0,5	6	3	4	4	1	0	95

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 17 MARS 2017, CSPQ.

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;

LES INFORMATIONS RENSEIGNEMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	3	2	0	0	5
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTRÉAL	0	0	0	0	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	3	2	0	0	5

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2017, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

AUCUN.

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

AUCUN.

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	3	2	0	0	5
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	0	0	0	0	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	3	2	0	0	5

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2017, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2016-2017 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

CETTE DONNÉE N'EST PAS DISPONIBLE.

R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

FONDS ACCÈS JUSTICE

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIF			FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	RÉGULIER	OCCA	TOTAL	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
35 ANS ET PLUS	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
TOTAL	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
PERSONNEL PROFESSIONNEL :															
MOINS DE 35 ANS	1	0	1	1	25%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
35 ANS ET PLUS	3	0	3	3	75%	0	0%	1	100%	0	0%	0	0%	0	0%
TOTAL	4	0	4	4	100%	0	0%	1	100%	0	0%	0	0%	0	0%
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
35 ANS ET PLUS	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
TOTAL	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
PERSONNEL OUVRIER :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
35 ANS ET PLUS	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
TOTAL	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
TOTAL PAR GROUPE D'ÂGE:															
MOINS DE 35 ANS	1	0	1	1	25%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
35 ANS ET PLUS	3	0	3	3	75%	0	0%	1	100%	0	0%	0	0%	0	0%
TOTAL	4	0	4	4	100%	0	100%	1	100%	0	0%	0	0%	0	0%

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	N.D.
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0,1	0	0,1	N.D.
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0	0	0	N.D.
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	N.D.
TOTAL	0,1	0	0,1	N.D.

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 2 MARS 2017, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0	0	1	10	28	0,5	0	0	3,5	6	0	0	49,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	1	10	28	0,5	0	0	3,5	6	0	0	49,0

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 17 MARS 2017, CSPQ.

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1^o DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	4	0	0	0	4
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTRÉAL	0	0	0	0	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	4	0	0	0	4

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

AUCUN.

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

AUCUN.

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	4	0	0	0	4
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTRÉAL	0	0	0	0	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	4	0	0	0	4

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2016-2017 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

CETTE DONNÉE N'EST PAS DISPONIBLE.

R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTITUTION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

FONDS DES REGISTRES

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	EFFECTIF			FEMMES		HOMMES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		PERSONNES HANDICAPÉES		AUTOCHTONES		ANGLOPHONES	
	RÉGULIER	OCCA	TOTAL	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%	NB	%
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0%	0	0%	0	0	0%
35 ANS ET PLUS	3	0	3	3	3,8%	0	0%	1	2,0%	0	0%	0	0	0	0%
TOTAL	3	0	3	3	3,8%	0	0%	1	2,0%	0	0%	0	0	0	0%
PERSONNEL PROFESSIONNEL :															
MOINS DE 35 ANS	4	0	4	3	3,8%	1	2,2%	1	2,0%	0	0%	0	0	0	0%
35 ANS ET PLUS	42	0	42	24	30,0%	18	40,0%	16	31,3%	0	0%	0	0	0	0%
TOTAL	46	0	46	27	33,8%	19	42,2%	17	33,3%	0	0%	0	0	0	0%
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS :															
MOINS DE 35 ANS	7	2	9	4	5,0%	5	11,1%	3	5,9%	0	0%	0	0	0	0%
35 ANS ET PLUS	58	9	67	46	57,5%	21	46,7%	30	58,8%	0	0%	0	0	0	0%
TOTAL	65	11	76	50	62,5%	26	57,8%	33	64,7%	0	0%	0	0	0	0%
PERSONNEL OUVRIER :															
MOINS DE 35 ANS	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0	0%
35 ANS ET PLUS	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0	0%
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0	0	0%
TOTAL PAR GROUPE D'ÂGE:															
MOINS DE 35 ANS	11	2	13	7	8,8%	6	13,3%	4	7,8%	0	0%	0	0	0	0%
35 ANS ET PLUS	103	9	112	73	91,2%	39	86,7%	47	92,2%	0	0%	0	0	0	0%
TOTAL	114	11	125	80	100%	45	100%	51	100%	0	0%	0	0	0	0%

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2016-2017
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	2
PERSONNEL PROFESSIONNEL	246,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	538
PERSONNEL OUVRIER	0
TOTAL	786,5

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	N.D.
PERSONNEL PROFESSIONNEL	249,1	53,2	302,4	N.D.
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	197,0	83,9	280,9	N.D.
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	N.D.
TOTAL	446,2	137,1	583,3	N.D.

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 2 MARS, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	1	19	0	1	34	21	25	7,5	4	3	3	5	123,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	25	43	58	125	241	44	46,5	20	58	34	30	56	780,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	56	86,5	107,5	283	276,5	112,5	66	49,5	78	99	113	104,5	1 432
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	82	148,5	165,5	709	551,5	177,5	137,5	77	140	137	146	165,5	2 336

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;

LES INFORMATIONS RENSEIGNEMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	0	0	0	0	0
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	3	46	50	15	0	114
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	3	46	50	15	0	114

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2016-2017
EXPERT	8
ÉMÉRITE	0

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

AUCUN.

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATEGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELLES/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	0	0	0	0	0
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	3	46	54	22	0	125
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	3	46	54	22	0	125

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION – DRH.

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATEGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2016-2017 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

CETTE DONNÉE N'EST PAS DISPONIBLE.

R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

LES DONNÉES DU FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS SONT INCLUSES DANS LA RÉPONSE DU MINISTÈRE.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique : Moins de 35 ans					%				%						%
					%				%						%
Total					%				%						%
Personnel professionnel : Moins de 35 ans					%				%						%
	1		1	1	50,00 %				%						%
Total	1		1	1	50,00 %				%						%
Personnel de bureau, techniciens et assimilés : Moins de 35 ans					%				%						%
					%				%						%
Total	1		1	1	50,00 %				%						%
Personnel ouvrier : Moins de 35 ans					%				%						%
					%				%						%
Total	1		1	1	50,00 %				%						%
Total par GROUPE D'AGE: Moins de 35 ans					%				%						%
					%				%						%
Total	2		2	2	100,00 %				%						%
35 ans et plus					%				%						%
					%				%						%
Total	2		2	2	100,00 %				%						%

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE LA L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE LA L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE				
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0	0	0	0 \$
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0	0	0	0 \$
PERSONNEL OUVRIER				
TOTAL	0	0	0	0 \$

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE													
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0	0	0	15	0	0	0	0	0	0	0	0	15
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	4	0	5	4	0	0	0	0	2	0	0	0	15
PERSONNEL OUVRIER													
TOTAL	4	0	5	19	0	0	0	0	2	0	0	0	30

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE LA L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1^o DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2017

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE		1		1		2
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL						
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL		1		1		2

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

AUCUN.

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

AUCUN.

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATEGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2017

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE		2		1		3
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL						
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL		2		1		3

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2016-2017 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

AUCUN.

R. L'FFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTITAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES EMPLOYÉS DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE SONT PAS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE (R.L.R.Q., c-F3.1.1).

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LES EMPLOYÉS DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES NE SONT PAS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE (R.L.R.Q., c-F3.1.1).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Régulier		Occa		Effectif		Femmes		Hommes		Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones		
	Nb	%	Nb	%	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	
Procureur en chef, procureur en chef adjoint et procureur :																			
Moins de 35 ans	175		58		233	22,6%	171	73,4%	62	26,6%	13	5,6%	0	0,0%	1	0,4%	2	0,9%	
35 ans et plus	405		8		413	40,0%	248	60,0%	165	40,0%	16	3,9%	1	0,2%	2	0,5%	9	2,2%	
Total	580		66		646	62,5%	419	64,9%	227	35,1%	29	4,5%	1	0,2%	3	0,5%	11	1,7%	
Encadrement supérieur et juridique :																			
Moins de 35 ans	1		0		1	0,1%	1	100,0%	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	
35 ans et plus	16		0		16	1,5%	8	50,0%	8	50,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	
Total	17		0		17	1,6%	9	52,9%	8	47,1%	1	5,9%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	
Personnel professionnel :																			
Moins de 35 ans	7		0		7	0,7%	4	57,1%	3	42,9%	0	0,0%	0	0,0%	1	14,3%	0	0,0%	
35 ans et plus	44		1		45	4,4%	31	68,9%	14	31,1%	1	2,2%	1	2,2%	0	0,0%	0	0,0%	
Total	51		1		52	5,0%	35	67,3%	17	32,7%	1	1,9%	1	1,9%	1	1,9%	0	0,0%	
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :																			
Moins de 35 ans	69		17		86	8,3%	79	91,9%	7	8,1%	9	10,5%	1	1,2%	0	0,0%	0	0,0%	
35 ans et plus	205		27		232	22,5%	213	91,8%	19	8,2%	24	10,3%	2	0,9%	2	0,9%	2	0,9%	
Total	274		44		318	30,8%	292	91,8%	26	8,2%	33	10,4%	3	0,9%	2	0,6%	2	0,6%	
Personnel ouvrier :																			
Moins de 35 ans	0		0		0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	
35 ans et plus	0		0		0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	
Total	0		0		0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	
Total par GROUPE D'ÂGE:																			
Moins de 35 ans	252		75		327	31,7%	255	78,0%	72	22,0%	23	7,0%	1	0,3%	2	0,6%	2	0,6%	
35 ans et plus	670		36		706	68,3%	500	70,8%	206	29,2%	41	5,8%	4	0,6%	4	0,6%	11	1,6%	
Total	922		111		1033	100,0%	755	73,1%	278	26,9%	64	6,2%	5	0,5%	6	0,6%	13	1,3%	

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2016-2017
PROCUREUR EN CHEF, PROCUREUR EN CHEF ADJOINT ET PROCUREUR	3 757
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	56
PERSONNEL PROFESSIONNEL	361
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	2 022
PERSONNEL OUVRIER	0
TOTAL	6 196

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉS DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
PROCUREUR EN CHEF, PROCUREUR EN CHEF ADJOINT ET PROCUREUR	10 129	11 241	21 370	2 544 \$
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	73	0	73	197 \$
PERSONNEL PROFESSIONNEL	904	774	1 678	1 487 \$
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	4 438	2 124	6 562	713 \$
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0 \$
TOTAL	15 544	14 139	29 683	1 889 \$

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
PROUREUR EN CHEF, PROCUREUR EN CHEF ADJOINT ET PROCUREUR	544	473	673	3 069	3 409	524	382	345	748	425	153	0	10 745
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	15	9	32	121	85	6	9	3	34	5	4	0	323
PERSONNEL PROFESSIONNEL	23	20	98	301	325	65	33	17	89	32	6	0	1 009
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	181	154	600	1 175	1 480	178	190	128	411	260	83	0	4 840
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	763	656	1 403	4 666	5 299	773	614	493	1 282	722	246	0	16 917

G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1^o DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

État des effectifs réguliers au 17 février 2017

RÉGIONS/BUREAUX	ADM. D'ÉTAT	POSTES D'ENCADREMENT	PROCTUREURS	AVOCATS	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL EFFECTIFS RÉGULIERS
BUREAU DE LA DIRECTRICE ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL								
TOTAL	2	5	9	1	9	11	1	38
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES								
TOTAL	0	5	23	1	1	7	18	55
BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE								
TOTAL	0	4	17	1	3	5	2	32
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION								
TOTAL	0	4	0	0	28	13	5	50
QUÉBEC								
TOTAL	0	6	51	0	0	6	26	89
EST DU QUÉBEC								
TOTAL	0	5	24	0	0	4	17	50
CENTRE-DU-QUÉBEC								
TOTAL	0	8	63	0	2	13	22	108
SUD DU QUÉBEC								
TOTAL	0	8	61	0	1	7	26	103
MONTRÉAL								
TOTAL	0	8	94	0	1	12	26	141
QUEST DU QUÉBEC								
TOTAL	0	5	29	0	0	2	13	49
NORD-DU-QUÉBEC								
TOTAL	0	4	20	0	0	2	9	35
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL								
TOTAL	0	1	17	0	0	1	0	19
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE								
TOTAL	0	5	40	0	1	4	11	61
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES								
TOTAL	0	7	58	0	3	11	2	81
TOTAL	2	75	506	3	49	98	178	911

Total : 911

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2016-2017
EXPERT	11
ÉMÉRITE	1

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2016-2017
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	2

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

Nombre de postes au 17 février 2017

RÉGIONS/BUREAUX	ADM. D'ÉTAT	POSTES D'ENCADREMENT	PROCUREURS	AVOCATS	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL EFFECTIFS RÉGULIERS
BUREAU DE LA DIRECTRICE ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL								
TOTAL	2	5	9	1	9	12	1	39
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES								
TOTAL	0	5	41	1	1	7	25	80
BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE								
TOTAL	0	4	18	1	3	5	2	33
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION								
TOTAL	0	4	0	0	29	16	5	54
QUÉBEC								
TOTAL	0	6	61	0	0	6	31	104
EST DU QUÉBEC								
TOTAL	0	5	28	0	0	4	18	55
CENTRE-DU-QUÉBEC								
TOTAL	0	8	74	0	2	16	26	126
SUD DU QUÉBEC								
TOTAL	0	8	70	0	1	9	33	121
MONTRÉAL								
TOTAL	0	8	107	0	1	13	26	155
OUEST DU QUÉBEC								
TOTAL	0	5	35	0	0	2	15	57
NORD-DU-QUÉBEC								
TOTAL	0	4	21	0	0	2	13	40
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL								
TOTAL	0	1	17	0	0	1	0	19
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE								
TOTAL	0	5	45	0	1	4	14	69
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES								
TOTAL	0	7	61	0	3	11	3	85
TOTAL	2	75	587	3	50	108	212	1037

Total : 1037

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATEGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISON DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2016-2017 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

AUCUN.

R. L'FFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

FONDS D' AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :															
Moins de 35 ans															
35 ans et plus	1		1	1	100 %			1	100 %						
Total	1		1	1	100 %			1	100 %						
Personnel professionnel :															
Moins de 35 ans															
35 ans et plus	1		1	1	100 %										
Total	1		1	1	100 %										
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :															
Moins de 35 ans															
35 ans et plus	2		2	1	50 %			1	50 %						
Total	2		2	1	50 %			1	50 %						
Personnel ouvrier :															
Moins de 35 ans															
35 ans et plus															
Total															
Total par GROUPE D'ÂGE:															
Moins de 35 ans															
35 ans et plus	4		4	3	75 %	1	25 %	2	50 %						
Total	4		4	3	75 %	1	25 %	2	50 %						

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

LES INFORMATIONS RENSEIGNEMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE LA L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENSEIGNEMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE LA L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

AUCUN.

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	6			10					2	3			21
PERSONNEL PROFESSIONNEL	1				13	2							16
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS				5	10	1	3	1	4		6		30
PERSONNEL OUVRIER													
TOTAL	7	0	0	15	23	3	3	1	6	3	6	0	67

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE LA L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, TECHNICIENS, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

ÉTAT DES EFFECTIFS RÉGULIERS AU 31 MARS 2017

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE						
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL	1	1	1	1		4
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL						

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

AUCUN.

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

AUCUN.

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

NOMBRE DE POSTES AU 31 MARS 2017

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE						
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL	1	1	1	1		4
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL						

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2016-2017 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTS

AUCUN.

R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTITUTION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occ.	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :															
Moins de 35 ans			0		0,0 %				0,0 %						0,0 %
35 ans et plus	10		10	3	30 %	7	70 %		0,0 %						0,0 %
Total	10	0	10	3	30 %	7	70 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Personnel professionnel :															
Moins de 35 ans	4	3	7	4	10,5 %	3	7,9 %		0,0 %						0,0 %
35 ans et plus	31		31	20	52,6 %	11	28,9 %		0,0 %	1	2,6 %				0,0 %
Total	35	3	38	24	63,1 %	14	36,8 %	0	0,0 %	1	2,6 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :															
Moins de 35 ans	16	5	21	16	21,9 %	5	6,8 %	3	4,1 %	1	1,4 %				0,0 %
35 ans et plus	48	4	52	42	57,5 %	10	13,7 %	8	11,0 %	2	2,7 %	2	2,7 %	2	0,0 %
Total	64	9	73	58	79,4 %	15	20,5 %	11	15,1 %	3	4,1 %	2	2,7 %	2	0,0 %
Personnel ouvrier :															
Moins de 35 ans			0		0,0 %		0,0 %		0,0 %						0,0 %
35 ans et plus			0		0,0 %		0,0 %		0,0 %						0,0 %
Total	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total par GROUPE D'AGE:															
Moins de 35 ans	20	8	28	20	23,5 %	8	22,2 %	3	27,3 %	1	25,0 %			3	0,0 %
35 ans et plus	89	4	93	65	76,5 %	28	77,8 %	8	72,7 %	3	75,0 %	2	100,0 %	8	0,0 %
Total	109	12	121	85	100,0 %	36	100,0 %	11	100,0 %	4	100,0 %	2	100,0 %	11	0,0 %

LES ÉTUDIANTS ET STAGIAIRES EN PLACE NE SONT PAS COMPTABILISÉS DANS LE PRÉSENT DÉCOMPTÉ.
DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2017.

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2016-2017
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	13,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	197,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	560,5
PERSONNEL OUVRIER	S/O
TOTAL	771,00

En date du 28 février 2017, ces données n'étaient pas disponibles.

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENSEIGNEMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL.

CATÉGORIE D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE			
PERSONNEL PROFESSIONNEL	347,86	93,65	441,51
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	330,21	270,22	600,43
PERSONNEL OUVRIER			
TOTAL	678,07	363,87	1 041,94

En date du 28 février 2017, ces données n'étaient pas disponibles.

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	1,0	2,0	6,0	48,5	59,5	11,0	3,0	21,0	8,5	24,0	0,0	7,5	192,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	25,0	37,0	72,0	179,0	174,5	43,5	18,0	35,0	20,5	16,5	9,5	5,5	636,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	76,5	68,0	130,5	215,5	329,0	107,5	58,0	22,5	86,5	66,0	36,5	53,0	1 249,5
PERSONNEL OUVRIER													
TOTAL	102,5	107,0	208,5	443,0	563,0	162,0	79,0	78,5	115,5	106,5	46,0	66,0	2 077,5

En date du 28 février 2017, ces données n'étaient pas disponibles.

G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC., ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

EFFECTIFS RÉGULIERS EN PLACE AU 28 FÉVRIER 2017									
RÉGION	CATÉGORIE D'EMPLOI								
	HORS CADRE	CADRE JURIDIQUE	CADRE	PROF. ¹	TECH.	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL		
BUREAUX CENTRAUX									
QUÉBEC	1		3	20	13	2	39		
MONTRÉAL	1	1	1	13	10	1	27		
TROIS-RIVIÈRES			1	2	1		4		
SOUS-TOTAL	2	1	5	35	24	3	70		
BUREAUX RÉGIONAUX									
QUÉBEC			1		8		9		
MONTRÉAL			1		12		13		
GASPÉ					1		1		
GATINEAU					3		3		
RIMOUSKI					1		1		
ROUYN-NORANDA					1		1		
SAGUENAY					2		2		
SEPT-ÎLES					1		1		
SHERBROOKE					2		2		
SAINTE-JÉRÔME					2		2		
TROIS-RIVIÈRES					4		4		
SOUS-TOTAL			2		37		39		
TOTAL	2	1	7	35	61	3	109		

K. ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR ;

	2016-2017
EXPERT	4
ÉMÉRITE	-

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE ;

	2016-2017
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	7

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS) ;

EFFECTIF TOTAL EN PLACE (RÉGULIERS ET OCCASIONNELS) - VENTILATION AU 28 FÉVRIER 2017							
RÉGION	HORS CADRE	CADRE JURIDIQUE	CADRE	PROF. ¹	TECH.	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
BUREAUX CENTRAUX							
QUÉBEC	1		3	22	13	6	45
MONTREAL	1	1	1	14	10	1	28
TROIS-RIVIÈRES			1	2	1	1	5
SOUS-TOTAL	2	1	5	38	24	8	78
BUREAUX RÉGIONAUX							
QUÉBEC			1		9		10
MONTREAL			1		13		14
GASPÉ					1		1
GATINEAU					3		3
SAGUENAY					1		1
RIMOUSKI					1		1
ROUYN-NORANDA					2		2
SEPT-ÎLES					1		1
SHERBROOKE					2		2
SAINT-JÉRÔME					4		4
TROIS-RIVIÈRES					4		4
SOUS-TOTAL			2		41		43
TOTAL	2	1	7	38	65	8	121

¹ INCLUT LES JURISTES

- N. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS) ;**
- LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.
- O. ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR**
- LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.
- P. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE**
- LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.
- Q. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)**
- AUCUN.
- R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTAURATION DE LA LOI**
- LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :															
	Moins de 35 ans	0	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
	35 ans et plus	4	0	4	2	3,6%	7,3%	2	3,6%	0	0%	0	0%	0	0%
	Total	4	0	4	2	3,6%	7,3%	2	3,6%	0	0%	0	0%	0	0%
Personnel professionnel :															
	Moins de 35 ans	3	0	3	2	3,6%	5,5%	1	1,8%	0	0%	0	0%	0	0%
	35 ans et plus	28	1	29	17	30,9%	52,7%	12	21,8%	3	5,5%	0	0%	0	0%
	Total	31	1	32	19	34,5%	58,2%	13	23,6%	3	5,5%	0	0%	0	0%
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :															
	Moins de 35 ans	3	1	4	3	5,5%	7,3%	1	1,8%	0	0%	0	0%	0	0%
	35 ans et plus	14	1	15	14	25,5%	27,3%	1	1,8%	1	1,8%	0	0%	0	0%
	Total	17	2	19	17	30,9%	34,5%	2	3,6%	1	1,8%	0	0%	0	0%
Personnel ouvrier :															
	Moins de 35 ans					%	%		%		%		%		%
	35 ans et plus					%	%		%		%		%		%
	Total					%	%		%		%		%		%
Total par GROUPE D'ÂGE:															
	Moins de 35 ans	6	1	7	5	9,1%	12,7%	2	3,6%	0	0%	0	0%	0	0%
	35 ans et plus	46	2	48	33	60,0%	87,3%	15	27,3%	4	7,3%	0	0%	0	0%
	Total	52	3	55	38	69,1%	100%	17	30,9%	4	7,3%	0	0%	0	0%

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2016-2017
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	200
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	110,5
PERSONNEL OUVRIER	0
TOTAL	315,5

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;**2016-2017**

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	0 \$
PERSONNEL PROFESSIONNEL	595,53	382,71	978,24	662,54 \$
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	241,31	29,03	270,34	57,27 \$
PERSONNEL OUVRIER				
TOTAL	836,84	411,74	1 248,58	1 197 \$

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE		19,0	11,0	1,0	11,0		4,0			13,0			59,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	10,5	11,0	42,0	147,5	223,0	33,5	15,0	7,5	19,0	32,0		3,5	544,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	12,0	25,5	34,0	54,5	97,0	31,0	14,0	19,0	31,5	29,0	3,0	3,5	353,0
PERSONNEL OUVRIER													
TOTAL	22,5	55,5	87,0	203,0	331,0	64,5	33,0	26,5	50,5	74,0	3,0	7,0	956,5

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS, DE 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE LA L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PROFESSIONNELS DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

État des effectifs réguliers au 31 mars 2017

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE	3	27	7	4		41
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL	1	4	2	4		11
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRÉGIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL	4	31	11	8		52

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2016-2017
EXPERT	10
ÉMÉRITE	

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2016-2017
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	12

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

Nombre de postes au 31 mars 2017

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT						
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
CAPITALE-NATIONALE	3	28	9	4		43
MAURICIE						
ESTRIE						
MONTRÉAL	1	4	2	4		11
OUTAOUAIS						
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE						
CÔTE-NORD						
NORD-DU-QUÉBEC						
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE						
CHAUDIÈRE-APPALACHES						
LAVAL						
LANAUDIÈRE						
LAURENTIDES						
MONTÉRIE						
CENTRE-DU-QUÉBEC						
TOTAL	4	32	11	8		55

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATEGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2016-2017 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTS

AUCUN.

R. L'FFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTITUTION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :															
Moins de 35 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
35 ans et plus	7	0	7	5	71,43%	2	28,57%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Total	7	0	7	5	71,43%	2	28,57%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Personnel professionnel :															
Moins de 35 ans	7	4	11	3	42,85%	4	57,14%	1	14,29%	0	0	0	0%	0	0%
35 ans et plus	24	1	25	15	62,50%	9	37,50%	4	16,67%	0	0%	0	0%	1	4,17%
Total	31	5	36	18	58,06%	13	41,94%	5	16,12%	0	0%	0	0%	1	3,23%
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :															
Moins de 35 ans	25	4	29	22	88,00%	3	12,00%	5	20,00%	0	0%	0	0%	0	0%
35 ans et plus	90	8	98	72	80,00%	18	20,00%	21	23,33%	3	3,33%	0	0%	1	2,50%
Total	115	12	127	94	81,74%	21	18,26%	26	22,60%	3	2,61	0	0%	1	0,87%
Personnel ouvrier :															
Moins de 35 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%	0	0%
35 ans et plus	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Total	0	0	0	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%
Total par GROUPE D'ÂGE:															
Moins de 35 ans	32	8	40	25	78,13%	7	21,88	6	18,75%	0	0	0	0	0	0
35 ans et plus	121	9	130	92	76,03%	29	23,97%	25	20,66%	3	2,48%	0	0%	2	1,65%
Total	153	17	170	117	76,47	36	23,53%	31	20,26	3	1,96	0	0%	2	1,31%

C. NOMBRE DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2016-2017
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	9,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	204,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	981,0
PERSONNEL OUVRIER	0
TOTAL	1195

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE LA L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0	664,85	664,85	851,89
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	128,01	387,18	515,19	150,32
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0
TOTAL	128,01	1052,03	1180,04	1002,2

F. NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	2	5	0,5	13	70,5	8,5	11,0	7,0	22	9,5	8,5	3	160,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	20	30,5	42,5	136,5	197,0	104,5	18	16	54	58,5	7	9	693,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	84,5	193	257	481	623	194,5	106	74	16135	189,5	100,5	124,5	2589,0
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	106,5	228,5	300	630,5	890,5	307,5	135	97	237,5	257,5	116	136,5	3443

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;

LES INFORMATIONS RENSEIGNEMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE LA L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENSEIGNEMENTS RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

État des effectifs réguliers au 31 mars 2017

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	4	19	28	25	0	76
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTRÉAL	3	12	25	37	0	77
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	7	31	53	62	0	153

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2016-2017
EXPERT	10
ÉMÉRITE	0

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2016-2017
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	10

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (DIRECTION CENTRALE OU RÉGIONS)

Nombre de postes au 31 mars 2017

RÉGIONS	CADRES	PROFESIONNELS/ PROFESIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	6	25	33	27	0	91
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTRÉAL	3	15	30	42	0	90
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	9	40	63	69	0	181

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATEGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2016-2017 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

AUCUN.

R. L'FFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTITUTION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.16 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE, PAR DIRECTION :

- A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2015-2016 ET EN 2016-2017, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES.
- B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;
- C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2017-2018 ET 2018-2019 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;
- D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.

A ET C. LA RÉPONSE À CES QUESTIONS SERONT TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

MINISTÈRE

- B. **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2016-2017 AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'À ÉTÉ FIXÉ.

- D. **NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2017**

35

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

- B. **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2016-2017 AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'À ÉTÉ FIXÉ

- D. **NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2017**

AUCUN

FONDS ACCÈS JUSTICE

- B. **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2016-2017 AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'À ÉTÉ FIXÉ.

- D. **NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2017**

AUCUN

FONDS DES REGISTRES

- B. **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2016-2017 AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'À ÉTÉ FIXÉ.

- D. **NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2017**

AUCUN

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

- B. **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2016-2017 AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'À ÉTÉ FIXÉ.

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2017

AUCUN

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

1 REMPLACEMENT

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2017

1 RETRAITÉ

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

19 REMPLACEMENTS

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2017

1 RETRAITÉ

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

21 REMPLACEMENTS

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2017

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

POUR L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017, AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'À ÉTÉ FIXÉ AU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES.

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2017

AU TOTAL, LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS AU DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES DURANT LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2016 AU 17 FÉVRIER 2017 S'ÉLÈVE À 13.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

AUCUN.

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2017

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

- B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

4

- D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2017**

2 RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE ONT ÉTÉ ENGAGÉS POUR UN CONTRAT EN 2016-2017.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

- B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

1 REMPLACEMENT À L'INTERNE

- D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2017**

1 RETRAITÉ

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

- B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2016-2017 AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'À ÉTÉ FIXÉ.

- D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS, ET CE, EN DATE DU 31 MARS 2017**

AUCUN.

G.17 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2016-2017 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

- A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
- C. LA SUPERFICIE TOTAL RÉELLEMENT OCCUPÉE;
- D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
- E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
- F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
- G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATION RÉALISÉ DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
- H. LA DURÉE DU BAIL;
- I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
- J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.

MINISTÈRE

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2016	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
725, BOUL. HARVEY OUEST, ALMA	414 368,13 \$	3 003,80	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
891, 3E RUE OUEST, AMOS	566 684,91 \$	3 033,10	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
242, RUE PRINCIPALE SUD, AMOS	83 714,40 \$	533,34	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
29, BOUL. ST-BENOIT OUEST, AMOQUI	104 941,21 \$	550,45	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
71, AVENUE MANCE, BAIE-COMEAU	388 517,47 \$	2 569,25	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
30, RUE JOHN, CAMPBELL'S BAY	195 826,29 \$	865,06	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
17, RUE LACROIX, CARLETON-SUR-MER	41 883,27 \$	264,41	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
860, 3E RUE, CHIBOUGAMAU	109 927,51 \$	775,92	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
227, RUE RACINE EST, CHICOUTIMI	1 361 491,89 \$	5 719,75	23 406,64 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
920, RUE PRINCIPALE, COWANSVILLE	815 296,79 \$	1 722,22	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1420, BOUL. WALBERG, DOLBEAU-MISTASSINI	69 810,51 \$	531,08	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1680, BOUL. SAINT-JOSEPH, DRUMMONDVILLE	360 398,61 \$	2 412,91	7 491,06 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
134, ROUTE 138 EST, FORESTVILLE	32 705,86 \$	210,31	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
11, RUE DE LA CATHÉDRALE, GASPÉ	48 392,19 \$	242,07	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
170, RUE HÔTEL-DE-VILLE, GATINEAU	2 356 002,44 \$	10 517,17	15 500,46 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
77, RUE PRINCIPALE, GRANBY	509 027,97 \$	4 588,40	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
200, RUE SAINT-MARC, JOLIETTE	1 418 213,28 \$	6 237,36	52 726,20 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2016	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
450, RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE	40 123,38 \$	375,18	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
604, SIURALIKUUT STREET, KUJUUJUAQ	95 985,45 \$	349,40	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1123, IMIRTAVIK ROAD, KUJUUJUAQ	41 824,75 \$	109,95	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
985, RUE MAKIVIK, KUJUUJUAQ	34 354,98 \$	109,72	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1125, HENRI JAMET AVENUE, KUJUUJARAPIK	56 288,21 \$	334,57	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
30, CHEMIN DE LA VALLÉE, LA MALBAIE	241 067,75 \$	1 015,18	13 795,84 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
655, 2E RUE EST, LA SARRE	67 061,28 \$	407,59	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
290, RUE SAINT-JOSEPH, LA TUQUE	62 180,58 \$	477,55	416,88 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
505, RUE BETHANY, LACHUTE	31 848,96 \$	215,47	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
5527, RUE FRONTENAC, LAC-MÉGANTIC	102 229,93 \$	636,49	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
2800, BOUL. SAINT-MARTIN OUEST, LAVAL	2 222 712,14 \$	9 169,17	8 000,13 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
405, CHEMIN D'EN HAUT, L'ÎLE DU HAVRE-AUBERT	169 740,89 \$	412,95	19 135,45 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
2555, BOUL. ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL	1 897 443,35 \$	11 000,34	25 309,15 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
7, RUE PRINCIPALE EST, MAGOG	9 665,92 \$	276,60	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
266, RUE NOTRE-DAME, MANIWAKI	111 262,80 \$	718,90	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
382, RUE ST-JÉRÔME, MATANE	100 683,55 \$	689,26	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
40, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, MONT-JOLI	25 351,48 \$	358,72	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
645, RUE DE LA MADONE, MONT-LAURIER	1 216 883,25 \$	3 521,54	2 067,59 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
25, RUE DU PALAIS DE JUSTICE, MONTMAGNY	1 152 034,84 \$	2 702,21	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
85, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	46 843,17 \$	682,74	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
450, BOUL. GOUIN OUEST, MONTRÉAL	1 150 897,55 \$	3 159,51	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	15 273 953,09 \$	80 510,67	428 226,42 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
100, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL - CA	3 820 963,30 \$	12 601,09	24 681,65 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
410, RUE DE BELLECHASSE EST, MONTRÉAL - CJ	3 003 123,64 \$	12 866,74	651,16 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL - FARC	54 021,33 \$	275,43	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
87, BOUL. GÉRARD-D.-LÉVESQUE, NEW CARLISLE	452 931,93 \$	2 327,18	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
460, BOUL. LOUIS-FRÉCHETTE, NICOLET	4 227,74 \$	30,16	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
124, ROUTE 132, PERCÉ	421 186,37 \$	1 887,74	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
PUVRINITUK	125 664,77 \$	415,84	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
300, BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	6 725 199,58 \$	32 450,86	47 158,35 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1665, BOUL. WILFRID-HAMEL OUEST, QUÉBEC	9 074,23 \$	150,75	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2016	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
2875, BOUL. LAURIER, QUÉBEC	259 251,30 \$	1 276,05	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC - 1200	2 546 796,67 \$	17 530,49	1 118 580,88 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1, MONTÉE DES ARSENAUX, REPENTIGNY	9 309,63 \$	100,00	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
183, AVE DE LA CATHÉDRALE, RIMOUSKI	264 994,95 \$	2 559,07	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
33, RUE DE LA COUR, RIVIÈRE-DU-LOUP	868 982,84 \$	4 247,46	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
750, BOUL. SAINT-JOSEPH, ROBERVAL	179 824,26 \$	1 352,89	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
2, AVE DU PALAIS, ROUYN-NORANDA	318 211,19 \$	1 817,33	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
85, RUE ST-VINCENT, SAINTE-AGATHE-DES- MONTS	57 199,67 \$	314,00	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
10, BOUL. STE-ANNE OUEST, SAINTE-ANNE-DES-MONTS	80 478,64 \$	539,62	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1550, RUE DESSAULES, SAINT-HYACINTHE	494 175,66 \$	3 345,69	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
6625 BOULEVARD CHOQUETTE, SAINT-HYACINTHE	64 597,50 \$	636,70	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
109, RUE SAINT-CHARLES, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	1 086 989,20 \$	5 006,91	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
25, RUE DE MARTIGNY OUEST, SAINT-JÉRÔME	2 279 108,37 \$	9 942,67	4 908,77 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
85, RUE DE MARTIGNY OUEST, SAINT-JÉRÔME	474 180,96 \$	3 343,14	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
795, AVE DU PALAIS, SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	867 523,91 \$	4 220,81	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
74 RUE ACADEMIE, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	2 481 920,21 \$	8 600,16	2 149,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
8, AVENUE DES CÈDRES, SENNETERRE	31 697,71 \$	358,46	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
425, BOUL. LAURE, SEPT-ÎLES	516 989,44 \$	1 846,40	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
106, RUE NAPOLÉON, SEPT-ÎLES	4 710,20 \$	53,00	2 569,20 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
212, 6E RUE, SHAWINIGAN	606 683,77 \$	2 783,87	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
375, RUE KING OUEST, SHERBROOKE	1 296 850,39 \$	7 184,96	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
1040, BOUL. QUEEN VICTORIA, PORTE 200, SHERBROOKE	21 144,53 \$	283,66	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
46, RUE CHARLOTTE, SOREL-TRACY	472 153,00 \$	2 851,33	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
693, RUE ST-ALPHONSE NORD, THETFORD MINES	540 719,41 \$	1 912,33	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
2900, RUE BELLEFEUILLE, TROIS-RIVIÈRES	59 658,83 \$	645,00	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
878, RUE DE TONNANCOUR, TROIS-RIVIÈRES	70 934,16 \$	459,13	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
850, RUE HART, TROIS-RIVIÈRES	1 804 998,80 \$	7 372,08	27 339,65 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
900, 7E RUE, VAL-D'OR	1 137 845,61 \$	2 650,98	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
800, BOUL. BOIS-FRANCS SUD, VICTORIAVILLE	254 613,15 \$	1 893,28	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
8, RUE ST-GABRIEL NORD, VILLE-MARIE	172 730,80 \$	1 326,87	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI

FONDS D' AIDE AUX VICTIMES D' ACTES CRIMINELS

INCLUS DANS LA RÉPONSE DU MINISTÈRE

FONDS ACCÈS JUSTICE

INCLUS DANS LA RÉPONSE DU MINISTÈRE

FONDS DES REGISTRES

INCLUS DANS LA RÉPONSE DU MINISTÈRE

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D' AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2016	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L' ESPACE LOUÉ
500, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE, MONTRÉAL	204 463,49 \$	613,18	6 384,18 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI

ORGANISMES**CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D' AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2016	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L' ESPACE LOUÉ
CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE 575, RUE JACQUES-PARIZEAU, BUREAU 4.30 QUÉBEC (QUÉBEC) GIR 2G4	71 122,80 \$	253,09	0,00 \$	1 ^{ER} AVRIL 2016 AU 31 MARS 2017	LA CAPITAL IMMOBILIÈRE MFQ INC.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2016	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
360, RUE ST-JACQUES, MONTRÉAL	1 408 173,00 \$	5 222,23	16 288,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
227, RUE RACINE, CHICOUTIMI	8 579,00 \$	43,32	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
456, RUE ARNAUD, SEPT-ÎLES	4 151,00 \$	23,55	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
375, RUE KING, SHERBROOKE	17 927,00 \$	106,50	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
227, RUE ST-GEORGES, ST-JÉRÔME	34 292,00 \$	219,11	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
851, 5E AVENUE, VAL-D'OR	9 213,00 \$	32,73	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
100, RUE LAVIOLETTE, TROIS-RIVIÈRES	19 026,00 \$	139	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI
575, RUE ST-AMABLE, QUÉBEC	129 105,00 \$	434,89	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2016	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
25 ROUTE 138, FORESTVILLE	21 572,00 \$	175,00	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
283 BOULEVARD LA SALLE, BAIE-COMEAU	45 914,00 \$	343,45	0,00 \$	4 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
700 BOULEVARD LAURE, SEPT-ÎLES	46 637,00 \$	429,29	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
746 RUE NOTRE-DAME, VICTORIAVILLE	43 001,00 \$	309,92	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
547 RUE COMMERCIALE, LA TUQUE	12 054,00 \$	80,16	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
500 AVENUE BROADWAY, SHAWINIGAN	42 243,00 \$	331,56	0,00 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
320 AVENUE SAINT-LAURENT, LOUISEVILLE	13 368,00 \$	93,00	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
420 RUE SAINT-GEORGES, DRUMMONDVILLE	55 552,00 \$	334,52	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1350 RUE ROYALE, TROIS-RIVIÈRES	177 160,00 \$	982,47	0,00 \$	12 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1ER AVRIL 2016	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
640 RUE CHICOINE, VAUDREUIL-DORION	21 839,00 \$	92,79	0,00 \$	3 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
55 RUE PRINCIPALE, GRANBY	36 936,00 \$	269,28	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
147 BOULEVARD SAINT-JEAN-BAPTISTE, CHÂTEAUGUAY	32 097,00 \$	205,60	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
232 RUE LONGUEUIL, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	40 745,00 \$	246,85	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
431 AVENUE SAINTE-ANNE, SAINT-HYACINTHE	55 726,00 \$	251,92	12 623 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
75 RUE GEORGE, SOREL-TRACY	45 321,00 \$	267,86	0,00 \$	6 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
6200 BOULEVARD TASCHEREAU, BROSSARD	65 325,00 \$	292,65	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
377 BOULEVARD CURÉ-POIRIER, LONGUEUIL	81 684,00 \$	403,43	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
151 RUE SALABERRY, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	61 757,00 \$	349,45	0,00 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
101 BOULEVARD ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL	90 411,00 \$	322,09	0,00 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
101 PLACE CHARLES-LEMOYNE, LONGUEUIL	134 817,00 \$	549,05	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
406 RUE DU SUD, COWANSVILLE	38 217,00 \$	204,34	0,00 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
53 RUE DU TERMINUS, ROUYN-NORANDA	41 631,00 \$	216,75	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
360 RUE PRINCIPALE, LA SARRE	16 968,00 \$	133,75	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
361 3E RUE, CHIBOUGAMAU	13 963,00 \$	91,66	0,00 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
3 RUE SAINTE-ANNE, VILLE-MARIE	16 529,00 \$	120,90	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
566 1RE AVENUE, AMOS	60 059,00 \$	365,57	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
604 SIURALITUUK STREET, KUUJUAQ	19 697,00 \$	66,04	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1ER AVRIL 2016	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
660 MAKLUK STREET, KUJUUJUAQ	26 048,00 \$	84,18	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
575 KATINGAJIT ROAD, KUJUUJUAQ	42 571,00 \$	105,00	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
849 5E AVENUE, VAL-D'OR	67 797,00 \$	376,13	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
450 RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE	99 847,00 \$	583,28	0,00 \$	INDÉTERMINÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
85 RUE DE MARTIGNY, SAINT-JÉRÔME	63 373,00 \$	395,83	0,00 \$	3 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
891 RUE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER, TERREBONNE	23 425,00 \$	111,27	0,00 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
118 RUE PRINCIPALE, SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	23 056,00 \$	98,82	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
10 A BOULEVARD BRIEN, REPENTIGNY	42 983,00 \$	224,45	0,00 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
220 BOULEVARD LABELLE, SAINTE-THÉRÈSE	40 879,00 \$	222,58	0,00 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
11 CHEMIN DE LA GRANDE-CÔTE, SAINT-EUSTACHE	16 339,00 \$	122,22	8 185,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
460 RUE LABELLE, SAINT-JÉRÔME	208 545,00 \$	924,23	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
585 RUE HÉBERT, MONT-LAURIER	41 683,00 \$	270,78	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
505 AVENUE BÉTHANIE, LACHUTE	19 937,00 \$	149,42	0,00 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
18 RUE DU MANÈGE, COATICOOK	13 916,00 \$	71,00	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
674 RUE DUFFERIN, STANSTEAD	2 443,00 \$	27,44	0,00 \$	6 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
201 BOULEVARD CRÉMAZIE, MONTRÉAL	159 879,00 \$	825,46	0,00 \$	INDÉTERMINÉ	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
5800 RUE SAINT-DENIS, MONTRÉAL	123 886,00 \$	670,48	58 775 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
5879 BOULEVARD HENRI-BOURASSA, MONTRÉAL-NORD	110 964,00 \$	601,06	0,00 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1ER AVRIL 2016	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
3535 CHEMIN QUEEN-MARY, MONTRÉAL	130 317,00 \$	509,52	23 380,00 \$	6 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
4250 RUE WELLINGTON, VERDUN	155 915,00 \$	618,52	0,00 \$	11 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
425 BOULEVARD DE MAISONNEUVE, MONTRÉAL	267 561,00 \$	1 157,62	0,00 \$	25 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1055 BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE, MONTRÉAL	148 189,00 \$	567,01	0,00 \$	11 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
5100 RUE SHERBROOKE, MONTRÉAL	143 712,00 \$	620,41	0,00 \$	21 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
440 BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE, MONTRÉAL	101 089,00 \$	450,96	0,00 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1717 BOULEVARD SAINT-MARTIN, LAVAL	124 892,00 \$	716,19	0,00 \$	7 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
800 BOULEVARD DE MAISONNEUVE, MONTRÉAL	473 114,00 \$	1 747,57	3 985,00 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
420 BOULEVARD CHAREST, QUÉBEC	94 156,00 \$	506,30	0,00 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
5350 BOULEVARD HENRI-BOURASSA, QUÉBEC	52 895,00 \$	381,59	0,00 \$	1AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
5130 BOULEVARD GUILLAUME-COUTURE, LÉVIS	52 052,00 \$	328,58	0,00 \$	1AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
700 AVENUE ROBERT-CLICHE, SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	28 219,00 \$	228,44	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
400 BOULEVARD JEAN-LESAGE, QUÉBEC	208 252,00 \$	1 104,63	0,00 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
8500 BOULEVARD HENRI-BOURASSA, QUÉBEC	71 445,00 \$	509,76	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
11535 1RE AVENUE, SAINT-GEORGES	37 858,00 \$	242,87	0,00 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
68 RUE DU PALAIS DE JUSTICE, MONTMAGNY	30 460,00 \$	212,11	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
21 RUE PATRICK-MORGAN, LA MALBAIE	16 892,00 \$	121,89	0,00 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
33 RUE DE LA COUR, RIVIÈRE-DU-LOUP	40 304,00 \$	398,83	0,00 \$	9 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1ER AVRIL 2016	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
308 RUE DE LA GARE, MATANE	31 745,00 \$	222,60	0,00 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
6 1RE AVENUE, SAINTE-ANNE-DES-MONTS	12 376,00 \$	119,02	0,00 \$	6 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
505 AVENUE DAIGNEAULT, CHANDLER	36 988,00 \$	180,42	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
185 BOULEVARD DE YORK, GASPÉ	32 670,00 \$	165,46	0,00 \$	7 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
455 CHEMIN AVILA-ARSENEAU, CAP-AUX-MEULES	20 121,00 \$	103,47	0,00 \$	7 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
320 RUE SAINT-GERMAIN, RIMOUSKI	102 757,00 \$	702,30	0,00 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
49 BOULEVARD SAINT-BENOÎT, AMQUI	19 808,00 \$	131,11	0,00 \$	10 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
122 BOULEVARD PERRON, NEW RICHMOND	31 236,00 \$	188,13	0,00 \$	9 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
38 RUE SAINT-PHILIPPE, TÉMISCOUATA-SUR-LE-LAC	18 423,00 \$	109,98	0,00 \$	6 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
3639 BOULEVARD HARVEY, JONQUIÈRE	45 384,00 \$	318,93	0,00 \$	6 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
267 RUE RACINE, CHICOUTIMI	89 793,00 \$	537,45	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
1341 BOULEVARD WALLBERG, DOLBEAU-MISTASSINI	21 820,00 \$	127,13	0,00 \$	6 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
845 BOULEVARD SAINT-JOSEPH, ROBERVAL	26 604,00 \$	155,18	0,00 \$	1 AN	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
301 RUE ALBERT, LA BAIE	23 388,00 \$	100,83	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
530 RUE COLLARD, ALMA	42 898,00 \$	255,49	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
150 RUE SAINTE-CATHERINE, MONTRÉAL	574 391,00 \$	1 658,41	0,00 \$	5 ANS	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
225 RUE KING OUEST, SHERBROOKE	196 921,00 \$	1 130,22	0,00 \$	10 ANS	GILLES BOISVERT INC.
57, RUE NOTRE-DAME OUEST, THETFORD MINES	41 465,00 \$	311,18	0,00 \$	5 ANS	COMPAGNIE (9164-4222) INC.
321, RUE CHASSÉ, ASBESTOS	19 285,00 \$	169,89	0,00 \$	5 ANS	M.R.C. ASBESTOS
4340 B, RUE LAVAL, LAC-MÉGANTIC	21 850,00 \$	102,19	10 918,00 \$	5 ANS	PLACEMENTS L.H.V. INC.

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1ER AVRIL 2016	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
42, RUE PRINCIPALE OUEST BUREAU 200, MAGOG	39 442,00 \$	182,22	0,00 \$	5 ANS	OPTO GESTION INC.
225 RUE KING OUEST, SHERBROOKE	81 764,00 \$	534,19	0,00 \$	10 ANS	GILLES BOISVERT INC.
207, ST-GEORGES, WINDSOR	900,00 \$	19,71	0,00 \$	1 AN	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI
245, RUE MONTCALM, DISRAÉLI	2 400,00 \$	18	0,00 \$	6 ANS	C.L.S.C. FRONTENAC
510, BOUL MALONEY, BUREAU 201, GATINEAU	45 897,00 \$	223,7	0,00 \$	5 ANS	6611923 CANADA INC.
142, RUE FRONT, CAMPBELL'S BAY	16 200,00 \$	142,6	0,00 \$	5 ANS	ROBERT C. LARIVIÈRE ET CHRISTINE BURKE
116, RUE KING, BUREAU C, MANIWAKI	15 420,00 \$	111,5	0,00 \$	5 ANS	75835910 CANADA INC
135, RUE JOSEPH, GATINEAU	48 000,00 \$	237,0	0,00 \$	5 ANS	MARQUIS LAFLEUR INC ET ÉRIC ROBILLARD
136, RUE WRIGHT, GATINEAU	114 072,00 \$	546,3	0,00 \$	5 ANS	135 933 CANADA INC.
365, BOUL. GRÉBER, BUR 202, GATINEAU	59 906,00 \$	313,7	0,00 \$	5 ANS	LES IMMEUBLES TASSÉ
204, CHEMIN AYLMER, GATINEAU	28 673,00 \$	102,5	0,00 \$	5 ANS	4201221 CANADA INC.
768, BOUL. ST-JOSEPH, BUREAU 210, GATINEAU	89 298,00 \$	419,0	0,00 \$	5 ANS	146 786 CANADA INC.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1ER AVRIL 2016	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
725, RUE HARVEY OUEST, ALMA	34 255,32 \$	249,07		INFORMATION SQI	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES (SQI)
891, 3E RUE OUEST, AMOS	89 268,96 \$	485,63		INFORMATION SQI	SQI
27, BOUL. SAINT-BENOIT OUEST, AMQUI	4 507,03 \$	23,51		5 ANS	MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMITÉ DE LA MATAPÉDIA
71, AVENUE MANCE, BAIE-COMEAU	42 572,97 \$	244,26	427,84 \$	INFORMATION SQI	SQI
30, RUE JOHN, CAMPBELL'S BAY	12 620,30 \$	55,75		INFORMATION SQI	SQI
17, RUE LACROIX, CARLETON-SUR-MER	9 228,89 \$	58,80		RECONDUCTION ANNUELLE DEPUIS NOVEMBRE 2013	IMMEUBLES VIGIE CARLETON INC.
860, 3E RUE, CHIBOUGAMAU	2 208,69 \$	15,59		5 ANS	LES IMMEUBLES DU NORD
1680, BOUL. SAINT-JOSEPH, DRUMMONDVILLE	68 757,26 \$	418,52		INFORMATION SQI	SQI
134, ROUTE 138 EST, FORESTVILLE	1 763,52 \$	11,34		INFORMATION SQI	SQI
170, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, GATINEAU	381 610,46 \$	1 723,02		INFORMATION SQI	SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1ER AVRIL 2016	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
77, RUE PRINCIPALE, GRANBY	81 431,46 \$	661,86		INFORMATION SQI	SQI
450, RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE	158 012,00 \$	1 077,95	102 872,32 \$	INFORMATION SQI	SQI
604, SIURALITUUK STREET, KUUJUAQ	18 796,03 \$	68,42		5 ANS	ADMINISTRATION RÉGIONALE KATTIVIK
KUUJUAQ	113 984,86 \$	219,58		INFORMATION SQI	SQI
30, CHEMIN DE LA VALLÉE, LA MALBAIE	37 322,01 \$	157,17	2 086,20 \$	INFORMATION SQI	SQI
655, 2E RUE EST, LA SARRE	1 900,25 \$	11,55		5 ANS	LES IMMEUBLES NORBI INC.
290, RUE SAINT-JOSEPH, LA TUQUE	6 308,42 \$	46,32	588,72 \$	RECONDUCTION MENSUELLE DEPUIS JUIN 2013	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CARREFOUR LA TUQUE
2800, BOUL. SAINT-MARTIN OUEST, LAVAL	313 612,19 \$	1 278,14	879 282,96 \$		SQI
2555, BOUL. ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL	256 146,22 \$	1 471,61	12 099,85 \$		SQI
2178, RUE DU COLISÉE, LONGUEUIL	141 639,52 \$	617,46		5 ANS	8821267 CANADA INC.
125, BOUL. SAINTE-FOY, LONGUEUIL	56 759,78 \$	333,51		5 ANS	IMMEUBLES JCY ROBERT INC.
266, RUE NOTRE-DAME, MANIWAKI	31 009,55 \$	189,59	329 667,80 \$		SQI
382, AVENUE SAINT-JÉRÔME, MATANE	23 218,14 \$	151,95			SQI
597, AVENUE DU PHARE EST, MATANE	55 195,10 \$	394,62	202 760,96 \$	5 ANS	9272-4053 QUÉBEC INC.
40, AVENUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, MONT-JOLI	2 483,14 \$	35,68		RECONDUCTION ANNUELLE DEPUIS AVRIL 2016	CORPORATION MUNICIPALE MONT-JOLI
645, RUE DE LA MADONE, MONT-LAURIER	98 702,67 \$	296,90			SQI
110, AVENUE JACQUES-CARTIER, MONTMAGNY	170 331,15 \$	389,14			SQI
1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	1 115 047,56 \$	5 685,11	4 100,99 \$		SQI
2050, RUE DE BLEURY, MONTRÉAL	245 145,97 \$	544,32	22 138,21 \$	RECONDUCTION ANNUELLE DEPUIS NOVEMBRE 2016	LES GESTIONS CHÂTEAU D'OR LTÉE
380, RUE SAINT-ANTOINE OUEST, MONTRÉAL	647 240,71 \$	2 305,96	276 312,46 \$	6 ANS	IVANHOÉ CAMBRIDGE (CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC)
410, RUE DE BELLECHASSE, MONTRÉAL	358 558,09 \$	1 550,84	2 694,31 \$		SQI
450, BOUL. GOUIN OUEST, MONTRÉAL	257 100,47 \$	711,03			SQI
87, BOUL. GÉRARD-D.-LÉVESQUE, NEW CARLISLE	48 613,07 \$	235,28			SQI
124, ROUTE 132, PERCÉ	42 404,12 \$	179,63			SQI
ROUTE PUVIRNITUQ, PURVIRNITUQ	24 306,37 \$	39,96		10 ANS	ASSOCIATION COOPÉRATIVE DE POVUNGNITUK
300, BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	573 152,47 \$	2 646,35			SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1ER AVRIL 2016	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
2828, BOUL. LAURIER, QUÉBEC	1 071 281,64 \$	4 911,13	493,64 \$	10 ANS	COMPLEXE JULES-DALLAIRE INC.
400, BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	56 695,21 \$	330,77		10 ANS	ÉDIFICE LES FAÇADES INC.
2, RUE SAINT-GERMAIN EST, RIMOUSKI	126 794,47 \$	658,09		2 ANS ET 4 MOIS	GESTION M. B.S. INC.
183, AVENUE DE LA CATHÉDRALE, RIMOUSKI	9 429,09 \$	100,02			SQI
33, RUE DE LA COUR, RIVIÈRE-DU-LOUP	90 209,02 \$	436,53			SQI
750, BOUL. SAINT-JOSEPH, ROBERVAL	19 193,13 \$	142,75			SQI
53, BOUL. DE L'ANSE, ROBERVAL	94 370,32 \$	394,44		5 ANS	GESTION CARON ET GRENIER INC.
2, AVENUE DU PALAIS, ROUYN-NORANDA	63 052,22 \$	338,57			SQI
227, RUE RACINE EST, SAGUENAY	167 677,40 \$	679,79			SQI
10, BOUL. SAINTE-ANNE OUEST, SAINTE-ANNE-DES-MONTS	15 517,59 \$	101,83		5 ANS	DOMINIQUE MICHAUD
1550, RUE DESSAILLES, SAINT-HYACINTHE	55 854,59 \$	365,38	2 737,33 \$		SQI
109, RUE SAINT-CHARLES, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	155 366,42 \$	691,10			SQI
85, RUE DE MARTIGNY OUEST, SAINT-JÉRÔME	180 733,08 \$	1 152,41			SQI
372, RUE LAVIOLETTE, SAINT-JÉRÔME	113 245,33 \$	658,62		5 ANS	9256-3634 QUÉBEC INC.
795, AVENUE DU PALAIS, SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	67 064,80 \$	308,07			SQI
74, RUE ACADÉMIE, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	354 253,13 \$	1 256,34			SQI
425, BOUL. LAURE, SEPT-ÎLES	48 701,29 \$	176,48			SQI
212, 6E RUE DE LA POINTE, SHAWINIGAN	99 580,80 \$	447,96			SQI
375, RUE KING OUEST, SHERBROOKE	184 611,46 \$	1 017,22			SQI
46, RUE CHARLOTTE, SOREL-TRACY	29 233,27 \$	172,37			SQI
693, RUE SAINT-ALPHONSE NORD, THETFORD MINES	62 700,88 \$	221,34			SQI
850, RUE HART, TROIS-RIVIÈRES	175 352,21 \$	699,40	251,76 \$		SQI
878, RUE DE TONNANCOUR, TROIS-RIVIÈRES	69 838,78 \$	401,02			SQI
900, 7E RUE, VAL-D'OR	150 545,01 \$	351,45			SQI
800, BOUL. DES BOIS-FRANCS SUD, VICTORIAVILLE	66 447,59 \$	483,31			SQI
8, RUE SAINT-GABRIEL NORD, VILLE-MARIE	7 387,71 \$	56,75			SQI

FONDS D' AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2016	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
PALAIS DE JUSTICE, 1 RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	30 276,07 \$	141,50	0,00 \$	INFORMATION SQI	INFORMATION SQI

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL *	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2016	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
100, RUE LAVIOLETTE, RC 11, TROIS-RIVIÈRES	32 669,52 \$	236,37		-	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
337, RUE MOREAULT, RIMOUSKI	6 516,02 \$	43,98		-	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
5199, RUE SHERBROOKE EST, AILE A, BUREAU 3671, MONTRÉAL	277 624,20 \$	1 290,54	182 398,06 \$	2007-07-01 AU 2017-06-30	CAPREIT 2 LIMITED PARTNERSHIP
456, AVENUE ARNAUD, BUREAU 1.05, SEPT-ÎLES	8 256,96 \$	46,85		1992-02-01 AU 2017-12-31	GESTION IMMOBILIÈRE DE LA RIVE
170, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, BUREAU 8.300, GATINEAU	34 692,48 \$	143,52		-	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
400, BOUL. JEAN-LESAGE, BUREAU 450, QUÉBEC	266 656,56 \$	1 448,12		2007-02-01 AU 2022-01-31	ÉDIFICE LES FAÇADES INC.
200, RUE BELVÉDÈRE NORD, BUREAU 3.02, SHERBROOKE	27 972,12 \$	132,83		1989-07-15 AU 2019-07-14	2423-5632 QUÉBEC INC.
3950, BOUL. HARVEY, BUREAU 2.12, JONQUIÈRE	25 135,44 \$	190,39		-	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
96, MONTÉE SANDY BEACH, BUREAU 1.02, GASPÉ	12 032,52 \$	56,92		-	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
255, RUE PRINCIPALE, RC 03, ROUYN-NORANDA	8 685,12 \$	51,61		1998-11-01 AU 2014-10-31	DÉVELOPPEMENT TETRA INC.
500, BOUL. DES LAURENTIDES, BUREAU 1648 A, SAINT-JÉRÔME	20 156,40 \$	96,84		1999-03-26 AU 2016-12-15	RIOCAN HOLDINGS (QUÉBEC) INC.

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017

*COÛT TOTAL ANNUEL DE LOCATION

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2016	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
800, PLACE D'YOUVILLE, 4E ET 10E ÉTAGE, QUÉBEC	375 305,00 \$	1 458,72	0,00 \$	INFORMATION SQI	ENTENTE AVEC LA SQI, LE PROPRIÉTAIRE EST ÉDIFICE D'YOUVILLE INC.
500, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, 6E ÉTAGE, MONTRÉAL (COMMISSAIRE AUX PLAINTES EN MATIÈRE DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET BUREAU DES PRÉSIDENTS DES CONSEILS DE DISCIPLINE)	330 859,00 \$	938,67	0,00 \$	INFORMATION SQI	ENTENTE AVEC LA SQI, LE PROPRIÉTAIRE EST ÉDIFICE 500 RENÉ-LÉVESQUE OUEST INC.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2016	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
575, RUE JACQUES-PARIZEAU, QUÉBEC	1 480 344,52 \$	5 105,01		01-03-1999 AU 31-03-2017	LA CAPITALE IMMOBILIÈRE MFQ INC.
170, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, GATINEAU	19 490,90 \$	88,18		01-04-2001 AU 31-03-2017	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
25, RUE DE MARTIGNY OUEST, ST-JÉRÔME	18 404,87 \$	74,98		01-08-2001 AU 31-03-2017	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
375, RUE KING OUEST, SHERBROOKE	15 400,99 \$	84,86		01-08-2008 AU 31-03-2017	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES
530, RUE NOTRE-DAME, JOLIETTE	6 008,53 \$	42,49		11-12-2007 AU 31-03-2017	2973-2369 QUÉBEC INC.
500, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE OUEST, MONTRÉAL	1 978 363,42 \$	6 123,00		01-04-2008 AU 31-03-2017	ALFID SERVICES IMMOBILIERS LTÉE.
689, 3ÈME AVENUE, VAL-D'OR	6 126,12 \$	101,77		01-11-2016 AU 31-03-2017	SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN À L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 27).

G.18 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2016-2017, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATIONS, FOURNIR :

- A. LA OU LES DATES DES TRAVAUX;
- B. LES COÛTS;
- C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

MINISTÈRE

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

ENDROIT	RAISON	Coût
PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL	AMÉNAGEMENT DE TROIS BUREAUX	525 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ENDROIT	RAISON	Coût
2016/06/23 – LOCAL M-31	DÉPLACEMENT D'UN MUR AMOVIBLE	2 088,00 \$
2016/09/21 – SECTION DIRECTION DES COMMUNICATIONS	REPLACEMENT D'UN TAPIS PAR DES LATTES DE VINYLE	14 200,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ENDROIT	RAISON	Coût
2828, BOULEVARD LAURIER, QUÉBEC	TRAVAUX DIVERS - RÉPARATIONS	800,00 \$
2050, RUE DE BLEURY, MONTRÉAL	TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE CÂBLAGE	10 345,99 \$
2050, RUE DE BLEURY, MONTRÉAL	TRAVAUX RELIÉS À LA SÉCURITÉ	5 450,52 \$
2050, RUE DE BLEURY, MONTRÉAL	TRAVAUX DIVERS - INSTALLATION	420,00 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN À L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

G.19 LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2016-2017, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :

- A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART ;
- B. LE TITRE DE LA FONCTION;
- C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;
- D. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;
- E. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;
- F. LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;
- G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;
- H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES;
- I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2016-2017;
- J. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;
- K. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2015-2016 ET 2016-2017;
- L. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;
- M. S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : *DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.*

MINISTÈRE

DESCRIPTION DE TÂCHE	PORT D'ATTACHE
HÉLÈNE RICARD – ADJOINTE DE LA MINISTRE	QUÉBEC
JULIEN MERLEAU-BOURASSA – EMPLOYÉ DE SOUTIEN	GATINEAU
YANNICK OUELLETTE – EMPLOYÉ DE SOUTIEN	QUÉBEC
MICHEL JOBIN – ATTACHÉ POLITIQUE	QUÉBEC
TAMARA DAVIS – ATTACHÉE POLITIQUE	MONTRÉAL
ISABELLE MARIER ST-ONGE – ATTACHÉE POLITIQUE	MONTRÉAL
NATHALIE ROBERGE – DIRECTRICE DE CABINET	MONTRÉAL
LUC LAFOREST – ATTACHÉ POLITIQUE	MANIWAKI
ISABELLE SABOURIN – ATTACHÉE POLITIQUE	GATINEAU
DANIELLE BRAZEAU – ATTACHÉE POLITIQUE	MANIWAKI
LUCE FARRELL – ATTACHÉE POLITIQUE	MANIWAKI
LOUISE THIBODEAU – ATTACHÉE POLITIQUE	QUÉBEC
KIM BEAUDOIN – ATTACHÉE POLITIQUE (MARS 2016 À OCT 2016)	GATINEAU
FRANCIS BEAUSOLEIL – EMPLOYÉ DE SOUTIEN – (SEPT 2014 À SEPT 2016)	QUÉBEC
ÉMILIE SIMARD – ATTACHÉE POLITIQUE (FÉV 2016 À AOÛT 2016)	QUÉBEC
JAD-PATRICK BARSOU – ATTACHÉ POLITIQUE (AVRIL 2014 À SEPT 2016)	MONTRÉAL

MASSE SALARIALE AUTORISÉE DU CABINET MINISTÉRIEL : 779 300,00 \$

G.20 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2016-2017 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN INDIQUANT :

- A. LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;
- B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;
- C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;
- D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

MINISTÈRE

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (\$)
ACCUEIL D'AMOS, L'	750,00
AIDE AUX TRANS DU QUÉBEC (ATQ)	500,00
ALLIANCE ARC-EN-CIEL DE QUÉBEC	2 500,00
ALTERHÉROS	2 500,00
ARC EN CIEL D'AFRIQUE	2 500,00
ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DES ÉTUDIANTS DU QUÉBEC INC.	250,00
ASSOCIATION DE DROIT LORD READING, L'	1 500,00
ASSOCIATION DE JURISTES HENRI CAPITANT	2 000,00
ASSOCIATION DES JEUNES BARREAUX DE RÉGION	1 500,00
ASSOCIATION LGBT BAIE-DES-CHALEURS	5 000,00
ATELIER 850	500,00
AVIF [ACTION SUR LA VIOLENCE ET INTERVENTION FAMILIALE]	2 000,00
AVOCATS SANS FRONTIÈRES CANADA (ASFC)	3 000,00
BARREAU DE MONTRÉAL	5 000,00
BAS DE L'ÉCHELLE INC., AU	2 000,00
C.A.D.O. CENTRE ARTISANAL POUR LA DÉFICIENCE-INTELLECTUELLE DE L'OUTAOUAIS	250,00
CARREFOUR D'ENTRAIDE DRUMMOND INC.	1 000,00
CENTRE ALIMENTAIRE AYLNER	1 000,00
CENTRE C.A.R.M.E.N.	1 000,00
CENTRE CYBER-AIDE	2 500,00
CENTRE D'ACTION CULTURELLE DE LA MRC DE PAPINEAU	500,00
CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE MANIWAKI	5 000,00
CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE QUÉBEC INC.	800,00
CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL D'OR INC.	300,00
CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE L'OUTAOUAIS	5 000,00
CENTRE DE PÉDIATRIE SOCIALE DE TROIS-RIVIÈRES	500,00
CENTRE DES FEMMES DU HAUT-SAINT-FRANÇOIS LA PASSERELLE	1 000,00
CENTRE HUMANITAIRE D'ORGANISATION DE RESSOURCES RÉFÉRENCES D'ANJOU	500,00
CENTRE L'ESCALE DE JONQUIÈRE INC.	500,00
CENTRE PRO BONO QUÉBEC	5 000,00
CHALLENGER DE GATINEAU	250,00
CHAMBRE DE COMMERCE GAIE DU QUÉBEC	2 500,00
CHOC CARREFOUR D'HOMMES EN CHANGEMENT	500,00
CLINIQUE D'ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE DROIT DE CITÉ	1 000,00
CLINIQUE DROITS DEVANT	1 000,00
CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP	3 000,00
CLUB DE CURLING LES PHÉNIX	200,00
CLUB DE CURLING LES PHÉNIX	500,00
CLUB DES PETITS DÉJEUNERS DU CANADA	2 000,00
CLUB OPTIMISTE GOLF JUNIOR RÉGION ST-LAURENT	100,00
COALITION DES FAMILLES LGBT	5 000,00
COMMUNAUTÉ SÉPHARADE UNIFIÉE DU QUÉBEC	1 000,00
CONFÉDÉRATION DES ORGANISMES DE PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC [COPHAN]	1 500,00
CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT	5 000,00
CONSEIL QUÉBÉCOIS LGBT	3 000,00
CORPORATION DU NOËL DES ENFANTS 2002	250,00
COUPE INTERNATIONALE LES ENFANTS JOUENT POUR LES ENFANTS, LA	500,00
CPSP-CENTRE DE PLACEMENT SPÉCIALISÉ DU PORTAGE	900,00
DEMELEE, LA	500,00
DOSE CULTURE	500,00
DROITS ET RECOURS EN SANTÉ MENTALE, GASPÉSIE-LES-ÎLES	500,00
ÉCHEC AU CRIME	1 000,00
ÉCOLE ALFRED-PELLAN/ULRIC-DEBIEN (CS LAVAL) (INACTIF)	500,00
ÉDUCALOÏ	3 000,00

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (\$)
ENFANT RETOUR QUÉBEC	300,00
ENFANTS TRANSGENRES CANADA	2 500,00
ENTRAIDE POUR HOMMES VALLÉE-DU-RICHELIEU INC.	500,00
ÉQUIPE RDP	1 000,00
ESPACE LAURENTIDES	1 200,00
ESPACE OUTAOUAIS INC.	1 000,00
EXPRESSION LASALLE CENTRE COMMUNAUTAIRE EN SANTÉ MENTALE	1 000,00
FAMILY TIES CARREFOUR FAMILLE NEW CARLISLE	500,00
FONDATION DE LA COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL	250,00
FONDATION DROIT AU TALENT	250,00
FONDATION DU CEGEP DE SAINT-JÉRÔME	500,00
FONDATION DU CENTRE D'AIDE ET D'ACTION BÉNÉVOLE DE CHARLESBOURG	500,00
FONDATION JONCTION POUR ELLE	250,00
FONDATION LE CHÂINON	1 500,00
FONDATION LE PETIT BLANCHON	500,00
FONDATION LES AMIS DE LA DAUPHINELLE	500,00
FONDATION MADELI-AIDE	500,00
FONDATION NÉZ POUR VIVRE	250,00
FONDATION PAUL GÉRIN-LAJOIE POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE, LA	400,00
G.R.I.S.-MONTRÉAL	3 000,00
GAI ÉCOUTE INC.	1 500,00
GATINEAU LOPPET	5 000,00
GIGOGNE INC., LA	1 000,00
GO LE GRAND DÉFI INC.	250,00
GRAND DÉFI PIERRE LAVOIE, LE	250,00
GRIS - QUÉBEC	1 000,00
GROUPE RÉG. D'INTERVENTION SOCIALE [GRIS]-MAURICIE/CENTRE-DU-QC	1 000,00
GROUPE RÉGIONAL D'INTERVENTION SOCIALE DE L'ESTRIE [GRIS ESTRIE]	2 500,00
JEUNESSE IDEM	2 500,00
JURISTES À DOMICILE	2 000,00
LEUCAN INC.	250,00
LIGUE DES NOIRS DU QUÉBEC	500,00
MAISON DES TROIS COLOMBES 2014, LA	500,00
MAISON D'HÉBERGEMENT JEUNESSE ROLAND-GAUVREAU	500,00
MAISON POUR FEMMES IMMIGRANTES	500,00
MAISON SAM X	500,00
MARATHON CANADIEN DE SKI	1 000,00
MOUVEMENT RETROUVAILLES	1 000,00
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-ANGÈLE-DE-PRÉMONT	500,00
MUSÉE DES ONDES ÉMILE BERLINER	250,00
OPTION : ALTERNATIVE À LA VIOLENCE CONJUGALE	5 000,00
ORDRE DES AGRONOMES DU QUÉBEC	300,00
ORGANISME COMMUNAUTAIRE HORIZON NOUVEAU, L'	500,00
PARENTHÈSE, SERVICE DROITS D'ACCÈS, LA	500,00
PARLEMENT JEUNESSE DU QUÉBEC	500,00
PARTAGE-ACTION DE L'OUEST-DE-L'ÎLE	500,00
PASSAGE, CENTRE DE THÉRAPIE FAMILIALE EN TOXICOMANIE, LE	500,00
PHARE DES AFFRANCHIES, LE	500,00
PROJET LOVE: VIVRE SANS VIOLENCE [QUÉBEC]	500,00
RÉSEAU D'AIDE AUX PERSONNES SEULES ET ITINÉRANTES DE MONTRÉAL INC., LE	2 750,00
RÉSIDENCE LE MONARQUE	1 000,00
SERVICE D'AIDE À L'ADAPTATION DES IMMIGRANTS ET IMMIG. [S.A.A.I.]	1 000,00
SERVICE DE NUTRITION ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE [SNAC]	500,00
SERVICES PARAJUDICIAIRES AUTOCHTONES DU QUÉBEC, LES	1 000,00
SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE, LA	500,00
SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE, LA	250,00
SOCIÉTÉ CANADIENNE DU CANCER	100,00
SOCIÉTÉ CANADIENNE DU CANCER	250,00
SOCIÉTÉ ELIZABETH FRY DU QUÉBEC	5 000,00
TABLE CONCERT. VIOLENCE CONJUG. AGRÈSS. CARACT. SEXUEL LAVAL INC.	600,00
THÉÂTRE LYRICHOREGRA 20	500,00
TRAVERSÉE [RIVE-SUD], LA	1 000,00
TRIFORT DE CHAMBLY, LE	100,00
UNITÉ DOMREMY DE CLERMONT INC.	1 000,00

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT (\$)
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	2 000,00
VALLÉE-JEUNESSE [1997] INC.	500,00
VIOLENCE INFO	500,00

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT
COALITION DES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS DU QUÉBEC ET UNION DES CONSOMMATEURS	10 000,00 \$
TOTAL DES SUBVENTIONS ACCORDÉES	10 000,00\$

OFFICE DES PROFESSIONS DES QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4 PARAGRAPHE 26).

G.21 LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :

- A. LE NOM DE LA PERSONNE;
 - B. LE POSTE OCCUPÉ;
 - C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
 - D. L'ASSIGNATION INITIALE;
 - E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
 - F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.
-
-

MINISTÈRE

AUCUN.

G.22 LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :

- A. **LE POSTE INITIAL;**
 - B. **LE SALAIRE;**
 - C. **LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;**
 - D. **LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ;**
 - E. **LES PRÉVISIONS 2017-2018.**
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.23** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2016-2017, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :
- A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);
 - B. PRÉVISIONS 2017-2018;
 - C. PAR CATÉGORIE D'ÂGE.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.24 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS PAR BUREAU RÉGIONAL ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

VEUILLEZ RÉFÉRER À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.15 Q.

G.25 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET DE L'EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018, PAR MISSION.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.15 J.

G.26 LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :

- A. LE NOM DE LA PERSONNE;
- B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;
- C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
- D. L'ASSIGNATION INITIALE;
- E. L'ASSIGNATION ACTUELLE;
- F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
- G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.

MINISTÈRE

AUCUN.

G.27 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2016-2017, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

- A. LE COÛT DE CHACUN;
- B. LE FOURNISSEUR;
- C. LA NATURE DU SERVICE.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

MINISTÈRE

FOURNISSEUR	COÛT (\$)	DESCRIPTION
AFFAIRES, LES	59,95 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
BANQUE NATIONALE DU CANADA (CARTE AFFAIRES)	1 567,99 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES ET MÉDIAS ÉLECTRONIQUES
CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER	518,60 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
CARSWELL, UNE DIVISION DE THOMSON CANADA LIMITÉE	245 732,76 \$	DOCUMENTATION ÉLECTRONIQUE, PÉRIODIQUES ET PUBLICATIONS IMPRIMÉES
CEDROM-SNI INC	11 865,62 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE	9 419,90 \$	CENTRE D'INFORMATION/SERVICES D'INFORMATION
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	3 809,31 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	960,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
CONTINUING LEGAL EDUCATION, THE	5 559,50 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
DALHOUSIE UNIVERSITY	8,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
DROIT, LE (3834310 CANADA INC.)	244,40 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
EBSCO CANADA LTÉE	124,30 \$	SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS JURIDIQUES FD INC., LES	17 490,05 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES, PÉRIODIQUES ET PUBLICATIONS IMPRIMÉES
ÉDITIONS SR [1995] INC., LES	4 430,27 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS THÉMIS INC.	151,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS WILSON ET LAFLEUR INC.,LES	3 562,85 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS YVON BLAIS INC., LES	111 638,48 \$	PÉRIODIQUES ET PUBLICATIONS IMPRIMÉES
FONDATION DU BARREAU CANADIEN, LA	145,00 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
INTERLIBRARY LOANS-CHANCELLOR PATERSON LIBRARY-LAKEHEAD UNIVERSITY	20,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
JURIS CONCEPT INC.	2 769,01 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES/DOCUMENTATION ÉLECTRONIQUE
JURISMÉDIA INC.	82,50 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
LEXISNEXIS CANADA INC.	119 473,87 \$	DOCUMENTATION ÉLECTRONIQUE, PÉRIODIQUES ET PUBLICATIONS IMPRIMÉES
REVUE DE DROIT DE MCGILL, LA (THE MCGILL LAW JOURNAL)	160,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
SIMON FRASER UNIVERSITY LIBRARY	11,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	19 595,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX, MAGAZINES, MÉDIAS ÉLECTRONIQUES/ PÉRIODIQUES ET PUBLICATIONS IMPRIMÉES

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	51 735,18 \$	DOCUMENTATION ÉLECTRONIQUE/PÉRIODIQUES
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	25,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (REVUE DE DROIT)	156,85 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
UNIVERSITÉ LAVAL	665,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
UNIVERSITY OF SASKATCHEWAN	150,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
WILSON & LAFLEUR, LIMITÉE (LIBRAIRIE)	251 975,94 \$	OUVRAGE DE RÉFÉRENCE, PÉRIODIQUES ET PUBLICATIONS IMPRIMÉES
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	28 817,50 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
TOTAL	881 819,21 \$	

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
CEDROM SNI	760,00 \$	ABONNEMENT EUREKA
LES ÉDITIONS YVON BLAIS INC.	316,20 \$	1 ABONNEMENT - PUBLICATION
MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES DU QUÉBEC	980,00 \$	1 ABONNEMENT - INTERNET
CSPQ	500,00 \$	1 ABONNEMENT - INTERNET
TOTAL	2 556,20 \$	

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
LES ÉDITIONS YVON BLAIS	1 468,00 \$	SERVICES EN LIGNE
SOQUIJ	125,00 \$	SERVICES EN LIGNE
LE SOLEIL	208,00 \$	
PUBLICATIONS CCH	719,00 \$	SERVICES EN LIGNE
WILSON & LAFLEUR	145,00 \$	MISE À JOUR DE VOLUMES À FEUILLES MOBILES
TOTAL	2 665,00 \$	

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
ÉDITIONS YVON BLAIS	316,20 \$	ACCÈS À L'INFORMATION : LOI ANNOTÉE (VERSION PAPIER)
WILSON & LAFLEUR	744,00 \$	ALTER EGO- CHARTE DES DROITS/WILSON & LAFLEUR (5 EX. VERSION PAPIER)
WILSON & LAFLEUR	800,00 \$	ALTER EGO - CODE DE PROCÉDURE CIVILE – 8 ACCÈS EN LIGNE

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
WILSON & LAFLEUR	120,00 \$	ANNUAIRE TÉLÉPHONIQUE JUDICIAIRE DU QUÉBEC/WILSON & LAFLEUR (2 EX. – VERSION PAPIER)
LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS	30,00 \$	BULLETIN LIGUE DES DROITS ET LIBERTÉS (DEVENU REVUE DROITS ET LIBERTÉS) - VERSION PAPIER
PLAIDOYER-VICTIME	20,00 \$	CAHIERS DE PV. ANTENNE SUR LA VICTIMOLOGIE (VERSION PAPIER)
CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER	694,80 \$	CANADIAN HUMAN RIGHTS (HRR - EN LIGNE)
CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER	255,00 \$	CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER (VERSION PDF)
SOQUIJ	100,00 \$	COLLECTIONS CCQ BAUDOIN RENAUD (EN LIGNE)
WILSON & LAFLEUR	750,00 \$	CODE CIVIL (6 EX.)VERSION PAPIER
WILSON & LAFLEUR	450,00 \$	CODE CRIMINEL (2EX.) VERSION PAPIER
WILSON & LAFLEUR	150,00 \$	CODE DE PROCÉDURE CIVILE (11EX.) VERSION PAPIER
ÉDITIONS YVON BLAIS	370,15 \$	CONGÉDIEMENT EN DROIT QUÉBÉCOIS (VERSION PAPIER)
WILSON & LAFLEUR	245,00 \$	LA CORPORATION SANS BUT LUCRATIF (2 VOLS - VERSION PAPIER)
CHRR	60,00 \$	DIRECT (CHRR EN LIGNE)
ÉDITIONS YVON BLAIS	697,10 \$	DROITS DE LA PERSONNE ET LES RELATIONS DE TRAVAIL (3 EX. – VERSION PAPIER)
ÉDITIONS YVON BLAIS	400,20 \$	FAILLITE ET INSOLVABILITÉ. PERSPECTIVE QUÉBÉCOISE (VERSION PAPIER)
WILSON & LAFLEUR	95,00 \$	FORMULAIRE DE PROCÉDURE CIVILE (VERSION PAPIER)
ÉDITIONS YVON BLAIS	287,15\$	FRAIS DE JUSTICE : LÉGISLATION ANNOTÉE (VERSION PAPIER)
ÉDITIONS YVON BLAIS	37,60 \$	LE GRAND COLLECTIF (VERSION PAPIER)
ÉDITIONS JURIDIQUES FD	113,00 \$	LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNAL POUR LES ADOLESCENTS (RECUEIL – VERSION PAPIER)
LEXISNEXIS	5 161,58 \$	QUICKLAW (EN LIGNE)
ÉDITIONS YVON BLAIS	3 586,00 \$	REJB (RÉPERTOIRE ÉLECTRONIQUE DE JURIS. DU BARREAU)+CONSULTATION DE DOCUMENTS
ÉDITIONS YVON BLAIS	163,00 \$	REVUE D'ARBITRAGE ET DE MÉDIATION (VERSION PAPIER)
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE	18,00 \$	REVUE DE DROIT UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (VERSION PAPIER)
WILSON & LAFLEUR	340,00 \$	SOCIÉTÉ PAR ACTIONS AU QUÉBEC, T.1. LES ASPECTS JURIDIQUES (VERSION PAPIER)
SOQUIJ	520,00 \$	EXPRESS CIVIL (4 ACCÈS)
SOQUIJ	425,00 \$	EXPRESS CIVIL PALLIER 25 À 54 (CODES SUPPL.)
SOQUIJ	600,00 \$	EXPRESS TRAVAIL (4 ACCÈS)
SOQUIJ	150,00 \$	EXPRESS TRAVAIL PALIER 10 À 24 (CODES SUPPL.)
SOQUIJ	300,00 \$	LPJ ANNOTÉE (8 ACCÈS EN LIGNE)
SOQUIJ	1 958,00 \$	JURIS.DOC (EN LIGNE)
SOQUIJ	3 080,00 \$	PLUMITIF (EN LIGNE)
WILSON & LAFLEUR	105,00 \$	ALTER ÉGO- CODE PROCÉDURE CIVILE (VERSION PAPIER)
PUBLICATIONS DU QUÉBEC (CSPQ)	70,00 \$	TABLEAU DES MODIFICATIONS DES RÈGLEMENTS DU QUÉBEC
PUBLICATIONS MASS MEDIAS	1 950,00 \$	LE COURRIER PARLEMENTAIRE (EN LIGNE)
LE DEVOIR	444,74 \$	LE DEVOIR (PAPIER)

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
JOURNAL DE MONTRÉAL	364,00 \$	JOURNAL DE MONTRÉAL (PAPIER)
THE GLOBE AND MAIL	474,79 \$	THE GLOBE AND MAIL (VERSION PAPIER)
JOURNAL DE QUÉBEC	45,98 \$	JOURNAL DE QUÉBEC (ÉLECTRONIQUE)
THE GAZETTE	404,76 \$	THE GAZETTE (VERSION PAPIER)
THE GAZETTE	114,40 \$	THE GAZETTE (ÉLECTRONIQUE)
LE DROIT	69,00 \$	LE DROIT (ÉLECTRONIQUE)
JOURNAL DE MONTRÉAL	45,98 \$	JOURNAL DE MONTRÉAL (ÉLECTRONIQUE)
LE QUOTIDIEN	69,00 \$	LE QUOTIDIEN (ÉLECTRONIQUE)
LE SOLEIL	69,00 \$	LE SOLEIL (ÉLECTRONIQUE)
LA TRIBUNE	69,00 \$	LA TRIBUNE (ÉLECTRONIQUE)
LA VOIX DE L'EST	69,00 \$	LA VOIX DE L'EST (ÉLECTRONIQUE)
LA PRESSE	27,60 \$	LA PRESSE (ÉLECTRONIQUE)
LE NOUVELLISTE	69,00 \$	LE NOUVELLISTE (ÉLECTRONIQUE)
LA PRESSE	129,48 \$	LA PRESSE PAPIER-SAMEDI
TOTAL	27 627,51\$	

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
CARSWELL	5 467,00 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
LES ÉDITIONS YVON BLAIS	12 384,00 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
LEXIS-NEXIS	7 782,00 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
SOQUIJ	67 017,00 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
THOMSON REUTERS CANADA	2 391,00 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
LEXISNEXIS	9 694,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
CARSWELL	25 254,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE	5,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LES ÉDITIONS YVON BLAIS	3 487,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LES ÉDITIONS JURIDIQUES FD	414,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LES EDITIONS THÉMIS INC.	50,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LA FONDATION DU BARREAU CANADIEN	145,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
GRICS	205,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
REVUE DE DROIT	18,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
THOMSON REUTERS CANADA	15 069,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
WILSON LAFLEUR	3 152,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	5 734,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
TABATIÈRE CABRY	461,00 \$	JOURNAUX QUOTIDIENS
TOTAL	158 729,00 \$	

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
CARSWELL, UNE DIVISION DE THOMSON REUTERS CANADA	266 559,05 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMATS PAPIER ET ÉLECTRONIQUE)
ÉDITIONS JURIDIQUES FD INC., LES	688,45 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
ÉDITIONS SR (1995) INC., LES	5 099,88 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
ÉDITIONS WILSON & LAFLEUR INC., LES	903,95 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
ÉDITIONS YVON BLAIS INC., LES	66 518,13 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMATS PAPIER ET ÉLECTRONIQUE)
JOURNAL DE MONTRÉAL	20,55 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE À UN JOURNAL
JOURNAL LE MONDE	207,71 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE À UN JOURNAL
JOURNAL NEW YORK TIMES	164,95 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE À UN JOURNAL
JOURNAUX LA PRESSE ET LE SOLEIL	93,49 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE AUX JOURNAUX
LA DOSE PRO INC.	13 740,00 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE (REVUE DE PRESSE ÉCRITE)
LEXISNEXIS CANADA INC.	99 362,15 \$	ABONNEMENT À UN SITE SPÉCIALISÉ DE RECHERCHES INTERNET (QUICKLAW) ET ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMATS PAPIER ET ÉLECTRONIQUE)
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	39 137,00 \$	ABONNEMENT À UN SITE SPÉCIALISÉ DE RECHERCHES INTERNET (AZIMUT)
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	3 211,00 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
TOTAL	495 706,31 \$	

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
LES AFFAIRES	49,99 \$	REVUE DE RÉFÉRENCE
PROTÉGEZ-VOUS	49,95 \$	REVUE DE RÉFÉRENCE
WILSON & LAFLEUR	60,00 \$	ANNUAIRE TÉLÉPHONIQUE JUDICIAIRE DU QUÉBEC
WILSON & LAFLEUR	70,00 \$	CODE CIVIL DU QUÉBEC
WILSON & LAFLEUR	70,00 \$	CODE DE PROCÉDURE CIVILE
WILSON & LAFLEUR	335,00 \$	CODE CIVIL DU QUÉBEC ANNOTÉ
TOTAL	634,94 \$	

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
CEDROM SNI	11 965,77 \$	ABONNEMENT À EUREKA.CC
COMMUNICATION DEMO	11 892,31 \$	MÉDIAS ÉLECTRONIQUES
CONSUMERREPORT	155,00 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
DEVOIR, LE	493,93 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
ÉDITIONS JURIDIQUES FD INC., LES	250,00 \$	MISE À JOUR (PROC. PÉNALE ANN., JURISPRUDENCE)
ÉDITIONS WILSON & LAFLEUR, LES	1 500,00 \$	MISE À JOUR (CODE CIVIL DU QUÉBEC, C. PROC. CIVILE, CODE CRIMINEL)
ÉDITIONS YVON BLAIS, LES	407,15 \$	MISE À JOUR (MANUEL DE PREUVE PÉNALE)
	222,10 \$	MISE À JOUR (ACCÈS À L'INFORMATION : LOI ANNOTÉE)
	270,00 \$	MISE À JOUR (RÉPERTOIRE JURISPRUDENCE PÉNALE)

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
ÉTOILE DU LAC, L'	38,00 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
JOURNAL DE MONTRÉAL, LE	39,99 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE EN VERSION ÉLECTRONIQUE
JOURNAL DE QUÉBEC, LE	222,04 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
	39,99 \$	ÉLECTRONIQUE
JOURNAL LAC ST-JEAN, LE	38,00 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
JOURNAL SOLEIL, LE	285,60 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
LEXISNEXIS CANADA INC.	155,00 \$	MISE À JOUR (JURISCLASSEUR QUÉBEC)
PROGRÈS, LE	79,95 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
PUBLICATIONS DU QUÉBEC, LES	237,00 \$	MISE À JOUR (PROJETS DE LOI PUBLICS)
PUBLICATIONS MASS-MEDIA INC.	1 950,00 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE (COURRIER PARLEMENTAIRE)
QUOTIDIEN, LE	220,69 \$	PUBLICATION PÉRIODIQUE
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	2 666,00 \$	INTERNET (JURIS.DOC, EXP ÉLECT CIVIL & EXP CIVIL PALIER)
TRIBUNE, LA	450,00 \$	INTERNET (GUIDE PRATIQUE API, 4 ACCÈS)
WOLTERS KLUWER	719,00	MISE À JOUR (ACCÈS À L'INFORMATION ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS)
TOTAL	34 510,72 \$	

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
L'ACTUALITÉ	30,00 \$	REVUE ÉLECTRONIQUE
CARSWELL	9 016,00 \$	MISE À JOUR DE VOLUMES (LOIS ET RÈGLEMENTS DU CANADA)
CITIZEN ADVOCACY CENTER	369,00 \$	PÉRIODIQUE SUR LA RÉGLEMENTATION DES PROFESSIONNELS AUX ÉTATS-UNIS
COMMUNICATION DEMO	21 223,00 \$	REVUE DE PRESSE
LE DEVOIR	333,00 \$	JOURNAL ÉLECTRONIQUE
EBSKO CANADA	1 199,00 \$	FOURNISSEUR DE PÉRIODIQUES (ABA JOURNAL, L'ACTUALITÉ PHARMACEUTIQUE, ANNUAIRE DE JURISPRUDENCE ET DE DOCTRINE, ETC.)
ÉDITIONS YVON BLAIS INC.	1 849,00 \$	MISE À JOUR DE VOLUMES (LOIS ET RÈGLEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA) RÉPERTOIRE DE JURISPRUDENCE ET DE DOCTRINE
L'EXPRESS	110,00 \$	REVUE ÉLECTRONIQUE
LEXISNEXIS INC.	1 406,00 \$	BASE DE DONNÉES (JURISPRUDENCE ET DOCTRINE)
L'OBSERVATEUR	110,00 \$	REVUE ÉLECTRONIQUE
LE POINT	110,00 \$	REVUE ÉLECTRONIQUE
PRESSREADER	393,00 \$	JOURNAUX ÉLECTRONIQUES
PROTÉGEZ-VOUS	85,00 \$	REVUE
WILSON ET LAFLEUR LTÉE	230,00 \$	MISE À JOUR DE VOLUMES (LOIS ET RÈGLEMENTS DU QUÉBEC ET DU CANADA)
TOTAL	36 463 ,00\$	

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
ASSOCIATION DES PHARMACIENS DU CANADA	1 436,00 \$	ABONNEMENT AUTRE
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	5 670,24 \$	ABONNEMENT AUTRE
COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU CANADA	720,50 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
COOPSCO SAINTE-FOY	384,95 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
ÉDITIONS S.R. INC.	58,00 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
ÉDITIONS YVON BLAIS (LES)	10 616,50 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
LA LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	112,60 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LA MAISON DE L'ÉDUCATION INC.	227,00 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LE PORT DE TÊTE	440,90 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LES EDITIONS LA LIBERTÉ	240,00 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LEXISNEXIS CANADA (BUTTERWORTHS) INC.	6 785,78 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
LEXISNEXIS CANADA (QUICKLAW) INC.	7 711,20 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
LIBRAIRIE CHARBOURG	390,00 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LIBRAIRIE COOP AHUNTSIC	615,60 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LIBRAIRIE MORENCY	274,00 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LIBRAIRIE PAULINES	490,00 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
MARSHALL & SWIFT	1 410,45 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
PUBLICATIONS CCH LTÉE	14 847,00 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
PUBLICATIONS DU QUÉBEC (LES)	3 658,00 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE, VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
SOFTCHOICE CORPORATION	4 720,32 \$	ABONNEMENT AUTRE
THOMSON REUTERS	24 876,12 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
VIDÉOTRON LTÉE	2 002,98 \$	ABONNEMENT AUTRE
WILSON & LAFLEUR LTÉE	6 093,00 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE, VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
TOTAL	93 781,14 \$	

G.28 LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

MINISTÈRE

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.29 POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- A. LE NOM DU SITE WEB;
- B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
- C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
- D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
- E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
- F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »);
- G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
- H. LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.

MINISTÈRE

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.justice.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE 2016-2017 :	COFOMO (PROJET EN COURS)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	756,4 K\$ (TOTAL DU PROJET À CE JOUR)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	24 074 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	756, 4 K\$ (TOTAL DU PROJET À CE JOUR)
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	100/SEMAINE
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	ÉRIC MAILLOUX

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.infocles.justice.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2001 -DRC (SERVICE DES COMMUNICATIONS – RESSOURCES INTERNES) -GROUPE LGS INC. (FIRME INFORMATIQUE) (VERSION 1) -CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. (VERSION 2)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	839 420 \$ (INFORMATIONNEL ET 100 % DU TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L'APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2016-2017 (AU 28 FÉVRIER) : 90 711 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D'ÉVOLUTION DE L'APPLICATION DU SERVICE DE CERTIFICATION (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL).
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN EN 2016-2017.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : MISE À JOUR SELON LES BESOINS; AU COURS DE L'EXERCICE 2016-2017, IL Y A EU 6 MIGRATIONS QUI ONT PERMIS D'AJUSTER 59 ÉLÉMENTS. SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN, 6 MIGRATIONS EN 2016-2017
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.rdprm.gouv.qc.ca

SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 1997 -GROUPE LGS INC. (FIRME INFORMATIQUE) -DRC (SERVICE DES COMMUNICATIONS – RESSOURCES INTERNES) POUR LA VERSION 1, 2 ET 3 -BLEU OUTREMER : VERSION 4 – ASPECTS GRAPHIQUES POUR SE CONFORMER AU PROGRAMME D'IDENTIFICATION VISUELLE DU GOUVERNEMENT -CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.: VERSIONS 5 ET 6
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	748 440 \$ (INFORMATIONNEL ET UNE PARTIE DU TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L'APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2016-2017 (AU 28 FÉVRIER): 283 568 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D'ÉVOLUTION DE L'APPLICATION DU SERVICE DU RDPRM (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL).
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN EN 2016-2017
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : MISE À JOUR SELON LES BESOINS; AU COURS DE L'EXERCICE 2016-2017, IL Y A EU 16 MIGRATIONS QUI ONT PERMIS D'AJUSTER 662 ÉLÉMENTS. SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN, 5 MIGRATIONS EN 2016-2017
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.assermentation.justice.gouv.qc.ca

SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2008 -DRC (SERVICE DES COMMUNICATIONS – RESSOURCES INTERNES) -CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	577 697 \$ (INFORMATIONNEL ET 100 % DU TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L'APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2016-2017 (AU 28 FÉVRIER): 17 101 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D'ÉVOLUTION DE L'APPLICATION DU RCA (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL).
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN EN 2016-2017
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : MISE À JOUR SELON LES BESOINS; AU COURS DE L'EXERCICE 2016-2017, IL Y A EU 10 MIGRATIONS QUI ONT PERMIS D'AJUSTER 118 ÉLÉMENTS. SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN, 2 MIGRATIONS EN 2016-2017
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.lobby.gouv.qc.ca

SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2002 -DRC (SERVICE DES COMMUNICATIONS – RESSOURCES INTERNES) -GROUPE LGS INC. (FIRME INFORMATIQUE) -SPOUTNIK CRÉATIVITÉ MARKETING INC : GRAPHISME DE CHACUNE DES PAGES -CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. (VERSION 2)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	774 206 \$ (INFORMATIONNEL ET 100 % DU TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L'APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2016-2017 (AU 28 FÉVRIER): 21 879 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D'ÉVOLUTION DE L'APPLICATION DU REGISTRE DES LOBBYISTES (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL).
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN EN 2016-2017
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : MISE À JOUR SELON LES BESOINS; AU COURS DE L'EXERCICE 2016-2017, IL Y A EU 10 MIGRATIONS QUI ONT PERMIS D'AJUSTER 63 ÉLÉMENTS. SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN, 4 MIGRATIONS EN 2016-2017
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.registredesventes.justice.gouv.qc.ca

SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2016 -CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	3 180 079,37 \$ (INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L'APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2016-2017 (AU 28 FÉVRIER): 17 415 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D'ÉVOLUTION DE L'APPLICATION DU REGISTRE DES VENTES (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL).
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	s/o
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : MISE À JOUR SELON LES BESOINS; AU COURS DE L'EXERCICE 2016-2017, IL Y A EU 5 MIGRATIONS QUI ONT PERMIS D'AJUSTER 83 ÉLÉMENTS. SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN, 2 MIGRATIONS EN 2016-2017
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.prv.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE (CGI) INC.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	AUCUN EN 2016-2017.
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	38 741,84 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	S/O
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	3 MISES À JOUR EN 2016-2017
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	MME MARIE-FRANCE PINEAULT

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.40ansdelaCharte.org	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LOCOMOTIVE
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	s/o
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	500 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	s/o
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	HEBDOMADAIRE JUSQU'À LA FIN DE L'ÉVÈNEMENT, PONCTUELLE PAR LA SUITE
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTRICE ADJOINTE DE L'ÉDUCATION-COOPÉRATION ET DES COMMUNICATIONS

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.csj.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LE SITE A ÉTÉ CRÉÉ EN 2000 PAR DES RESSOURCES INTERNES ET PAR M. JEAN-FRANÇOIS BOURRET, CONSULTANT. IL A ÉTÉ COMPLÈTEMENT RESTAURÉ EN 2007 PAR DES RESSOURCES INTERNES
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	AUCUN EN 2016-2017
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	347\$ EN 2016-2017
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	65 979\$ EN 2016-2017 / REFONTE DE L'INTRANET ET DU SITE INTERNET PAR DES RESSOURCES INTERNES
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	BI MENSUELLE ET TRIMESTRIELLE AINSI QUE SELON LES BESOINS PONCTUELS
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	LE SERVICE DES COMMUNICATIONS DE LA COMMISSION

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.sarpaquebec.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LE SERVICE INFORMATIQUE INTERNE DE LA COMMISSION
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	AUCUN EN 2016-2017
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	7 293\$ EN 2016-2017 / ENTRETIEN ET MISE À JOUR PAR DES RESSOURCES INTERNES
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	N/A
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	BI MENSUELLE ET TRIMESTRIELLE AINSI QUE SELON LES BESOINS PONCTUELS
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	LE SERVICE DES COMMUNICATIONS DE LA COMMISSION

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ADRESSE DU SITE INTERNET : HTTPS://DIVULGATION.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	VORTEX SOLUTION (M2P INC.) A CRÉÉ LE SITE EN 2009
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	LE SITE A ÉTÉ CONÇU PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC. AUCUNS FRAIS DE CONSTRUCTION N'ONT ÉTÉ ASSUMÉS PAR LE DPCP.
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	64 850 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	0 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	LORSQUE REQUIS
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.OPC.GOUV.QC.CA - ADRESSE DE LA VERSION MOBILE : M.OPC.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	AUCUNE CONCEPTION DE SITE WEB OU DE SITE MOBILE N'A EU LIEU À L'OFFICE EN 2016-2017. LE PLUS RÉCENT SITE WEB A ÉTÉ MIS EN LIGNE LE 5 MARS 2013, TANDIS QUE SA VERSION MOBILE A ÉTÉ MISE EN LIGNE LE 10 OCTOBRE 2013.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	AUCUN COÛT EN 2016-2017.
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	HÉBERGEMENT DU SITE PAR LE CSPQ : 3 000 \$ HÉBERGEMENT DES PRESTATIONS ÉLECTRONIQUES DE SERVICES SÉCURISÉES : 17 600 \$ ENTRETIEN ET MISE À JOUR DU SITE WEB, PAR L'ENTREPRISE WEB LOUNGE S.E.N.C. : 4 923,75 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUNE MODERNISATION OU REFONTE N'A EU LIEU EN 2016-2017.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	HEBDOMADAIRE
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	SERVICE DES COMMUNICATIONS ET DE L'ÉDUCATION

DONNÉES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2017

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.30 NOMINATIONS, POUR 2016-2017, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :

- A. LA LISTE;
 - B. LE NOM DE LA PERSONNE;
 - C. LES MANDATS DE CHACUNE DE CES PERSONNES;
 - D. LE DÉTAIL DES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT;
 - E. LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;
 - F. LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;
 - G. LES SOMMES IMPLIQUÉES.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.7.

G.31 POUR 2016-2017, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS ET EN PRÉCISANT L'OBJET DE LA VISITE POUR CHACUNE D'ENTRE ELLES ET EN PRÉCISANT L'OBJET DES RENCONTRES ET LES PERSONNES OU ORGANISMES RENCONTRÉS.

MINISTÈRE

AUCUNE.

G.32 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2015-2016 ET 2016-2017 :

- A. LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D'ACCÈS;
 - B. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;
 - C. LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES;
 - D. LE NOMBRE DE REFUS (EN PRÉCISANT, PAR CATÉGORIE, LES RAISONS ET/OU ARTICLES DE LA LOI INVOQUÉS POUR LE REFUS);
 - E. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;
 - F. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;
 - G. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI.
-

L'INFORMATION CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2016-2017** DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.33 LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2016-2017 :

- A. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);
 - B. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;
 - C. LE NOMBRE DE RENCONTRES;
 - D. LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE;
 - E. L'OBJET;
 - F. LES DATES.
-
-

LA MINISTRE DE LA JUSTICE N'A PAS D'ADJOINT PARLEMENTAIRE.

G.34 LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.35 LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2016-2017 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SecrÉTARIAT DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.36 LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.37 L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFIÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE **2017-2018**.

L'INFORMATION CONCERNANT LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2016-2017** DU MINISTÈRES ET DES ORGANISMES.

G.38 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2016-2017 ET LES PRÉVISIONS 2017-2018.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.39 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2016-2017, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018 ET 2018-2019, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDICER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTES OU AUTRES, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

MINISTÈRE

1. AIDE JURIDIQUE

L'ENTENTE ACTUELLE SIGNÉE LE 26 MARS 2013 S'APPLIQUE DU 1^{ER} AVRIL 2012 AU 31 MARS 2017. SELON CETTE ENTENTE, LA CONTRIBUTION ANNUELLE MAXIMALE AU QUÉBEC POUR « L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE POUR LES ADULTES ET LES ADOLESCENTS, L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS, AINSI QUE LES AVOCATS DÉSIGNÉS PAR LE TRIBUNAL DANS LES POURSUITES FÉDÉRALES » EST CALCULÉE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017 EN FONCTION DES ÉLÉMENTS SUIVANTS :

a) CONTRIBUTION FÉDÉRALE « A » POUR L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE OU L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE "A" EST CALCULÉE EN FONCTION DE DEUX ENVELOPPES

LE MONTANT MAXIMAL À VERSER À MÊME L'ENVELOPPE 1 DE LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE "A" POUR UN EXERCICE FINANCIER A ÉTÉ CALCULÉ COMME SUIVIT:

- LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE SERA ÉGALE A SOIXANTE-CINQ POUR CENT (65%) DE LA CONTRIBUTION ACCORDÉE AU QUÉBEC DANS L'EXERCICE 2001-2002 AU TITRE DES AFFAIRES DE DROIT CRIMINEL ET DES AFFAIRES RÉGIÉES PAR LA *LOI SUR LES JEUNES CONTREVENANTS*.

PLUS

- LA CONTRIBUTION PAR HABITANT MULTIPLIÉE PAR LA POPULATION DU QUÉBEC AU 1^{ER} AVRIL 2005, SELON LE STATISTICIEN EN CHEF DU CANADA.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE "A" MAXIMALE PAYABLE AU QUÉBEC À MÊME L'ENVELOPPE 2 POUR L'EXERCICE FINANCIER A ÉTÉ CALCULÉE SELON QUATRE VARIABLES ASSORTIES DES FACTEURS DE PONDÉRATION SUIVANTS:

- POPULATION RURALE INFÉRIEURE À 1 000 HABITANTS – FACTEUR DE PONDÉRATION DE TRENTE POUR CENT (30%)
- POPULATION AUTOCHTONE TOTALE SELON LE RECENSEMENT DU CANADA – FACTEUR DE PONDÉRATION DE VINGT POUR CENT (20%)
- NOMBRE DE PERSONNES INculpÉES EN VERTU DU *CODE CRIMINEL* ET DE LA *LOI RÉGLEMENTANT CERTAINES DROGUES ET AUTRES SUBSTANCES* – FACTEUR DE PONDÉRATION DE QUARANTE-CINQ POUR CENT (45%)
- CONTRIBUTION DU QUÉBEC À L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE – FACTEUR DE PONDÉRATION DE CINQ POUR CENT (5%)

SELON LES CHIFFRES POUR CHAQUE VARIABLE DISPONIBLES AU 31 MARS 2001.

b) CONTRIBUTION FÉDÉRALE « B » POUR L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE "B" EST CALCULÉE EN FONCTION DE DEUX ENVELOPPES.

LE MONTANT DE L'ENVELOPPE 1 DE LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE "B" EST CALCULÉ SELON LES DIX VARIABLES SUIVANTES

- DEMANDES PRINCIPALES DÉFÉRÉES À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ
- ENQUÊTES D'ADMISSION COMPLÉTÉES
- CONTRÔLES DE LA DÉTENTION COMPLÉTÉS
- APPELS CONCERNANT UNE MESURE DE RENVOI FINALISÉS
- APPELS INTERJETÉS PAR LE MINISTRE FINALISÉS
- APPELS PRINCIPAUX (SAR)
- DEMANDES D'EXAMEN DES RISQUES AVANT RENVOI
- AUTORISATIONS DE CONTRÔLE JUDICIAIRE DEMANDÉES
- AUTORISATIONS DE CONTRÔLE JUDICIAIRE ACCORDÉES
- DEMANDES DU SURSIS À LA COUR FÉDÉRALE

LE MONTANT DE L'ENVELOPPE 2 DE LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE "B" EST CALCULÉ EN FONCTION DE LA DEMANDE TOTALE DE SERVICES D'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS PORTANT SUR LES PROCÉDURES DE PERTE D'ASILE ET D'ANNULATION.

L'ENTENTE PRÉVOIT QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EFFECTUE DES PAIEMENTS PROPORTIONNELS TRIMESTRIELS, CONDITIONNELS À LA TRANSMISSION DES RAPPORTS EXIGÉS À L'ENTENTE. LE MONTANT REÇU AU 28 FÉVRIER 2017 POUR L'EXERCICE 2016-2017 EST DE 19 367 069 \$, UN SOLDE DE 8 302 625 \$ RESTE À PERCEVOIR.

DÉTAIL DES VERSEMENTS PERÇUS AU 28 FÉVRIER 2017 :

1.	2016-08-22	6 455 690 \$
2.	2017-01-20	7 379 158 \$
3.	2017-02-22	5 532 221 \$

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE TOTALE POUR 2016-2017 EST ESTIMÉE À 27 669 694 \$. CE MONTANT INCLUT UN FINANCEMENT ADDITIONNEL PONCTUEL DE 1 846 900 \$ POUR L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE. CE FINANCEMENT ADDITIONNEL EST VERSÉ EN VERTU D'UNE ENTENTE MODIFICATRICE À L'ENTENTE INITIALE.

LES DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL SONT ENCOURUES PAR LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES.

2. PROGRAMME D'ASSISTANCE PARAJUDICIAIRE AUX AUTOCHTONES

CETTE ENTENTE D'UNE DURÉE DE 5 ANS COUVRE LES EXERCICES 2013-2014 À 2017-2018. LE NIVEAU DE FINANCEMENT MAXIMUM DU FÉDÉRAL, QUI ÉTAIT DE 529 694 \$ POUR LES 3 PREMIERS EXERCICES, A ÉTÉ MAJORÉ DE 300 000 \$ ET S'ÉLÈVE À 829 694 \$ POUR LES EXERCICES 2016-2017 ET 2017-2018.

L'ENTENTE PRÉVOIT LE PARTAGE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC POUR SOUTENIR L'ORGANISME QUI DISPENSE LES SERVICES DE CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES AUPRÈS DES AUTOCHTONES. LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA CONTRIBUE À 50 % DE CETTE DÉPENSE JUSQU'À CONCURRENCE DU MONTANT MAXIMAL PRÉVU, SOIT 829 694 \$.

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC A VERSÉ UNE SOMME DE 1 371 600 \$ À L'ORGANISME DISPENSANT LES SERVICES DE CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES AUPRÈS DES AUTOCHTONES.

VERSEMENT PERÇU DU FÉDÉRAL AU 28 FÉVRIER 2017:

2016-10-14 264 847 \$

LE SOLDE SERA VERSÉ À LA SUITE DE LA REDDITION DE COMPTES.

3. ENTENTE RELATIVE AUX MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE

CETTE ENTENTE QUI COUVRE LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2017 PRÉVOIT UN FINANCEMENT DU FÉDÉRAL DANS LE CADRE DU FONDS DE SOUTIEN DES FAMILLES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA, AFIN DE DÉFRAYER UNE PARTIE DES COÛTS ASSOCIÉS AUX MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE. L'APPORT DU FÉDÉRAL SERT PRINCIPALEMENT À FINANCER LES HONORAIRES DES MÉDIATEURS IMPLIQUÉS DANS LE PROGRAMME DE MÉDIATION FAMILIALE ET LES RECHERCHES EN MATIÈRE FAMILIALE.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE PRÉVUE POUR 2016-2017 EST DE 2 742 188\$. CE MONTANT N'ÉTAIT PAS PERÇU AU 28 FÉVRIER 2017.

CE MONTANT SERA RÉPARTI ENTRE LE FONDS ACCÈS JUSTICE (2 540 960 \$) QUI ASSUME LE VOLET "MÉDIATION FAMILIALE" ET LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (201 228 \$) POUR LE VOLET "RECHERCHE".

4. INFORMATIONS CONCERNANT LES SENTENCES

LE CANADA ET LE QUÉBEC ONT CONCLU LE 15 MAI 1995 UNE ENTENTE PAR LAQUELLE LE QUÉBEC TRANSMET AU CANADA LA DOCUMENTATION RELATIVE AUX SENTENCES QUI EST REQUISE DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE GESTION DE LA PEINE ET DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. L'ENTENTE S'APPLIQUE À TOUTE PERSONNE CONDAMNÉE AU QUÉBEC À PURGER UNE SENTENCE D'INCARCÉRATION DANS UN PÉNITENCIER.

LE CANADA REMBOURSE UN MONTANT FIXE AU QUÉBEC POUR LES DÉPENSES ASSUMÉES POUR LE REPIQUAGE DES CASSETTES. CE MONTANT, INITIALEMENT FIXÉ À 18 \$ PAR CASSETTE LORS DE LA SIGNATURE DE L'ENTENTE EN 1995, EST INDEXÉ LE 1^{ER} AVRIL DE CHAQUE ANNÉE ET S'ÉLÈVE À 26,69 \$ POUR L'EXERCICE 2016-2017.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017 EST DE 57 445 \$.

DÉTAIL DES VERSEMENTS PERÇUS AU 31 MARS 2017:

1.	2016-05-20	6 699,50 \$
2.	2016-06-15	5 151,17 \$
3.	2016-07-20	4 136,95 \$
4.	2016-08-11	3 443,01 \$
5.	2016-09-14	4 656,66 \$
6.	2016-10-19	4 830,89 \$
7.	2016-11-08	4 346,90 \$
8.	2016-12-12	4 883,38 \$
9.	2017-01-16	3 042,66 \$
10.	2017-02-13	4 830,89 \$
11.	2017-03-21	5 818,42 \$

UN MONTANT DE 5 605,00 \$ RESTE À PERCEVOIR.

5. ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE

L'ACCORD PRÉVOIT QUE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA REMET À LA PROVINCE 3,00 \$ POUR CHAQUE DEMANDE EN DIVORCE DÉPOSÉE AU QUÉBEC.

AVANT 2014-2015, LE QUÉBEC FAISAIT PARVENIR AU BUREAU D'ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE LES FORMULAIRES AINSI QUE LES PAIEMENTS DU DROIT FÉDÉRAL ÉTABLI À 10,00 \$. À CHAQUE TRIMESTRE, LE FÉDÉRAL REMBOURSAIT À LA PROVINCE 3 \$ PAR DEMANDE D'ENREGISTREMENT REÇUE. DEPUIS 2014-2015, LE QUÉBEC ENCAISSE ET CONSERVE LES DROITS EXIGÉS (10 \$) ET TRANSMET LES FORMULAIRES AU FÉDÉRAL. AUX 3 MOIS, CE DERNIER FACTURE LA PROVINCE, QUI REMET ALORS 7 \$ PAR DEMANDE D'ENREGISTREMENT.

LES PERSONNES ADMISSIBLES À L'AIDE JURIDIQUE SONT EXEMPTÉES DU PAIEMENT DE CE DROIT.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR 2016-2017 EST ESTIMÉE À 30 000 \$.

6. ENTENTE POUR LES COURS DE LANGUE ANGLAISE POUR LES JUGES

CETTE ENTENTE QUI COUVRE LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2018 PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA D'UN MONTANT MAXIMAL DE 108 000 \$ POUR DÉFRAYER UNE PARTIE DES DÉPENSES ENCOURUES PAR LE QUÉBEC POUR LA PARTICIPATION DES JUGES À DES COURS SEMI-PARTICULIERS, INTENSIFS OU D'IMMERSION EN ANGLAIS JURIDIQUE.

POUR L'EXERCICE 2016-2017, UN MONTANT MAXIMAL DE 108 000 \$ SERA REMBOURSÉ À LA PROVINCE EN VERTU DE CET ACCORD.

7. PROGRAMME DE FINANCEMENT DES TRIBUNAUX DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE

CETTE ENTENTE D'UNE DURÉE DE TROIS ANS (2015-2016 À 2017-2018) PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA POUR LES COÛTS ASSOCIÉS AU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC. CE PROGRAMME, GÉRÉ PAR LA PROVINCE, SE VEUT UNE SOLUTION DE RECHANGE AU PRONONCÉ DE SENTENCE CLASSIQUE, PAR UN PLAN DE RÉADAPTATION DU CONTREVENANT.

LA CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL POUR L'EXERCICE 2016-2017 S'ÉLÈVE À 41 700 \$ POUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

8. CONTRAVENTIONS FÉDÉRALES

EN VERTU DE L'ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS (2013) CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE RECEVRA UN REMBOURSEMENT ESTIMÉ À 700 000 \$.

9. ENTENTE CANADA-QUÉBEC SUR LES SERVICES EN LANGUE ANGLAISE

CETTE ENTENTE PERMET AU PERSONNEL DU MINISTÈRE D'AMÉLIORER L'ACCÈS À L'INFORMATION PAR LA TRADUCTION DE DIVERS DOCUMENTS JURIDIQUES. EN VERTU DE CETTE ENTENTE, LE MINISTÈRE RECEVRA UN REMBOURSEMENT DE 180 061 \$.

10. ENTENTE CANADA-QUÉBEC CONCERNANT UNE CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR LA DOCUMENTATION DE L'INTERFACE ÉLECTRONIQUE RELATIVE À L'ENQUÊTE INTÉGRÉE SUR LES TRIBUNAUX DE JURIDICTION CRIMINELLE

CETTE ENTENTE, SIGNÉE LE 30 MARS 2017, PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DE STATISTIQUE CANADA D'UN MONTANT DE 40 000 \$ POUR L'EXERCICE 2016-2017. CETTE CONTRIBUTION VISE À FINANCER LES DÉPENSES LIÉES À LA MISE À JOUR DE LA DOCUMENTATION DE LA QUALITÉ DES DONNÉES RECUEILLIES AU QUÉBEC DANS LE CADRE DE L'ENQUÊTE INTÉGRÉE SUR LES TRIBUNAUX DE JURIDICTION CRIMINELLE (EITJC) ET À ÉVALUER LES POSSIBILITÉS OFFERTES PAR LE SYSTÈME DE GESTION DE L'INFORMATION ACTUEL. IL S'AGIT D'UNE PHASE PRÉLIMINAIRE AUX MODIFICATIONS ÉVENTUELLES DU PROGRAMME D'EXTRACTION DES DONNÉES D'ENQUÊTE QUI POURRAIENT ÊTRE ENTREPRISES AU COURS DES PROCHAINES ANNÉES.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

ENTENTE CANADA-QUÉBEC RELATIVE AU PROJET INTITULÉ ADAPTER LES SERVICES D'AIDE AUX PERSONNES VICTIMES EN FONCTION DE DIVERSES CLIENTÈLES ET VEILLER À LA MISE EN OEUVRE DE LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES POUR UN MONTANT DE 649 203 \$. CETTE SOMME SERVIRA À FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE ET LA PARTICIPATION AU SYSTÈME DE JUSTICE DES TÉMOINS MINEURS PAR UNE INTERVENTION ADAPTÉE DES INTERVENANTS PSYCHOSOCIAUX DU RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, ÉLABORER DES SERVICES SPÉCIALISÉS POUR LES VICTIMES DE CRIMES DE MASSE PAR LA CRÉATION D'UNE CELLULE D'INTERVENTION DE CRISE PROVINCIALE, FAIRE L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION DE SYSTÈMES DE VISIOCONFÉRENCE DANS NEUF PALAIS DE JUSTICE À TRAVERS LE QUÉBEC, OFFRIR DES SESSIONS DE FORMATION AUX INTERVENANTS QUI TRAVAILLENT AUPRÈS DES VICTIMES AFIN D'ACCROÎTRE LEUR COMPRÉHENSION DE LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES ET DE CLARIFIER LEUR RÔLE DANS LA MISE EN OEUVRE DE CETTE LOI FÉDÉRALE ET FAVORISER L'UTILISATION DES MESURES FACILITANT LE TÉMOIGNAGE PAR LA SENSIBILISATION DES DIFFÉRENTS ACTEURS DU SYSTÈME DE JUSTICE POUR L'ENSEMBLE DU QUÉBEC.

FONDS ACCÈS JUSTICE

VOIR POINT #3.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SUBVENTIONS VERSÉES À UNE CATÉGORIE DE BÉNÉFICIAIRES AU SEIN DE SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) A OBTENU, UN FINANCEMENT DE 84 018,03 \$, POUR LE SYSTÈME NATIONAL DE REPÉRAGE, ET CE, POUR L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017.

SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA ACCORDE CE FINANCEMENT DANS LE BUT D'ACCROÎTRE LA CAPACITÉ DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES, D'IDENTIFIER ET DE RETRACER DES DÉLINQUANTS VIOLENTS À RISQUE ÉLEVÉ SUSCEPTIBLES DE NUIRE À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.

ÉGALEMENT, UN ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS (2013) A ÉTÉ CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, LE 6 MAI 2013, POUR LEQUEL LE DPCP RECEVRA UN REMBOURSEMENT ESTIMÉ À 405 000 \$ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017.

CET ACCORD PRÉVOIT NOTAMMENT LA POURSUITE DES CONTRAVENTIONS, L'IMPOSITION ET L'EXÉCUTION DU PAIEMENT DES AMENDES ET DES FRAIS AFFÉRENTS AUX CONTRAVENTIONS COMMISES DANS LA PROVINCE AINSI QUE SUR LE PARTAGE AVEC CETTE PROVINCE DES AMENDES ET DES FRAIS PERÇUS QUI ONT ÉTÉ IMPOSÉS EN VERTU DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS.

PAR AILLEURS, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE CANADA-QUÉBEC POUR LES SERVICES EN LANGUE ANGLAISE 2016-2017 À 2017-2018, LE DPCP RECEVRA UN REMBOURSEMENT D'ENVIRON 15 000 \$ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2016-2017. CETTE ENTENTE PERMET AUX PROCUREURS DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, AUX GESTIONNAIRES DE MÊME QU'AU PERSONNEL DE SOUTIEN D'AMÉLIORER L'ACCÈS À L'INFORMATION PAR LA TRADUCTION DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS DE DOCUMENTS JURIDIQUES ET DE LETTRES.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

AUCUN.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.40 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

PRIMES AU RENDEMENT DES BONIS	MJQ*	BAVAC*	FAJ*	FRCP*	FDR*	CJA	CDPDJ	CSJ	DPCP	FAAC	OPC	OPQ	TAQ
TOTAL	233 709,00 \$	2 078,00 \$	2 386,00 \$	0,00 \$	16 562,65 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	66 843,00 \$	6 268,38 \$	0,00 \$	36 612,00 \$	7 151,75 \$

DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2017

*SOURCE: SAGIP DONNÉES POUR 2016-2017, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION-DRH

G-41 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

PRIMES DE DÉPART ET BRIS DE CONTRAT	MJQ*	BAVAC*	FAJ*	FRCP*	FDR*	CJA	CDPDJ	CSJ	DPCP	FAAC	OPC	OPQ	TAQ
TOTAL	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	60 601,00 \$	180 911 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

* SOURCE: SAGIP DONNÉES POUR 2016-2017, SERVICE DU SOUTIEN À L'ADMINISTRATION-DRH

DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2017

G.42 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.43** POUR 2016-2017, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU' AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE ?
POUR CHAQUE PERSONNE :
- A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;
 - B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.
-

IL N'Y A PAS DE CADRE, DE DIRIGEANT OU DE SOUS-MINISTRE QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION SANS EXERCER DE FONCTION.

- G.44** POUR 2016-2017, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DES REMANIEMENTS MINISTÉRIELS ? POUR CHAQUE PERSONNE :
- A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;
 - B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.45 LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉES À CES PERSONNES.

MINISTÈRE

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
COMITÉ DE LÉGISLATION	LE COMITÉ A POUR MANDAT DE S'ASSURER, UNE FOIS QU'UNE DÉCISION EST PRISE PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF À L'ÉGARD D'UNE PROPOSITION LÉGISLATIVE FORMULÉE PAR UN MINISTRE DANS UN MÉMOIRE, QUE LE PROJET DE LOI QUI EN DÉCOULE EST CONFORME À CETTE DÉCISION.	STÉPHANIE VALLÉE	N/A
COMITÉ MINISTÉRIEL DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL, ÉDUCATIF ET CULTUREL	LE MANDAT DU COMITÉ EST D'ASSURER LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES DANS LES DOMAINES DE L'ÉDUCATION, DE LA MAIN-D'ŒUVRE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, DU TRAVAIL, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE, DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DE LA JUSTICE, DES DROITS DE LA PERSONNE, DES AÎNÉS, DES JEUNES, DE LA CONDITION FÉMININE, DU SPORT ET DU LOISIR, DE LA CULTURE, DE L'IMMIGRATION, DE LA LANGUE AINSI QU'EN CE QUI CONCERNE LES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNE, LES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES, L'ACCÈS À L'INFORMATION ET LES AFFAIRES AUTOCHTONES.	STÉPHANIE VALLÉE	N/A
COMITÉ MINISTÉRIEL DU PLAN NORD	LE MANDAT DU COMITÉ EST DE RELANCER LE PLAN NORD DANS TOUTES SES DIMENSIONS ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES.	STÉPHANIE VALLÉE	N/A
COMITÉ DIRECTEUR DU PLAN NORD	LE COMITÉ A LE MANDAT D'ASSURER UNE COHÉSION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT NORDIQUE.	FRANCE LYNCH	N/A

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
COMITÉ D'EXAMEN DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES	14-06-2016, DÉCIDER DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES SOUMISES AU CONSEIL	NORMAND BOLDUC SUZANNE DANINO LUCIE LE FRANÇOIS MARIE LAMARRE PATRICK SIMARD	0 \$
COMITÉ D'EXAMEN DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES	13-09-2016, DÉCIDER DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES SOUMISES AU CONSEIL	NORMAND BOLDUC MARIE CHAREST SUZANNE DANINO MARIE LAMARRE PATRICK SIMARD	0 \$
COMITÉ DE RELECTURE	14-06-2016, RELECTURE DES DÉCISIONS DU COMITÉ D'EXAMEN DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES	NORMAND BOLDUC LUCIE LE FRANÇOIS NATHALIE DIAMOND	0 \$
COMITÉ DE RELECTURE	13-09-2016, RELECTURE DES DÉCISIONS DU COMITÉ D'EXAMEN DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES	NORMAND BOLDUC NATHALIE DIAMOND NATALIE LEJEUNE	0 \$
COMITÉ D'ENQUÊTE 856	13-09-2016, FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ NUMÉRO 2016 QCCJA 856	JOSÉE BÉDARD JILL LESLIE GOLDBERG ALAIN TURCOTTE	0 \$
COMITÉ D'ENQUÊTE 834	13-09-2016, FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ NUMÉRO 2016 QCCJA 834	HÉLÈNE BÉDARD MARIE AUGER CLAIRE COURTEMANCHE	0 \$
COMITÉ D'ENQUÊTE 838	13-09-2016, FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ NUMÉRO 2016 QCCJA 838	HÉLÈNE BÉDARD MARIE AUGER CLAIRE COURTEMANCHE	0 \$
COMITÉ D'ENQUÊTE 868	13-09-2016, FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ NUMÉRO 2016 QCCJA 868	HÉLÈNE BÉDARD MARIE AUGER CLAIRE COURTEMANCHE	0 \$
COMITÉ D'ENQUÊTE 846	13-09-2016, FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ NUMÉRO 2016 QCCJA 846	PATRICK SIMARD SIMON JULIEN MARIE CHAREST	0 \$
COMITÉ D'ENQUÊTE 831	13-09-2016, FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ NUMÉRO 2016 QCCJA 831	NATALIE LEJEUNE MARIE AUGER MICHELINE LECLERC	0 \$

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
COMITÉ D'ENQUÊTE 842	14-06-2016, FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ NUMÉRO 2016 QCCJA 842	HÉLÈNE BÉDARD SUZANNE DANINO MARC C. FOREST	0 \$
COMITÉ D'ENQUÊTE 832	16-05-2016, FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ NUMÉRO 2016 QCCJA 832	PATRICK SIMARD SIMON JULIEN MARIE CHAREST	0 \$
COMITÉ D'ENQUÊTE 823	14-06-2016, FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ NUMÉRO 2016 QCCJA 823	JOSÉE BÉDARD SIMON JULIEN ANN QUIGLEY	0 \$

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE
AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
COMITÉ D'EXAMEN SUR LA GESTION DES MÉGAPROCÉS	ENTREPRENDRE UNE RÉFLEXION EXHAUSTIVE SUR LA GESTION DES MÉGAPROCÉS PAR LA POURSUITE, CES DOSSIERS QUI DÉCOULENT D'ENQUÊTES POLICIÈRES D'ENVERGURE, SUR DES ÉVÉNEMENTS QUI S'ÉTENDENT PARFOIS SUR PLUSIEURS ANNÉES ET QUI COMPORTENT DES ÉLÉMENTS DE PREUVES COMPLEXES ET VOLUMINEUX. CET EXAMEN TIENDRA COMPTE DES DIFFICULTÉS ET DES DÉFIS QUE NOUS AVONS RENCONTRÉS DANS LA CONDUITE DU DOSSIER SHARQC, AFIN D'EN TIRER TOUTES LES LEÇONS UTILES À LA GESTION FUTURE DES MÉGAPROCÉS. LA MINISTRE DE LA JUSTICE A DEMANDÉ AU COMITÉ DE LUI FORMULER DES RECOMMANDATIONS AU REGARD DE LA PLANIFICATION DES RESSOURCES JUDICIAIRES NÉCESSAIRES, AFIN D'ASSURER LA TENUE DES MÉGAPROCÉS DANS UN DÉLAI RAISONNABLE.	M ^E MICHEL BOUCHARD M ^E JOANNE MARCEAU, PROCUREURE AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES M ^E JEAN-SÉBASTIEN LALONDE, AGENT DE RECHERCHE M ^E STÉPHANE ROCHETTE, JURISTE	100 \$ PAR HEURE EMPLOYÉ DU DPCP EMPLOYÉ DU DPCP EMPLOYÉ DU MJQ
COMITÉ DE NÉGOCIATION SUR LES CLAUSES NORMATIVES	ASSURER LE RÔLE DE PORTE-PAROLE DE LA PARTIE PATRONALE AU COMITÉ DE NÉGOCIATION DE L'ASSOCIATION DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES AVEC LE SOUTIEN DU COMITÉ EN VUE DU RENOUELEMENT DE L'ENTENTE PORTANT SUR LES CONDITIONS DE NOMINATION ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL APPLICABLES AUX PROCUREURS QUE L'ASSOCIATION REPRÉSENTE.	M ^E MICHELINE BOUCHARD (LORANGER MARCOUX S.E.N.C.R.L.)	280 \$ PAR HEURE

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Nom du Comité	Mandat du Comité	Liste des Participants	Honoraires
<p>COMITÉ CONSULTATIF DES AGENTS DE VOYAGES</p>	<p>CONSEILLER LA MINISTRE RESPONSABLE DE L'APPLICATION DE LA LOI SUR LES AGENTS DE VOYAGES SUR TOUTE MATIÈRE RELATIVE AUX ACTIVITÉS DES AGENTS DE VOYAGES ET LUI DONNER SON AVIS SUR TOUTE QUESTION QU'ELLE LUI SOUMET RELATIVEMENT AUX ACTIVITÉS DES AGENTS DE VOYAGES.</p>	<p>MONSIEUR ANDRÉ ALLARD, OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR MADAME SYLVIE DE BELLEFEUILLE, OPTION CONSOMMATEURS MONSIEUR BERNARD BUSSIÈRES, ASSOCIATION DES TOURS OPÉRATEURS DU QUÉBEC MONSIEUR JEAN COLLETTE, ASSOCIATION DES AGENTS DE VOYAGES DU QUÉBEC MONSIEUR MARC CROTEAU, MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE MADAME GINETTE GALARNEAU, OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR MADAME LAURENCE MARGET, GROUPE DE RECHERCHE EN ANIMATION ET PLANIFICATION ÉCONOMIQUE MADAME MANON MARTEL, ASSOCIATION CANADIENNE DES AGENCES DE VOYAGES MONSIEUR CLAUDE ST-PIERRE, ASSOCIATION DES TOURS OPÉRATEURS DU QUÉBEC</p>	<p>IL N'Y A PAS D'ALLOCATION FORFAITAIRE VERSÉE AUX MEMBRES DE CE COMITÉ. SEULS LES FRAIS DE DÉPLACEMENT PEUVENT ÊTRE REMBOURSÉS SUR PRÉSENTATION DES PIÈCES JUSTIFICATIVES ET SELON LES NORMES EN VIGUEUR.</p>
<p>CONSEIL CONSULTATIF DES CONSOMMATEURS</p>	<p>PERMETTRE À L'OFFICE DE CONSULTER AVEC PLUS DE RÉGULARITÉ ET DE PROFONDEUR SES PARTENAIRES NATURELS SUR DES QUESTIONS LIÉES À L'EXERCICE DES MANDATS QUE LA LOI LUI CONFIE.</p>	<p>MONSIEUR ANDRÉ ALLARD, OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR MONSIEUR DENIS FALARDEAU, ACEF DE QUÉBEC MONSIEUR GARY FROST, OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR MADAME GINETTE GALARNEAU, OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR MADAME YANNICK LABELLE, UNION DES CONSOMMATEURS MONSIEUR PIERRE-CLAUDE LAFOND,</p>	<p>POUR LES PARTICIPANTS REPRÉSENTANT UNE ASSOCIATION DE CONSOMMATEURS, UNE ALLOCATION FORFAITAIRE DE 250 \$ EST VERSÉE, PAR RÉUNION, POUR LA PRÉPARATION ET LA PARTICIPATION À LA RÉUNION, AINSI QUE POUR LES FRAIS DE DÉPLACEMENT ENCOURUS.</p>

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
<p>COMITÉ CONSULTATIF SUR LE COMMERCE DE DÉTAIL</p>	<p>ÉTABLIR DES RELATIONS PLUS SOUTENUES ENTRE LES PARTIES PRENANTES EN CONSOMMATION ET DISCUTER DES ENJEUX ET DES RÉALITÉS PROPRES À CHAQUE CATÉGORIE D'ACTEURS : COMMERÇANTS, CONSOMMATEURS ET GOUVERNEMENT.</p>	<p>FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL MADAME KARINE ROBILLARD, OPTION CONSOMMATEURS MADAME SONIA ST-PIERRE, ACEF DU GRAND-PORTAGE MADAME MARIE-ÉDITH TRUDEL, ACEF DE LA RIVE-SUD DE MONTRÉAL MONSIEUR SAID ZOUTEN, DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT DE MARKETING, UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES</p>	
		<p>MONSIEUR ANDRÉ ALLARD, OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR MONSIEUR JEAN-LUC BENOÎT, CONSEIL CANADIEN DU COMMERCE DE DÉTAIL MONSIEUR GARY FROST, OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR MADAME GINETTE GALARNEAU, OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR MADAME MARYSE GUÉNETTE, OPTION CONSOMMATEURS MADAME YANNICK LABELLE, UNION DES CONSOMMATEURS MONSIEUR BRUNO LEBLANC, FÉDÉRATION CANADIENNE DE L'ENTREPRISE INDÉPENDANTE MADAME FRANÇOISE PÂQUET, CONSEIL QUÉBÉCOIS DU COMMERCE DE DÉTAIL MADAME CAROLINE SOULARD, COALITION DES ASSOCIATIONS DE CONSOMMATEURS DU QUÉBEC</p>	<p>POUR LES PARTICIPANTS REPRÉSENTANT UNE ASSOCIATION DE CONSOMMATEURS, UNE ALLOCATION FORFAITAIRE DE 250 \$ EST PRÉVUE POUR CHAQUE PRÉSENCE AUX RÉUNIONS.</p>
<p>TABLE DE CONCERTATION DES CINQ ORGANISMES DE PROTECTION DU PUBLIC</p>	<p>ÉCHANGER DE L'INFORMATION À PROPOS DES MEILLEURES PRATIQUES, DES INITIATIVES ET DES PROJETS DE CHACUN DES ORGANISMES, NOTAMMENT EN MATIÈRE DE SERVICE À LA CLIENTÈLE.</p>	<p>LES DIRIGEANTS DE :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS; • L'OFFICE DES PROFESSIONS; • LA RÉGIE DU BÂTIMENT; • LA RÉGIE DU LOGEMENT; • L'OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR. 	<p>AUCUN MONTANT N'A ÉTÉ VERSÉ AUX DIRIGEANTS À TITRE D'ALLOCATION FORFAITAIRE.</p>

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
COMITÉ CONSULTATIF SCIENTIFIQUE EN MATIÈRE DE CONDITIONS ET MODALITÉS DE VENTE DES MÉDICAMENTS	ANALYSER LES DEMANDES QUI SONT ADRESSÉES À L'OFFICE AFIN DE MODIFIER LA CLASSIFICATION D'UNE SUBSTANCE OU SA SPÉCIFICATION, ET FORMULER UNE OPINION AUX AUTORITÉS DE L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC	GEORGES-ÉMILE BOURGALT LOUISE ROY YVES RONDENAY	0 \$ 0 \$ 0 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.46 POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDIQUER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.47 COÛTS DE RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS : LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2017-2018. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2016-2017, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2017-2018, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.48 LISTE DES SITUATIONS EN 2016-2017 OÙ S'EST APPLIQUÉ LE PRINCIPE DU CRAN D'ARRÊT, TEL QU'IL EST DÉFINI DANS LE BUDGET DE DÉPENSES 2014-2015.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.49 INDiquer LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTE MAJORATION APPORTÉE À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.50 NOMBRE DE FONCTIONNAIRES OU ETC AFFECTÉS AU PLAN NORD EN 2016-2017 ET PRÉVISION POUR 2017-2018.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2016-2017 SEULEMENT.

G.51 VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ AU PLAN NORD EN 2016-2017 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2016-2017 SEULEMENT.

G.52 NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2016-2017 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF (SECRÉTARIAT À L'IMPLANTATION DE LA STRATÉGIE MARITIME) POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.53 VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2016-2017 ET PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF (SECRÉTARIAT À L'IMPLANTATION DE LA STRATÉGIE MARITIME) POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.54 LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DU PROGRAMME FINANCÉS PAR LE FONDS VERT.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES (FONDS VERT).

G.55 LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DES RESSOURCES NATURELLES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES (FONDS DES RESSOURCES NATURELLES) POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.56 LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DU PLAN NORD.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.57 POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LA SOMME ALLOUÉE À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICE JURIDIQUE.

SELON L'INFORMATION ACCESSIBLE, LA SOMME ALLOUÉE À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICES JURIDIQUES S'ÉLÈVE AU TOTAL À 125 573,25 \$.

G.58 PORTRAIT GLOBAL ET MONTANT GLOBAL DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2016-2017 QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS SANS ÊTRE AUTORISÉS DIRECTEMENT PAR LES SOUS-MINISTRES OU LES DIRIGEANTS D'ORGANISMES PUBLICS, MAIS PLUTÔT À LA SUITE D'UNE DÉLÉGATION DU POUVOIR DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME D'AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS.

INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME COMPILE CETTE INFORMATION EN FAISANT DISTINCTION ENTRE LES COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME ET LES COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS À LA SUITE D'UNE DÉLÉGATION DE POUVOIR.

FOURNIR LA LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) EN INDIQUANT :

- A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;**
- B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME TOUCHÉ(E);**
- C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;**
- D. LE MONTANT ACCORDÉ;**
- E. LE NOM DE LA PERSONNE AYANT AUTORISÉ LA DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE;**
- F. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;**
- G. TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.**

INDIQUER SI OUI OU NON LES MINISTÈRES OU L'ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LE BIAIS DE SON SITE INTERNET OU AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.

LE MONTANT INITIAL ET FINAL DES CONTRATS SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://SEAO.CA](https://seao.ca).

G.59 CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES) ET CE, POUR 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ET 2016-2017 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018 :

- A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);
- B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;
- C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;
- D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI;
- E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.

B. LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD
SITE INTERNET – [HTTPS://WWW.TABLEAUBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/)

D. LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

E. LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

MINISTÈRE

A. SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2016-2017, LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) POUR LE MJQ POUR L'ANNÉE 2016-2017 S'ÉLÈVERA À 48 798,2 K\$ (INCLUANT LE FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LE FONDS ACCÈS JUSTICE ET LE FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS).

FONDS DES REGISTRES

A. SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2016-2017, LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) POUR LE FDR POUR L'ANNÉE 2016-2017 S'ÉLÈVERA À 14 214,3 K\$.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

A. LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE SONT ASSUMÉES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

A. SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2016-2017, LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) POUR LE CDPDJ POUR L'ANNÉE 2016-2017 S'ÉLÈVERA À 1 125,20 K\$.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

A. SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2016-2017, LA DÉPENSE TOTALE POUR LA CSJ POUR L'ANNÉE 2016-2017 S'ÉLÈVERA 1 392 800 \$.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

A. SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2016-2017, LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) POUR LE DPCP POUR L'ANNÉE 2016-2017 S'ÉLÈVERA À 7 945,6 K\$.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

A. AUCUN.

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

A. LA DÉPENSE TOTALE EN INFORMATIQUE POUR 2016-2017 PRÉVUE AU PLAN ANNUEL EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES (PARI) 2016-2017 EST DE 1 270 500 \$.

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

A. SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2016-2017, LA DÉPENSE TOTALE POUR L'OPQ POUR L'ANNÉE 2016-2017 S'ÉLÈVERA À 472 000 \$.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2016-2017, LA DÉPENSE TOTALE POUR LE TAQ POUR L'ANNÉE 2016-2017 S'ÉLÈVERA À 2 876 500 \$.

G.60 A. POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2016-2017, LE MONTANT TOTAL EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LA MASSE SALARIALE.

B. POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2016-2017, LE MONTANT TOTAL EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : DES INDEMNITÉS DE RETRAITE, S'IL Y A LIEU.

A. LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRE ET ORGANISMES.

MINISTÈRE

B. AUCUN

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

B. AUCUN

FONDS ACCÈS JUSTICE

B. AUCUN

FONDS DES REGISTRES

B. AUCUN

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

B. AUCUN

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

B. AUCUN

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

B. AUCUN

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

B. UNE ALLOCATION DE TRANSITION VERSÉE À UN TITULAIRE D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR AU MONTANT DE 180 911\$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

B. AUCUN

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

B. AUCUN

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

B. AUCUN

OFFICES DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

B. AUCUN

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

B. AUCUN

G.61 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2016-2017, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.62** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, PORTRAIT COMPLET ET BILAN DÉTAILLÉ DES ACTIONS ENTREPRISES ET DES COMPRESSIONS RÉALISÉES À LA SUITE DE L'ANNONCE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR LE 25 NOVEMBRE 2014. PLUS PRÉCISÉMENT, FOURNIR L'INFORMATION RELATIVE AUX ACTIONS DANS LE CADRE :
- A. DU PLAN DE RÉDUCTION DES EFFECTIFS POUR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISANT UNE RÉDUCTION D'AU MINIMUM 2 % DE LEUR NIVEAU D'EFFECTIFS;
 - B. DU CHANTIER SUR LA RÉVISION ET L'OPTIMISATION DES STRUCTURES ET DES ORGANISMES DE L'ÉTAT;
 - C. D'AUTRES ACTIONS VISANT À LIMITER CERTAINS FACTEURS POUVANT CONTRIBUER À AUGMENTER LES DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION;
 - D. DE LA SUSPENSION DES BONIS DU PERSONNEL DE DIRECTION ET D'ENCADREMENT DES MINISTÈRES, DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET DES CABINETS MINISTÉRIELS.

FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2017-2018.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.63 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LE DÉTAIL DES ACTIONS RÉALISÉES ET/OU AMORCÉES EN 2016-2017 EN VUE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS DANS LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2016-2017** DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.64** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LA LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FORME EXTERNE EN 2015-2016 ET 2016-2017 EN INDIQUANT POUR CHACUN :
- A. LE SUJET;
 - B. LA OU LES RAISONS POURQUOI IL A ÉTÉ PRODUIT OU COMMANDÉ;
 - C. LES COÛTS RELIÉS À SA RÉALISATION;
 - D. LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA FIRME EXTERNE, S'IL Y A LIEU.

PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

- G.65** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, POUR LES ANNÉES 2015-2016 ET 2016-2017, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNEL EN INDIQUANT :
- A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;
 - B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;
 - C. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.

MINISTÈRE

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
BARREAU DU QUÉBEC	463	LETRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	725 819,73 \$
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	27	LETRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	30 810,95 \$
ASS. DES RESP. DE GESTION DES PLAINTES DU GOUV. DU QUÉBEC [ARGP]	1	6-79	150,00 \$
ASS. SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION [A.A.P.I.]	1	6-79	220,00 \$
ASSOCIATION DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION DU QUÉBEC [ASIQ]	N/D	6-79	465,00 \$
ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN, DIVISION DU QUÉBEC, L'	N/D	6-79	1 364,20 \$
CCAF-CCVI INC.	2	6-79	250,00 \$
COMMISSION DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL	N/D	6-79	250,00 \$
CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA	N/D	6-79	5 000,00 \$
GP-QUÉBEC	N/D	6-79	2 500,00 \$
GROUPE DES RESPONSABLES EN ANALYSE ET EN ÉVALUATION DE PROGRAMME	1	6-79	200,00 \$
INSTITUT DES AUDITEURS INTERNES - SECTION DE QUÉBEC	5	6-79	390,00 \$
ISACA	1	6-79	239,33 \$
LAVOIE, ROUSSEAU, EN FIDÉICOMMIS	N/D	6-79	65,00 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAI	N/D	6-79	3 498,17 \$
RÉSEAU FRANCOPHONE DES CONSEILS DE LA MAGISTRATURE JUDICIAIRE	N/D	6-79	6 619,93 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ÉVALUATION DE PROGRAMME	2	6-79	90,00 \$

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
BARREAU DU QUÉBEC	1	LETRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	1 706,37 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
BARREAU DU QUÉBEC	2	LETRE DU CONSEIL DU TRÉSOR AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	3 402,74 \$
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	4	LETRE DU CONSEIL DU TRÉSOR AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	4 633,40 \$

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES**CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
BARREAU DU QUÉBEC	1	LETRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	1 706,37 \$

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS ET CONSEIL DES DROITS DE LA PERSONNE (ACCCDP/CASHRA)	ORGANISME	DIRECTIVE 6-79	6 000,00 \$
ASSOCIATION DES RESPONSABLES DE LA GESTION DES PLAINTES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (ARGP)	1	DIRECTIVE 6-79	150,00 \$
ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION (AAPI)	1	DIRECTIVE 6-79	220,00 \$
BARREAU DU QUÉBEC	24	CONDITIONS DE TRAVAIL DES CADRES JURIDIQUES ET CONVENTION COLLECTIVE (CONSEILLERS JURIDIQUES)	44 131,00 \$
CONSEIL CANADIEN DES ORGANISMES DE DÉFENSE DES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES (CCDDEJ)	ORGANISME	DIRECTIVE 6-79	4 000,00 \$
INSTITUT DE MÉDIATION ET D'ARBITRAGE DU QUÉBEC (IMAC)	3	DIRECTIVE 6-79	1 032,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
BARREAU DU QUÉBEC	457	CONVENTIONS COLLECTIVES DES AVOCATS EN VIGUEUR; ARTICLE 13, 44 ET 46 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ET SUR LA PRESTATION DE CERTAINS AUTRES SERVICES JURIDIQUES (RLRQ, c.A-14).	703 746,00 \$
ORDRE DES CPA DU QUÉBEC	9	DIRECTIVE 6-79	8 443,00 \$
ORDRE DES CRHAQ	3	DIRECTIVE 6-79	1 769,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
ASSOCIATION DES ARCHIVISTES	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	205,00 \$
ASSOCIATION DES RESPONSABLES DE LA GESTION DES PLAINTES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC [ARGP]	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	150,00 \$
ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION (AAPI)	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	220,00 \$
BARREAU DU QUÉBEC	630	ENTENTE RELATIVE AUX CONDITIONS DE TRAVAIL DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES 2010-2015 (ARTICLE 7-6.00)	1 194 659,00\$
CHAMBRE DES NOTAIRES	1	ENTENTE DE PRINCIPE CONCERNANT CERTAINS ÉLÉMENTS MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE DES AVOCATS ET NOTAIRES 2010-2015	0,00 \$
CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA	S.O.*	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	3 000,00 \$
INTERNATIONAL ASSOCIATION OF PROSECUTORS (IAP)	2	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	168,00 \$
INSTITUTE OF INTERNATIONAL AUDITORS	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	150,00 \$
REGROUPEMENT DES COMMUNICATEURS D'URGENCE	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	100,00 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	S.O.*	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	2 793,00 \$

*COTISATIONS PAYÉES POUR L'ENSEMBLE DE L'ORGANISME

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
BARREAU DU QUÉBEC	2	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	3 402,74 \$

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
BARREAU DU QUÉBEC	13	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	27 133,73 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR	559,63 \$

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
BARREAU DU QUÉBEC	23	LETRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT.	43 413,00 \$
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	1	LETRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT.	1 356,00 \$
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	1	EXIGENCE DU POSTE	1 356,00 \$
ORDRE DES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES DU QUÉBEC	1	EXIGENCE DU POSTE	573,00 \$
ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QUÉBEC	1	EXIGENCE DU POSTE	1 068,00 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	COÛT TOTAL
BARREAU DU QUÉBEC	51	LETRE DU SECRÉTARIAT AUX EMPLOIS SUPÉRIEURS	86 318,97 \$
CHAMBRE DES NOTAIRES	1	LETRE DU SECRÉTARIAT AUX EMPLOIS SUPÉRIEURS	1 133,35 \$
BARREAU DU QUÉBEC	16	LETRE DU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	23 526,87 \$